

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LE
HOMESTEAD FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 14 décembre 1907, à 1 heure

PAR

Etienne CHAVANES

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
WAHL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LE
HOMESTEAD FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 14 décembre 1907, à 1 heure

PAR

Etienne CHAVANES

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
WAHL, agrégé.



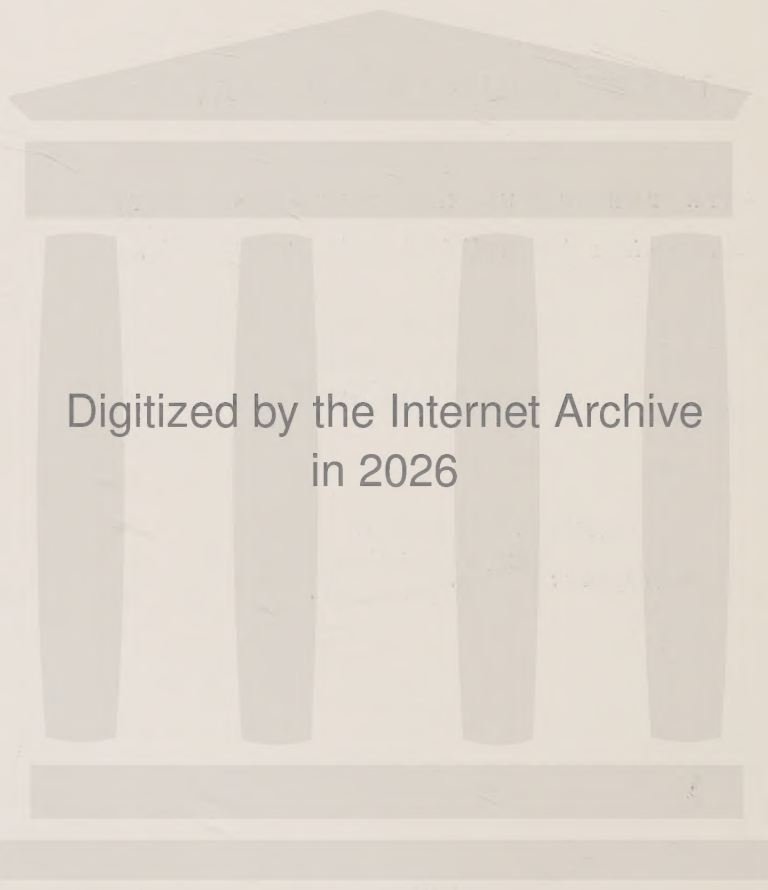
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE HOMESTEAD FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

BUT ET DÉFINITION DU BIEN DE FAMILLE. — ÉTAT DE LA
QUESTION EN FRANCE.

C'est une gloire, et aussi bien une des caractéristiques de notre époque, que de pouvoir constater dans presque toutes les classes de la société et dans tous les partis, de la part de l'élite pensante de la plupart des nations, un courant généreux et toujours plus accentué en vue d'améliorer la situation sociale et économique des travailleurs et de parer le plus possible aux injustices de la fortune.

La France n'est pas restée étrangère à ce grand mouvement, elle y occupe même une place fort honorable, et, si les résultats n'ont pas toujours réalisé les espérances autant qu'on aurait pu le désirer, on doit néanmoins reconnaître que des efforts réels et considérables ont été tentés et qu'on a obtenu dans ce sens de vérita-

bles progrès. Les lois syndicales, les lois sur les accidents du travail, sur les habitations à bon marché, pour n'en citer que quelques-unes, ont été inspirées par un large sentiment de justice et de sollicitude à l'égard des moins favorisés, et quelles que puissent être les imperfections que certains y relèvent, elles ont procuré d'incontestables avantages à ceux qui en ont bénéficié.

Cependant un esprit impartial ne peut s'empêcher de remarquer qu'en général l'ouvrier, le prolétaire, cette masse qui peuple principalement les villes et les bourgades importantes, paraît avoir été l'objet de la presque totalité des réformes et des institutions du genre de celles que nous signalions, tandis que l'habitant des campagnes, ce rural opiniâtre et laborieux qui féconde la terre de ses travaux pénibles et parfois ingrats, qui y courbe son corps robuste dans une inclinaison que l'âge rend chaque jour de plus en plus définitive, pourvoyeur de la cité qui travaille et de la cité qui festoie, cet humble campagnard n'a guère vu son sort s'améliorer que dans des proportions infiniment moins appréciables. Et pourtant, le cultivateur n'est-il pas le principal élément de la population française, notre patrie n'est-elle pas avant tout un pays agricole, et la terre n'est-elle pas à travers les âges dans l'esprit de nos concitoyens l'objet principal de leurs désirs et la source la plus constante de leur richesse ? Comment expliquer cette anomalie ? Serait-ce que le cultivateur, déjà et avant tous autres, eût obtenu tous les avantages sur les-

quels il fût en droit de compter, ou bien, sous un nouvel âge d'or, jouirait-il en notre temps d'une prospérité complète ? Il apparaît d'une manière trop évidente qu'il n'en est pas ainsi. Toute innovation sérieuse en cette matière et toute amélioration sensible seraient-elles, par hasard, particulièrement difficiles, ou, à la différence de ses frères de l'atelier et de l'usine, trop résigné, trop habitué à lutter contre le mauvais destin, le paysan dédaignerait-il de faire entendre une voix impérieuse et pressante pour enjoindre à ses représentants politiques d'apporter des remèdes efficaces aux maux dont il peut souffrir ? Il se pourrait.

Néanmoins il serait injuste de dire que rien n'ait été fait ni tenté en faveur du paysan, les lois sur le crédit agricole, les warrants agricoles, et quelques autres témoignent du bon vouloir du législateur et du désir de lui venir en aide; mais il faut bien reconnaître que leur application est fort restreinte et leur efficacité à peu près nulle.

Sans vouloir entrer dans une discussion approfondie et détaillée de la situation du peuple des campagnes, il est intéressant de se rendre compte de sa situation matérielle. On répète couramment que le cultivateur se trouve dans un état de détresse alarmant, on parle à tout propos de crise agricole, et les sombres peintures qui nous en sont tracées ne pourraient manquer d'émouvoir les plus indifférents. Il convient, à notre avis, de faire la part de l'exagération dans une note aussi pessimiste,

le métier d'agriculteur n'est pas, heureusement, un métier aussi détestable (1). Assurément, celui qui, dans la culture, voudrait arriver rapidement à des bénéfices considérables et à ces accroissements de fortune tels qu'en procure parfois l'industrie, aurait fort à faire pour y parvenir, mais il est certain que le paysan laborieux et persévérant peut, en général, dans presque toutes les régions de notre pays, gagner honorablement sa vie et arrondir quelque peu son patrimoine. Il a pu exister, il y a un peu plus d'une dizaine d'années, une certaine crise agricole provoquée, d'une part, par l'afflux et la concurrence des produits étrangers, exportés en particulier des pays neufs, comme l'Amérique, d'autre part, par un moindre rendement des produits français, dû principalement, si nos souvenirs sont exacts, à plusieurs années de sécheresse : à l'heure actuelle nous ne croyons pas que l'on puisse soutenir que cette crise dure encore. Il n'est, d'ailleurs, pas besoin de crise pour justifier ici l'intervention du législateur, il suffit de considérer les difficultés sans nombre qui assiègent le cultivateur. Il peut vivre, nous l'avons dit, mais au prix de quels travaux et de quelles fatigues ! Levé souvent avant l'aurore, ne rentrant qu'à la nuit, bravant les intempéries, c'est par un travail de tous les jours, per-

(1) Il y aurait lieu sans doute de faire des réserves, principalement à l'égard des viticulteurs du Midi ; mais nous nous raisonnons sur la situation agricole en général, et l'examen du degré de prospérité de chaque branche de la culture nous entraînerait trop loin.

sévérant et intelligent, qu'il arrive à force d'économie et même de privations, à élever sa famille et à réaliser une modeste épargne. A la merci des éléments, il ne peut parer aux désastres que lui causent trop souvent la gelée, la grêle ou la tempête, les épidémies exercent à leur tour leurs ravages sur son bétail, enfin, nous ne savons quel mauvais destin vient parfois faire évanouir les plus légitimes espérances. A ces choses la science ne saurait porter remède, une puissance supérieure à l'homme semble tenir en main ses destinées, ici, la nature libérale ou marâtre règne en souveraine. Toutefois on aurait tort de penser que ces malheurs inévitables qui frappent le cultivateur, entraînent irrémédiablement sa ruine, car il est rarement atteint à la fois dans toutes ses sources de profit et au surplus, quelques dispositions législatives ou administratives, diverses assurances, lui permettent de toucher dans certains cas des indemnités plus ou moins importantes, mais ce qu'il faut considérer, pour bien se rendre compte de la situation réelle du paysan, c'est que son gain apparaît comme fort modeste en face des risques auxquels il est exposé et des exigences fiscales qui l'atteignent plus que tout autre, et que la profession qu'il exerce est bien moins rémunératrice que la plupart des professions des villes, eu égard à la somme d'énergie que le cultivateur dépense et aux capitaux qu'il engage.

Telle est la situation, sommairement exposée, de l'agriculteur, nous n'avons pas cherché ici à en détermi-

ner toutes les causes, nous avons simplement voulu donner un aperçu d'un état de fait. Notre intention n'a pas été de faire une critique détaillée et complète des maux dont il souffre, mais de permettre de constater que son sort est intéressant et qu'il mérite d'être amélioré. Du reste, depuis longtemps des esprits généreux se sont préoccupés de la question et si les moyens les plus divers ont été proposés pour lui faciliter la lutte pour la vie, il est une institution qui, par l'importance qu'on lui prête, autant que par l'originalité audacieuse qu'elle présente en face de l'économie générale de nos lois, doit fixer notre attention et solliciter de notre critique un examen scrupuleux : *c'est l'institution du bien de famille.*

Le bien de famille, c'est la maison et ses dépendances, qu'habite et exploite une famille à titre de propriétaire, le tout dans les limites d'une valeur déterminée par la loi, de manière à ne s'appliquer généralement qu'à la petite propriété. Ce qui le distingue, c'est d'être insaisissable, suivant des règles établies, et d'être soumis à certaines conditions pour son aliénation. Sont but, disent ceux qui le préconisent, est de conserver un abri à la famille, et d'éviter sa ruine et sa dispersion en protégeant le foyer.

Cette institution, comme il est aisé de s'en apercevoir, ne vise pas exclusivement l'habitant des campagnes, elle s'adresse indistinctement à tous ceux qui réunissent les conditions de famille, propriété, habita-

tion et autres, qu'elle implique ; mais il est aisé de voir que son champ d'application, les résultats qu'elle est appelée à donner aussi bien que les causes qui l'ont motivée, concernent principalement le petit cultivateur. C'est dans cette classe, en effet, que l'on voit le plus souvent des habitations de peu de prix occupées par leurs propriétaires, et c'est par intérêt pour ces humbles ruraux qu'il est venu à l'idée de quelques novateurs de créer des biens de famille. Ainsi, et en cela, nous sommes d'accord avec tous ceux qui se sont occupés de la question, il s'agit surtout en cette matière de la petite propriété rurale, et c'est principalement sur elle que la réforme est appelée à avoir quelque répercussion. Aussi, ne faudra-t-il pas s'étonner de nous voir, au cours de cette étude, nous occuper presque constamment des conséquences de la loi à l'égard du cultivateur. Mais si notre attention semble absorbée par cette manière de voir, il ne faudra pas oublier que l'agriculteur n'est pas le seul bénéficiaire, mais le principal, et notre excuse de paraître ne nous intéresser qu'à une partie des personnes auxquelles notre réforme s'adresse, sera que tous ceux qui ont traité de cette question, tant les théoriciens que les auteurs de propositions de loi et les commentateurs ont senti que cette institution ne valait que par les avantages qu'elle pouvait procurer au petit cultivateur. Il y a plus, c'est la situation de ce dernier, seule, qui a provoqué l'innovation dont nous parlons, et ce n'est qu'accessoirement, par contre-coup, et parce qu'aucun

inconvenient n'apparaissait, que l'on a généralisé son application. Ses promoteurs ont estimé que la saisie était le mal capital dont souffrait la petite culture, qu'en arrachant le paysan à la terre, elle détruisait la famille en la dispersant et en la forçant souvent à venir renforcer le prolétariat des villes, qu'elle constituait ainsi des déclassés, qu'elle favorisait l'expansion du socialisme en diminuant le nombre des possesseurs de la terre, ce qui serait un mal social, qu'elle contribuait à la dépopulation des campagnes, cause de ruine pour l'agriculture, qu'enfin, elle était inhumaine et s'attaquait au strict nécessaire, au minimum de bien qu'on fût en droit de posséder. On verra, dans le courant de cette étude, ce qu'il faut penser de ces diverses considérations, et jusqu'à quel point l'institution du bien de famille vient parer aux inconvenients signalés, il suffit pour le moment de dégager les intentions de ses partisans afin de se rendre compte du but qu'ils se sont proposés.

Il n'y a pas très longtemps que l'on parle couramment en France du bien de famille. Ce n'est que depuis un quart de siècle, à peu près, que la question a été posée ; il serait donc intéressant de savoir comment cette idée a pu germer dans l'esprit de quelques-uns et se propager ensuite jusqu'à impressionner un grand nombre et former l'objet de propositions et de projets de loi. C'est ici que l'on peut voir quelle influence la législation étrangère a de nos jours sur notre propre législation. En effet le bien de famille n'est pas dû à l'ingé-

niosité nationale, nous avons peu ou point imaginé en cette matière, c'est une loi d'importation. Sous le nom de homestead, une institution analogue mettant à l'abri de la saisie la maison et les terres qui en dépendent, s'établit dans le courant du siècle dernier aux Etats-Unis. Elle porte le nom de *homestead federal* ou celui de *homestead exemption* suivant qu'elle porte sur des concessions de terres publiques ou sur des terres privées ; ces deux sortes de homestead diffèrent par leur origine, leur histoire et leur constitution, mais elles ont pour effet commun de préserver de la saisie l'habitation et les terres qui en dépendent et pour but de favoriser et de protéger l'agriculture. Le homestead fédéral fut établi afin de mettre en valeur les terres appartenant aux divers Etats de l'Union. Elles avaient une étendue considérable et étaient à peu près inexploitées. Pour en favoriser la culture, attirer les immigrants et aussi accroître la richesse publique, les Etats, après avoir fait remise de leurs terres publiques à l'Union, accordèrent des lots de terre : 160 acres en général — 160 acres valent à peu près 64 hectares — pour une somme insignifiante d'abord, puis gratuitement aux personnes qui voulaient s'y établir pour les défricher et, afin d'en faciliter le placement, garantirent contre la saisie pendant cinq ans l'immeuble concédé, qui devait être habité par le colon. Le texte qui régit la matière est l'Act de 1862 qui a été révisé depuis sur quelques points.

Il n'est pas besoin de faire remarquer que le homes-

tead sur les terres publiques trouverait difficilement son application en Europe, où presque toutes les terres sont cultivées et appartiennent à des particuliers, le homestead exemption qui concerne les terres privées peut au contraire être approprié à notre situation foncière et, effectivement, c'est surtout lui que l'on a considéré quand on a pensé à introduire chez nous une institution de cette nature et qui a inspiré les auteurs des différents projets. Un jurisconsulte américain, Rufus Waples, qui s'est spécialement occupé du homestead, en a donné la définition suivante : « Le homestead est une résidence de famille, impliquant possession, occupation effective, limitation de valeur, exemption de saisie, aliénabilité restreinte, le tout conformément aux prescriptions des statuts (1). » Nous le voyons apparaître pour la première fois au Texas, où une loi du 26 janvier 1839 lui donne l'investiture. Les circonstances qui présidèrent à son établissement valent d'être signalées.

Chacun sait que l'Amérique est, par excellence, le pays de la spéculation et des crises économiques. Ces crises sont en quelque sorte périodiques et d'une intensité extrême ; elles atteignent naturellement tous ceux qui ont eu recours au crédit, et les cultivateurs ont été pendant longtemps parmi ceux où elles faisaient de nombreuses victimes. Ayant dû emprunter pour trouver un capital d'exploitation, les agriculteurs, les *farmers*

(1) Rufus Waples, *A treatise on the Homestead and Exemption*. Chicago, 1893.

se procurent facilement de l'argent pendant la période de hausse, les terres par ce fait augmentent de valeur, la plupart des produits ou des instruments agricoles participent à ce mouvement, et les débiteurs offrent ainsi une surface d'autant plus considérable. Mais la période de baisse venue, le phénomène inverse se produit, les échéances arrivant, il leur faut vendre pour y faire face ; ils sont tous dans le même cas, ce qui produit un avilissement des prix, avilissement d'autant plus grand que les capitaux étant raréfiés les vendeurs ne trouvent que difficilement contre-partie. Aussi la ruine a peu près complète est-elle pour le *farmer* un résultat pour ainsi dire inévitable. Une crise de ce genre se produisit aux Etats-Unis de 1837 à 1839, et causa la déconfiture d'un grand nombre d'agriculteurs. Le Texas imagina d'en tirer parti à son profit, son sol mal exploité par une population indolente d'origine espagnole, réclamait des hommes énergiques et laborieux pour le mettre en valeur ; ces hommes, ils existaient, c'étaient les colons américains ruinés, il s'agissait de les attirer. Le Texas qui ne faisait pas alors partie de l'Union leur permettait d'échapper aux conséquences de leur premier désastre, en enlevant aux créanciers toute action contre leurs débiteurs réfugiés dans un pays étranger. C'est alors qu'il promulgua la loi sur le homestead pour favoriser l'installation de ces derniers sur son territoire en les garantissant contre un second désastre par l'exemption de saisie à l'égard des terres, de l'habitation et des

meubles de toute famille. Les biens de cette nature ne présentant alors qu'une maigre valeur, la loi fut adoptée sans difficulté. Elle produisit les meilleurs résultats en ce sens qu'elle détermina un important courant d'immigration, et peu à peu, par la suite, la plupart des Etats de l'Union — il n'y en a que cinq qui fassent exception à l'heure actuelle — durent adopter le homestead tant pour bénéficier des mêmes avantages que pour ne pas se trouver atteints par l'attraction que les Etats voisins où le homestead était en vigueur, exerçaient sur les populations dont les lois ne l'avaient pas encore consacré.

C'est donc par suite de la fréquence des crises économiques et agricoles, d'une certaine concurrence entre les divers Etats dont la population rurale était presque nomade dans un grand nombre de ces régions qui n'avaient jamais été cultivées, peut-être aussi par suite d'une surenchère électorale, en somme facile, que le homestead s'implanta en Amérique. Ce fut une création originale et hardie, répondant à un état de choses tout particulier, et qui trouva pour s'instaurer et se développer, ces circonstances éminemment favorables de s'adresser à un pays encore vierge en bien des endroits, et à une nation jeune où les mœurs, les coutumes, les traditions ne se trouvaient pas alors fortement enracinées.

Malgré la faveur singulière avec laquelle il fut accueilli sur le continent américain, le homestead fut longtemps sans intéresser l'Europe et en particulier la

France. Avant 1878, il est à peu près ignoré, même du monde intellectuel et les théoriciens de la question agraire, les économistes, les sociologues ne le signalent d'aucune façon à l'attention publique. C'est seulement à cette époque, tandis que M. Devas s'en occupe en Angleterre, que nous trouvons sur ce sujet une communication intéressante de M. Joliot, avocat à Valence, à la Société de législation comparée.

Bien que la nature de cette communication l'oblige à être sommaire, elle permet néanmoins de bien saisir les caractères de l'institution américaine et d'en apprécier la portée. Cette étude, il est vrai, est susceptible de quelques critiques : M. Joliot ne distingue pas les deux genres de homestead, par contre il se perd dans les détails, donne une nomenclature assez ardue des Etats où il existe des différences secondaires et va jusqu'à parler de homestead dans le cas de faillite de son propriétaire. Fort brièvement en terminant, l'auteur s'occupe de l'opportunité de son application en d'autres pays ; il ne semble pas s'arrêter à la possibilité de son introduction en France, mais avec beaucoup de bon sens, il croit trouver dans l'Algérie un champ d'expérience éminemment propice. Quoi qu'il en soit, la communication de M. Joliot semble n'avoir pas eu une bien grande repercussion. Le homestead était signalé, il n'était pas encore lancé !

Ce n'est qu'en 1883 que la question prit de l'ampleur. Un auteur allemand, M. Rudolf Meyer, fit paraître un

travail dont la renommée s'étendit jusque dans les pays voisins, elle y provoqua même un certain enthousiasme, et publicistes, économistes, hommes politiques s'ingénierent à trouver le moyen d'adapter le homestead à la législation de leur pays. On voit alors en France la question prendre de plus en plus d'importance pour aboutir à des conclusions positives et à des propositions de loi en faveur de la création d'un bien de famille inspiré de l'institution américaine.

Les revues, les sociétés s'occupant d'économie politique et sociale, d'économie rurale, de questions agricoles se préoccupent du bien de famille. Dans ce beau zèle la *Réforme sociale* se distingue ; à partir de 1884, elle publie de nombreux articles sur cette matière, rend compte des travaux de la société d'Economie sociale, et des Unions de la paix Sociale, publie des relations sur l'état de la question dans les pays étrangers tels que la Suisse, l'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie où les frères Spoto en sont les ardents défenseurs, et la Belgique où le bien de famille n'a pas de plus zélé partisan que M. Carton de Wiart. Le *Journal des Economistes*, le *Correspondant*, l'*Association catholique*, pour n'en citer que quelques-uns, se font l'écho de ce mouvement (1).

En 1884, à la *Société d'Economie sociale*, M. Gabriel Ardant prône l'introduction en France de l'institution du homestead américain, dans un débat sur la petite

(1) V. l'indication des numéros les plus intéressants dans la bibliographie qui termine cet ouvrage.

propriété auquel prend part M. Rüdolf Meyer, lui-même.

En 1887, séance non moins intéressante à la même société. Il s'agit de savoir si le homestead est applicable en France et conforme aux lois économiques. M. Claudio Jannet fait un très intéressant rapport sur la question et se déclare partisan de l'établissement en France du bien de famille, à condition que la valeur de ce bien soit assez faible, que les privilèges du vendeur et du copartageant soient maintenus et qu'il y ait une publicité suffisante. Il se fonde pour établir son opinion sur cette idée que la famille est la première créancière de l'homme et qu'elle doit passer avant toute autre. Il fait valoir des arguments d'analogie en citant nombre de cas d'insaisissabilité de fait ou de droit, souligne que cela servirait à maintenir les cadres de la petite culture en lui assurant plus de stabilité et termine en disant que le crédit hypothécaire lui apparaît comme une cause de ruine pour le petit propriétaire. M. Cheysson et M. Fournier de Flaix appuient les observations de M. Claudio Jannet. Ils font remarquer que le paysan est l'homme pour lequel nos lois d'exécution sont le plus rigoureuses ; ils trouvent le Code de procédure civile insuffisant, et, partant de cette idée, M. Cheysson propose d'exempter de la saisie jusqu'à concurrence d'une somme de 2.000 francs les biens du petit propriétaire rural payant moins de 20 ou 30 francs d'impôt foncier. Néanmoins la proposition ne réunit pas l'assen-

timent unanime. MM. Coste et Droz combattent le principe même de l'institution qu'ils ne croient pas correspondre à un besoin bien marqué et dont ils contestent l'utilité.

La société continue toujours à s'intéresser à la question. A travers les nombreux travaux dont elle fut l'objet, il est intéressant de noter une étude présentée par M. de Loynes, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, le 30 mai 1891. L'auteur, après avoir exposé ce qu'est le homestead, se prononce contre son application en France, il y voit une atteinte à la liberté individuelle et à l'esprit d'initiative, une entrave à la libre circulation des biens et il craint qu'il n'ait pour résultat de diminuer le sentiment de la responsabilité. Mais M. de Loynes ne s'en tient pas là, il porte ses regards sur des lois allemandes récemment votées concernant le régime de la propriété familiale. Il examine particulièrement les institutions du *Höferecht* et de l'*Anerbenrecht* qui établissent le mode de transmission des biens fonciers et, à l'exemple de quelques-uns qui l'avaient déjà précédé dans cette voie, il estime qu'un mode de transmission analogue, c'est-à-dire permettant l'attribution du bien de famille à un seul héritier moyennant soultes, serait beaucoup plus efficace et servirait bien davantage l'intérêt de la famille et de la petite propriété. Nous retrouverons cette idée en maintes circonstances, entre autres à propos de la proposition de loi de M. l'abbé Lemire ; qu'il nous suffise pour le moment, afin de

signaler la différence de tendance qui existe entre les deux réformes préconisées, de céder la parole à l'auteur. « La première, dit-il en parlant de l'institution empruntée à la loi américaine, est en quelque sorte une institution personnelle ; elle a été en effet établie dans l'intérêt des personnes qui composent la famille, elle ne se prolonge pas après leur mort ou leur majorité. La seconde », celle qu'il préconise, « est plutôt une institution réelle, elle a été créée surtout dans l'intérêt du bien, de ce domaine rural dont la loi veut prévenir le morcellement et assurer la transmission intégrale. La considération de la personne du propriétaire n'apparaît qu'au second plan et d'une façon en quelque sorte incidente (1) ».

Le 26 novembre 1894, nouvelle réunion qui se recommande surtout sur la qualité des personnes qui prennent part à la discussion. M. Levasseur y combat notre institution au nom de l'intérêt du créancier et du crédit. Il trouve que la saisie a comme bon résultat d'éliminer souvent les incapables et conteste que le bien de famille doive arrêter le dépeuplement des campagnes. MM. Cheysson, Aynard et Léveillé, ce dernier, comme nous le verrons plus loin, auteur d'une proposition de loi sur notre sujet, combattent ces appréciations en opposant l'utilité de la famille à ces considérations économiques.

(1) V. *Réforme sociale*, 1891.

Enfin, pour terminer, signalons encore une discussion entre MM. Bureau, Léveillé et Lemire, le 17 janvier 1899 à la Société de Législation comparée, où ces éminents adversaires exposent sur le bien de famille leurs idées que nous analyserons plus loin.

Cependant, en 1891, l'Académie des sciences morales et politiques était venue donner un regain d'actualité au sujet qui nous occupe en proposant pour le concours de 1894 du prix Rossi de « rechercher les origines de la législation dite du homestead, en exposer le fonctionnement dans les pays où elle a été établie, en apprécier les avantages et les inconvénients ». M. Paul Bureau fut le lauréat du concours. Son ouvrage fut très remarqué ; c'est, dit M. Levasseur, dans la préface de ce livre « le document le plus complet et le guide le plus sûr qu'on puisse consulter en France sur la matière ». Nous ne pouvons mieux faire pour l'apprécier que citer ce passage du rapport, disant que M. Bureau a obtenu le prix Rossi, parce que « cet auteur a examiné les faits sur place aux Etats-Unis et que son mémoire réunit les trois qualités d'une solide étude juridique des lois sur le homestead, d'une analyse précise des conditions dans lesquelles il est pratiqué ainsi que des effets qu'il a produits, et d'un jugement ferme et libéral sur l'application de ces lois en France (1) ».

On serait tenté de croire que M. Bureau se fait l'écho

(1) Bureau, *Le homestead américain*, Préface de M. Levasseur.

enthousiaste de la faveur dont jouissait le homestead en Europe, et particulièrement en France ; il est, au contraire, intéressant de noter que l'auteur, après en avoir fait un exposé très consciencieux, et le premier en France bien nettement distingué les deux sortes de homestead, constate que celui des terres privées n'est guère en usage et qu'il est même à peu près ignoré dans l'Est américain. Nous voilà loin de l'emballlement des premiers promoteurs et l'institution si vantée revient à des proportions bien modestes, aussi les partisans du bien de famille accusent-ils M. Bureau d'une certaine exagération. Mais l'auteur ne s'en tient pas là. Examinant le point de savoir s'il y a lieu d'établir en France des lois analogues, il repousse catégoriquement toute idée de ce genre. Ainsi il ajoute à l'intérêt documentaire de son travail, une critique originale et indépendante, qui en contradiction avec les idées généralement émises jusque-là, lui donne un intérêt tout particulier.

Parmi les autres mémoires présentés à cette occasion, il serait injuste de passer sous silence celui de M. Vacher, qui contient une étude fort complète de la question et qui du reste fut récompensé par l'Académie des sciences morales et politiques. On y trouve moins d'idées personnelles que dans le précédent ; l'auteur paraît s'être avant tout proposé de faire connaître l'institution américaine avec impartialité. Cependant à la différence de M. Bureau, il ne cache pas sa sympathie

pour les lois qui font l'objet de son étude, mais, pour en recommander l'application en France, il se base surtout sur des raisons humanitaires.

Ces ouvrages achevèrent de vulgariser le homestead ; désormais c'est un sujet que l'on verra discuté à tout propos même dans la presse. Les Facultés de droit de Paris et de province ont à examiner des thèses sur cette matière ; toutes sont favorables à l'innovation, et c'est, en particulier pour M. Corniquet, l'occasion d'un excellent travail.

A côté des théoriciens, les agriculteurs que le bien de famille intéresse particulièrement, portent sur lui leur attention dans les réunions qu'ils forment. Parmi les sociétés qu'ils composent, au premier plan, nous remarquons celle des Agriculteurs de France. Elle n'avait du reste pas attendu le concours Rossi dont nous avons parlé. Dès 1887, M. Welche présente à l'assemblée générale un rapport sur les moyens de protéger la petite propriété rurale. Il y préconise l'institution d'un bien de famille inspiré du homestead, c'est-à-dire insaisissable, et des lois allemandes, c'est-à-dire intégralement transmissible. La communication de M. Welche est accueillie avec intérêt ; dès lors, la question du bien de famille est l'objet de l'attention constante de la Société. La section d'économie rurale et de législation s'en occupe plus spécialement. En février 1895, notamment, elle engage à ce propos un débat qui occupe plusieurs séances. M. l'abbé Lemire y prend part et défend l'ins-

titution proposée qui est combattue avec une égale vigueur et un égal talent par M. Corpechot qui s'effraie de voir échapper à la saisie une valeur aussi considérable que celle constituée par les biens de famille et qui craint de voir porter une atteinte très grave au crédit agricole; par M. Monnier au nom du crédit réel qui ne saurait être suffisamment remplacé en la circonstance par le crédit personnel, et par M. Salmon qui conteste l'utilité pratique de la réforme. Néanmoins la section adopte le principe avec un chiffre maximum de 5.000 fr.; mais l'année suivante; l'assemblée générale des Agriculteurs de France, ayant à se prononcer, repousse le bien de famille, malgré l'éloquente insistance de MM. de la Bouillerie et Urbain Guérin. Depuis la question continue à être étudiée par les sections avec des alternatives de faveur et de défaveur, mais l'assemblée générale n'est pas encore revenue sur son vote de 1895.

Ainsi l'institution qui fait l'objet de notre étude a constamment attiré l'attention des personnes et des sociétés les plus qualifiées pour en connaître; toutefois les discussions auxquelles elle donnait lieu, étaient là purement doctrinales et ne franchissaient pas le domaine des idées. Sous l'impulsion générale que nous venons de constater, en présence de la faveur avec laquelle elle était le plus souvent accueillie, il était en quelque sorte inévitable qu'on s'efforçât de la faire aboutir à une solution pratique. La chose en effet ne se fit pas attendre; tandis qu'économistes, juristes, sociologues, agri-

culteurs dissertaient, le législateur était sollicité de réaliser la réforme.

La première manifestation en ce sens, date de 1886, elle émane de M. Jules Fourdinier, agriculteur du Pas-de-Calais, département où la saisie sévissait à cette époque avec une intensité particulière. Il adressa au Sénat une pétition tendant à demander d'ajouter au Code de procédure civile un article 593 *bis* déclarant insaisissable tout domaine de 20 hectares, ou moins, avec la maison, les dépendances et les accessoires réputés immeubles, à condition qu'il soit habité et exploité par le propriétaire et sa famille. Cette pétition fut reprise l'année suivante par la Société d'agriculture de l'Allier. Entre temps la *Réforme sociale* publiait une proposition de loi, attribuée à M. Claudio Jannet, en faveur de l'établissement facultatif et révocable d'un bien de famille, aliénable avec le consentement du conjoint et insaisissable. Le chiffre de 10.000 francs s'y trouvait à titre d'indication. Le dit bien devait bénéficier de certaines exemptions fiscales. Pour les successions ne dépassant pas 10.000 francs la quotité disponible devait être étendue à la moitié de l'ensemble ; pour les autres à la moitié au moins de la valeur du bien de famille qui pouvait, moyennant soultes, passer à un seul héritier à condition que celui-ci l'exploitât lui-même.

Pétitions et vœux restèrent stériles, mais en 1894 on voit plusieurs propositions de loi déposées, l'une par M. Léveillé, l'autre par M. l'abbé Lemire, une troisième

enfin par M. Hubbard et quelques-uns de ses collègues. Les deux premières surtout sont intéressantes, tant par elles-mêmes que par l'autorité de leurs auteurs ; elles sont de portée bien différente en raison même de l'esprit dans lequel elles ont été conçues. M. Léveillé s'entient à la constitution d'un bien de famille insaisissable analogue au homestead avec aliénabilité restreinte. Il lui donne une valeur maxima de 10.000 francs à laquelle vient s'ajouter celle de 2.000 francs pour les meubles. La proposition de MM. Hubbard, Berteaux, Rameau et Maurice Faure est sensiblement analogue.

Celle de M. l'abbé Lemire est beaucoup plus originale et beaucoup plus complète. Elle fut, du reste, reprise par son auteur dans les législatures suivantes avec un texte un peu modifié et réduit, mais où l'esprit reste le même.

Ici, le bien de famille dont la valeur est fixée à 8.000 francs, bénéficie d'exemptions fiscales fort importantes. Il est exonéré de l'impôt direct ; afin d'en faciliter l'acquisition par un chef de famille, celui-ci est déchargé des droits de mutation qui incombent en pareil cas ; afin d'en faciliter la transmission, l'héritier qui doit garder le bien de famille est dispensé des droits de succession qui s'appliquent à ce bien. Ainsi, il ne s'agit plus seulement de sauvegarder les petites propriétés en leur permettant d'échapper à la saisie et en exigeant certaines conditions pour leur aliénation, mais encore de les multiplier en en facilitant l'accès et en

cherchant à rendre les charges de la propriété moins lourdes. Et, le député du Nord, poursuivant son idée, se rendant compte que son œuvre serait éphémère, si le bien de famille devait disparaître à l'occasion de la mort de son fondateur, considérant que la famille se perpétue à travers les générations, tient à lui conserver ce bien par une transmission intégrale et indéfinie, telle que nous la voyions tout à l'heure préconisée par M. de Loynes.

C'est donc un système plus spécial et plus étendu que celui de M. Léveillé, c'est un homestead pour ainsi dire complété que propose M. Lemire, et nous voyons tout de suite la différence de portée des deux propositions de loi. L'une accorde à la famille une protection actuelle et momentanée, elle s'adresse plutôt à des individus groupés en famille qu'à la famille elle-même, tandis que l'autre l'envisageant en tant que lignée veut lui donner une protection constante. L'une s'applique à un état de fait sans préjuger la question de savoir s'il faut chercher ou non à le développer, l'autre s'efforce d'accroître le nombre des petits propriétaires et de conserver les résultats acquis en ce sens. La tentative de l'une est une partie de la tentative de l'autre. A la vérité, la tendance n'est pas la même M. Léveillé songe surtout à protéger le foyer contre l'expropriation forcée, à permettre à une famille de s'élever sous son toit, et, quand les parents y ont fini leurs jours, quand les enfants sont assez grands pour se tirer d'affaire, la

protection lui paraît sans objet. M. l'abbé Lemire, comme il le dit lui-même, s'occupe surtout de la famille au point de vue social. Il la considère, avec Herbert Spencer, comme la cellule vivante de la société, il veut par la propriété du foyer lui rendre une base solide, une protection permanente, un abri indestructible, et comme la famille se perpétue, l'institution qu'il préconise doit pouvoir se perpétuer avec elle.

Son but, ce sont ses propres paroles, n'est pas de river l'homme à la terre, mais d'attacher la terre à l'homme (1).

On nous excusera d'avoir ainsi insisté sur la proposition de loi de M. l'abbé Lemire ; c'est qu'elle est la seule qui pose catégoriquement la question successorale, elle correspond à deux idées : insaisissabilité et transmission, alors que les autres ne s'occupent que de la première. A vrai dire ces deux idées ne sont pas inséparables, ce sont là deux réformes tout à fait distinctes dont l'une, exemption de saisie, est du domaine de la procédure, et l'autre, modification des lois successorales, se rattache au Code civil. La première seule constitue le bien de famille, tel qu'on l'entend dans le langage ordinaire, la seconde en est indépendante, encore qu'elle puisse compléter heureusement l'innovation.

Ces propositions de loi furent suivies de beaucoup d'autres qui se rapportent à peu près à celle de M. Lé-

(1) V. le *Bulletin de la Ligue du coin de terre et du foyer*, juin 1898.

veillé et qui n'offrent d'intérêt que par l'état d'esprit qu'elles révèlent au sein du Parlement. Parmi leurs auteurs, citons M. Léon Vacher en 1894 et 1898, M. Morillot en 1898 également, M. Louis Martin, M. Violette en 1902 ; enfin M. Lebaudy en 1903.

En présence d'une telle insistance, le gouvernement ne pouvait rester indifférent. Le 30 novembre 1903, le ministre de l'agriculture, M. Mougeot, chargea le Conseil d'Etat de préparer avec lui un projet de loi.

Le Conseil d'Etat confia à une mission choisie parmi ses membres le soin d'étudier l'état de la question dans les législations françaises et étrangères. Le résultat de ces travaux fut publié en 1906, il forme un très intéressant recueil par sa documentation et sa précision (1). Cependant les premiers présidents des Cours d'appel s'étaient réunis en assemblée générale, et le principe du bien de famille avait été adopté à une grande majorité. A la suite de cette consultation et de cet examen, le texte du projet fut arrêté et déposé sur le bureau de la Chambre le 31 janvier 1905, par M. Ruau, qui avait alors remplacé M. Mougeot au ministère de l'agriculture.

Ce projet, comme nous le verrons, est extrêmement complet, les moindres détails y sont réglés avec un soin minutieux, en outre, il se recommande par un très

(1) Conseil d'Etat, Série d'études sur le bien de famille. — *Etat de la question dans les législations françaises et étrangères*, par MM. Tirman, Grünebaum, Cahen et Tirard.

grand esprit de modération. Il fut renvoyé à la commission de l'agriculture qui en remania le texte de fond en comble et le réduisit considérablement. M. Louis Martin fut nommé rapporteur. Enfin, le 13 avril 1906, à la veille du jour où la législature devait prendre fin, la Chambre fut appelée à se prononcer sur ce nouveau texte. Il fut adopté au milieu de projets de loi d'intérêt local et d'affaires courantes, sans discussion, sans attirer l'attention de personne, à l'insu peut-être d'un certain nombre de députés. Après avoir fait couler tant de flots d'encre et donné lieu à des discussions aussi passionnées, le bien de famille, autour duquel on avait fait tant de tapage, méritait mieux ; mais l'indifférence qui présida à l'adoption de cette loi ne serait-elle pas l'indice de son médiocre intérêt pratique ?

CHAPITRE II

EXAMEN PARTICULIER DES PROJETS DE LOI SUR LE BIEN DE FAMILLE. — COMPOSITION. — DESTINATION ET VA- LEUR.

Nous venons de voir à combien de projets et de propositions de loi avait donné lieu la question du bien de famille ; un examen approfondi nous permettra d'en juger la valeur. Au surplus après tant de discussions théoriques, de la part des auteurs qui nous ont précédé, nous risquerions de tomber dans la banalité si nous nous bornions à apprécier le principe en lui-même. Une critique minutieuse des moyens proposés pour faire passer dans le domaine de la réalité cette institution nous paraît à coup sûr plus intéressante et plus pratique; nous quittons l'idée pour arriver au fait, nous raisonnons sur des données positives, sur une loi possible à laquelle nous serions susceptibles d'être soumis, si son acceptation devenait définitive. L'intérêt particulier, individuel se trouve donc en jeu, car il se peut que chacun de nous ait à en profiter ou à en pâtir, en même temps que se trouve éveillé notre désir de voir aboutir ou échouer une loi qui, suivant le résultat de nos observations, sera jugée utile ou nuisible à ceux qui auront lieu de s'y conformer.

Après nous être ainsi rendu compte dans ses détails d'une institution qui touche à tant de questions et à tant de principes, il nous sera sans doute facile d'élever la discussion et de porter alors sur la réforme en général un jugement que notre étude aura préparé et sur lequel nous pourrons raisonner à notre aise, étant à ce moment éclairé d'une façon absolue.

Néanmoins, en face du grand nombre des textes proposés et, aussi bien, en raison de l'intérêt inégal qu'ils présentent, tant au point de vue de leur valeur intrinsèque qu'à celui de la probabilité de leur adoption, il est nécessaire de faire un choix. S'attacher à tous serait fastidieux et inutile, ce serait une tâche compliquée dans les dédales de laquelle l'auteur et le lecteur tout à la fois risqueraient de se perdre, et quelques-uns d'entre eux, du reste, les plus vieux en date, ont déjà fait l'objet de commentaires intéressants.

En premier lieu, et avant tous autres, le texte qui s'impose est celui de la commission de l'agriculture, adopté par la Chambre le 13 avril 1906. La sanction législative qu'il a reçue nous oblige à lui accorder une attention spéciale, puisqu'il dépend aujourd'hui du Sénat d'en faire une loi. Mais si, pour cette raison, il a droit à notre faveur, il en est un autre qui, par la qualité des personnages qui l'ont rédigé et par le travail auquel il a donné lieu, mérite aussi les honneurs de la critique, c'est celui du gouvernement. Assurément, à première vue, ce texte ne paraît plus intéressant puis-

qu'on lui a préféré celui de la commission ; nous ne croyons pas que cette raison soit péremptoire en la circonstance. Si nous tenons compte des nombreuses critiques auxquelles donne lieu le projet de loi adopté, de la défaveur qu'il rencontre de la part du Sénat, au dire de gens bien informés, il est à prévoir que ce texte qui jusqu'à présent a joui d'une si bonne fortune, ne sera pas définitif et on est en droit de supposer qu'en raison de son autorité et de sa modération, le projet du gouvernement est appelé à l'amender dans une mesure peut-être considérable, sinon à le supplanter, et que tout au moins la commission du Sénat, chargée d'examiner la question, s'en inspirera dans une large mesure.

Voici donc à notre avis les deux textes importants concernant le bien de famille, c'est à eux que nous nous attacherons principalement dans notre étude, nous réservant de signaler et de discuter, le cas échéant, tel point intéressant que nous rencontrerons dans les propositions de loi qui les ont précédés. Le lecteur pourra remarquer, du reste, par la comparaison des textes, que la commission de l'agriculture a fait de larges emprunts à la proposition de loi de M. Léveillé dont plusieurs articles sont à peu près littéralement reproduits, et dont l'ensemble paraît lui avoir servi de modèle pour la composition de son travail.

I. — *Éléments essentiels : maisons, terres.*

Entrons donc dans l'examen de ces textes. Ce qui intéresse en premier lieu est de savoir de quoi se composera le bien de famille. A la vérité, la question peut paraître oiseuse au premier abord et provenir d'un excès de scrupules de la part de l'auteur. Ne savons-nous pas que l'intention primordiale des partisans de l'institution a été de protéger la famille et d'empêcher sa dispersion et sa ruine en lui conservant un toit ? L'institution du homestead qui a été l'inspiratrice de cette idée et dont chacun se recommande vise essentiellement la demeure qui abrite la famille. Il suffit de parcourir les diverses études qui ont été faites sur ce sujet pour s'en convaincre, nous y voyons à chaque instant répétée cette affirmation que la loi se propose de conserver les foyers ; accidentellement, elle peut avoir d'autres effets, par extension elle peut attirer dans un traitement aussi favorable d'autres immeubles qui auront la qualité d'accessoires, mais le but recherché, et le seul but de la loi américaine est de protéger le foyer des familles.

Il s'en suit donc nécessairement qu'il faut avoir une maison, ou tout au moins un abri, un gîte pour avoir un homestead. Cela va sans dire et les divers auteurs de propositions législatives ont tous été unanimes, soit qu'ils aient eu en vue de protéger la famille, soit qu'ils aient préconisé leur réforme dans l'intérêt de la petite propriété, à établir comme base essentielle du bien de famille : la maison.

En effet, nous le verrons dans le courant de cette étude, c'est surtout pour lutter contre les effets désastreux de la saisie que l'on s'est efforcé en France d'établir notre institution, et il est évident que le résultat le plus déplorable qu'elle puisse entraîner est de chasser le débiteur de sa demeure, et de le laisser sans abri, lui et sa famille ; c'est un acte, disent-ils, contre lequel l'humanité proteste et qui est nuisible aux intérêts de l'Etat et de la société.

Notre insistance sur ce point paraîtrait excessive s'il ne s'était trouvé une proposition tendant à permettre de constituer un bien de famille sans habitation et si cette proposition n'avait trouvé moyen d'être sanctionnée par un vote de la Chambre des députés. Cette innovation tout imprévue est due à l'initiative de M. Tenting, député et membre de la commission de l'agriculture qui présenta un amendement dans ce sens au sein de la commission qui l'adopta et l'inséra dans son texte.

Si nous en cherchons les raisons dans le rapport, du reste fort court, de M. Louis Martin, voilà tout ce que nous trouvons : « Qu'il nous soit permis d'ajouter en terminant que votre commission désireuse de donner une nouvelle preuve de ses sentiments, a adopté dans un esprit de conciliation un amendement de notre collègue, M. Tenting, aux termes duquel le bien de famille pourra être entièrement constitué sur une terre, sans qu'il soit nécessaire de posséder en même temps une maison ou fraction de maison. Sans doute, ce n'est plus

alors le homestead, puisque la propriété d'un home n'est plus indispensable à la constitution d'un bien de famille insaisissable. La belle expression de M. Léon Donnat : « Le homestead est le vêtement de pierre de la famille » ne peut plus s'appliquer ici. Nous sortons de l'idée initiale. Nous avons néanmoins accepté l'amendement, estimant qu'avant tout il fallait aboutir et supprimer tout débat susceptible de retarder la solution (1) » Et c'est tout. On conviendra que c'est peu ; et que les paroles du rapporteur pouvaient aussi bien le desservir sur ce point. Car, quelles que soient l'amabilité et l'obligeance que l'on se doive entre collègues, la conciliation seule ne suffit pas à légitimer une transformation aussi importante dans une institution ; le besoin d'aboutir était-il aussi impérieux alors que des propositions de loi dormaient depuis si longtemps dans les cartons et le prétexte donné pouvait-il être invoqué sans rire ? La vérité est que les membres de la commission ne semblent pas très bien savoir le but qu'ils se proposaient, le rapporteur nous avoue ingénument que ce n'est plus le homestead, est-ce encore le bien de famille ? Si l'habitation de la famille n'est pas protégée parce qu'elle ne se trouve pas dans les conditions requises par la loi, la fixité, la stabilité de cette famille, n'est pas augmentée par ce fait qu'elle a des terres insaisissables et le but social poursuivi n'est pas atteint.

(1) Chambre des députés, n° 2967. Session de 1906. Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 7 février 1906.

Est-ce à dire qu'aucun argument ne puisse être invoqué en faveur de cette disposition ? A défaut d'explications de la part de ses auteurs, il est intéressant de rechercher à quels mobiles ils ont obéi. La première pensée qui vient à l'esprit est peut-être une intention de surenchère électorale. Nous savons que dans une démocratie les représentants du peuple sont coutumiers du fait, et en France, pas plus qu'ailleurs, nous n'y avons échappé. Les conditions dans lesquelles le projet de loi fut soumis à l'assemblée, à la fin d'une législature et par conséquent à la veille des élections générales, contribuent à donner corps à cette malveillante hypothèse, mais ce serait rabaisser injustement la considération que nous devons aux représentants du pays que de s'y attacher, alors que l'on peut trouver, sans doute, des motifs plus élevés et plus dignes d'un Parlement.

Nos législateurs ont probablement estimé que la terre est le gagne-pain du petit cultivateur et qu'il pouvait être utile de l'exempter de la saisie au même titre que les outils des artisans. Ce point de vue paraît juste en lui-même, mais il faut avouer alors que cette disposition n'est pas à sa place, elle n'a rien à voir avec la théorie du bien de famille, qui jusqu'ici s'est toujours occupée principalement de la protection du foyer, ce serait une extension de l'article 592 du Code de procédure civile et serait plus utilement intercalé dans ce texte. Au surplus si cette idée a une base raisonnable,

il importe de remarquer qu'elle donne à l'exemption de saisie édictée par l'article 592 une ampleur et une importance qu'il n'avait pas jusqu'ici. Jusqu'à présent il ne met à l'abri du créancier que des objets mobiliers qui, s'ils sont d'une utilité très grande pour le débiteur, n'ont la plupart du temps qu'une valeur relativement peu importante et dont la réalisation n'apporterait le plus souvent qu'un supplément d'actif fort modeste. Aussi bien, si telle a été la pensée de M. Tenting et de ses collègues, pourquoi avoir rattaché cette question au bien de famille et avoir soumis à ce régime les terres dépourvues d'habitation ? Si les terres en question sont dans la pensée du législateur le gagne-pain de la famille, pourquoi n'avoir pas décrété l'insaisissabilité absolue ? Cette observation suffirait même à faire tomber l'explication d'ailleurs toute gratuite, que nous donnons à ce sujet, si nous ne faisons remarquer que dans l'institution qui fait l'objet de notre étude, l'insaisissabilité semble avoir été la préoccupation dominante de ses partisans, et avoir en quelque sorte absorbé toute autre considération.

Un deuxième effet de cette mesure peut nous conduire à une explication plus satisfaisante, bien que partant d'un point de vue plus spécial. Si l'on admet avec les défenseurs du bien de famille, que l'immeuble protégé doit vraisemblablement rester aux mains de son propriétaire aussi longtemps que lui et les siens le voudront, que par là les cadres de la petite propriété sont mieux

défendus, qu'il est de l'intérêt de l'Etat de voir se maintenir cette petite propriété, qui ne sera le plus souvent que la toute petite propriété, on peut soutenir que cet effet bienfaisant atteindra par ce moyen les terres dépourvues d'habitation. En outre, ces terres ainsi garanties sont pour leur propriétaire une raison d'attachement au sol, elles le retiennent dans un rayon restreint pour lui permettre de les cultiver, et si les événements l'obligent à changer de demeure, il se trouvera sollicité de ne pas changer de pays. Enfin, des considérations d'un autre genre peuvent venir s'ajouter encore. D'abord si cette loi est avantageuse, pourquoi n'en pas faire bénéficier le plus grand nombre possible. Il est d'un esprit vraiment démocratique de ne pas laisser de côté ceux qui, moins favorisés par la fortune, n'ont que des terres sans maison. Un long bail peut donner une fixité suffisante à la famille, et il arrive souvent qu'il est préférable d'être locataire que propriétaire de sa maison. Si l'on tient compte des réparations inévitables et coûteuses, des risques de destruction, des procès de voisinage, d'une part, et d'autre part du taux du loyer qui est, en général, à la campagne assez modeste, vis-à-vis du capital représenté par l'immeuble, il arrive souvent que le travailleur est en droit d'opérer un revenu plus important en employant son argent à l'achat de terres, de bétail ou d'instruments aratoires.

Telles sont les raisons toutes personnelles que nous pouvons découvrir, peut-être en est-il encore de plus

déterminantes, et nous aurions gagné à être fixé sur ce point par les auteurs de cette innovation. Toujours est-il que nous nous trouvons ici en présence d'une institution démesurément agrandie et transformée, et que cette extension, qui dénature le but essentiel de l'institution, paraîtra peut-être abusive à un grand nombre d'esprits, quand on connaîtra la valeur de la réforme et les conséquences qu'elle peut avoir.

On doit même décider d'après les termes de l'article 2 du projet de la commission, qu'une personne ayant une habitation susceptible de constituer un bien de famille peut très bien soumettre ses terres au régime que nous étudions sans y soumettre sa maison. A vrai dire, les raisons de cette tolérance nous échappent, peut-être même cette tolérance a-t-elle aussi échappé au législateur ou bien a-t-il pensé que ce système ne serait pas mis en pratique. Il peut cependant se produire, et dans ce cas il est certain que le but proposé est tout à fait dénaturé, la famille trouvant son maximum de sécurité et de stabilité dans le foyer ; aussi aurions-nous préféré la rédaction suivante : « soit, à défaut de maison, seulement des terres ».

II. — *Destination. — Occupation et exploitation. — Dépendances.*

Ainsi il faut une maison avec ou sans terres, des terres avec ou sans maison, pour constituer un bien de famille, mais il y a à cela une condition formelle sur laquelle le projet de loi adopté insiste particulièrement

puisque'après l'avoir énoncée dans l'article 2, il juge à propos de faire un article 3 pour le répéter. Il faut que la maison soit habitée par la famille et les terres cultivées par le fondateur.

Cette disposition n'a rien que de très naturel, s'il est vrai que la loi n'a pas pour but de conserver un minimum au propriétaire, mais de protéger son foyer et de venir en aide au petit cultivateur, il est évident que cette clause est indispensable. La loi de homestead exige la même condition, de sorte qu'ici l'institution du bien de famille se trouve en harmonie complète avec la législation américaine.

Toutes les propositions de loi présentées sont d'accord sur ce point, le projet du gouvernement cependant ne nous dit pas si les terres doivent être cultivées par le fondateur, c'est là, selon nous, une simple omission qui n'en aurait pas moins été regrettable, si son texte avait été adopté, et il est heureux que le projet de la commission ait comblé cette lacune. Nous avons signalé avec quel luxe elle l'avait fait, il nous paraît utile de faire remarquer que les termes qu'elle emploie dans l'article 2 ont une portée bien moins étendue que dans l'article 3. L'article 2 exige que les terres soient « cultivées personnellement » et l'article 3 se borne à dire qu'il faut qu'elles soient exploitées par la famille, or il est certain que le mot exploiter est beaucoup moins restrictif que l'expression « cultiver personnellement ». Nous voilà donc dans un certain embarras grâce à cet

excès de précaution, car il s'agit de savoir à quel article il faut donner la préférence.

Et voici où réside toute l'importance de la question : on peut exploiter par l'intermédiaire de salariés, et dans ce cas on ne cultive pas personnellement. Au premier abord, il semble que les termes de l'article 2 aient été employés à dessein afin de bien limiter le champ d'application de la loi ; cette expression « à condition qu'elles soient cultivées personnellement » semble rigoureuse et si le législateur n'avait eu en vue l'acte matériel du travail, il aurait supprimé l'adverbe qui est cause de notre incertitude. D'autre part, nous sommes en présence d'une loi de faveur, d'une loi qui déroge au droit commun et qui constitue une exception, et l'on pourrait être tenté de s'en tenir à cette formule d'une application plus restreinte en vertu de la règle *Exceptio est strictissimæ interpretationis*.

Mais alors l'article 3 devient inutile et il faut le supprimer. Voilà une solution bien cruelle pour les membres de la Commission qui avaient cru faire une trouvaille en intercalant cet article que leur fournissait le texte de M. Léveillé et qu'ils reproduisaient tel quel. Nous n'adopterons pas une manière de voir aussi rigoureuse, car nous n'avons pas le droit de décider qu'un article a été rédigé pour ne rien dire, et nous aimerons mieux penser que l'article 3 a été inséré pour établir l'obligation d'habiter et d'exploiter le bien de famille, obligation à laquelle l'article 2 ne faisait allusion qu'inci-

demment. Selon nous, l'article où le législateur a voulu déterminer le point qui nous occupe est l'article 3 à l'exclusion de l'article 2. Ce dernier article en effet ne vise que la composition et la valeur du bien de famille, et il y a lieu de penser que l'obligation de cultiver ce bien n'a été insérée que par excès de précaution dans un texte dont les termes n'ont pas été pesés assez scrupuleusement, parce que l'attention de ses auteurs était concentrée ailleurs.

Il suffit pour s'en convaincre de remarquer que cet article fut remanié pour pouvoir y incorporer l'amendement Tenting, où se trouvait précisément l'expression « cultivée personnellement ».

Auparavant l'article 3 était le seul qui réglât le point qui nous occupe, et c'est grâce à la modification qui fut apportée que nous nous trouvons en présence de deux textes, entre lesquels il faut choisir. Or, il résulte de l'exposé des motifs, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte par la citation donnée plus haut, que le seul intérêt de la proposition Tenting était de savoir si les terres seules pourraient constituer un bien de famille. La conciliation de la commission est allée jusqu'à reproduire l'amendement dans sa forme intégrale, sans prendre garde que la question de l'exploitation était réglée dans l'article suivant d'une façon beaucoup plus large.

Il existe au surplus en faveur de cette solution, une considération tout à fait décisive. Dans bien des cas il sera impossible au fondateur de cultiver ses terres au-

trement que par l'intermédiaire d'employés ; il est impossible d'exiger qu'une veuve, un vieillard cultivent personnellement, s'adonnant ainsi à des travaux dont un grand nombre ne convient ni à leur sexe ni à leur âge, et alors ce serait interdire pratiquement de constituer des terres en bien de famille précisément à ceux qui ont le plus de titres à la protection de la loi. Nous aboutissons donc à une solution inacceptable si nous nous attachons à la disposition de l'article 2, et il est hors de doute que l'article 3 doit prévaloir ; mais il n'est pas inutile de faire observer quel inconvénient il y a à faire voter ainsi sans discussion des lois de ce genre.

Ainsi il suffira d'exploiter pour son compte avec ou sans ouvriers. Il va sans dire que cette exploitation n'est pas susceptible d'interruption, dès qu'elle cesse, le bénéfice du bien de famille disparaît, et c'est justice, car on ne peut plus prétendre que la terre en question fait vivre la famille.

Mais une question se pose : A quel genre d'exploitation la terre doit-elle être soumise pour bénéficier de l'institution ? Ici encore nous nous trouvons dans un certain embarras. Il résulte clairement de l'exposé des motifs que la loi a particulièrement visé la petite culture, il est donc certain que cette exploitation doit être une exploitation agricole, qu'elle concerne par conséquent la culture dans sa plus large acception, qu'il s'agisse de légumes, de céréales, de plantes fourragères,

de racines et même d'arbres fruitiers, comme c'est le cas pour un verger. Faut-il aller plus loin et comprendre dans cette nomenclature les prairies naturelles destinées à servir de pâture ? Nous le croyons, car si ces terres ne sont pas cultivées, elles sont néanmoins exploitées et procurent des bénéfices agricoles par l'élevage ou l'engrais des bestiaux et nous allons jusqu'à faire rentrer dans cette catégorie les terres en friches, si le bétail du fondateur y paît habituellement. Une solution contraire aurait pour conséquence d'entraver la constitution du bien de famille dans certains pays dont les herbages constituent la richesse principale et quelquefois à peu près exclusive, et rendent un profit absolument analogue à la culture des champs et tout aussi digne d'intérêt. Quant aux terres en friche servant habituellement de vaine pâture, nous les assimilons à cette catégorie parce que, après avoir adopté cette manière de voir, il n'y a plus aucune raison juridique pour les exclure, que la démarcation entre les prairies naturelles et les terres incultes est difficile à déterminer, enfin que cette solution présente un intérêt majeur pour les pays les plus pauvres et en particulier les pays de montagnes, où elles permettent d'entretenir la vache et les quelques chèvres qui sont si nécessaires aux familles de ces régions peu favorisées.

Il faut s'arrêter là, et exclure les bois, même les taillis, parce qu'ils ne rentrent pas à proprement parler dans l'exploitation agricole, que nous sommes ici dans

une matière exceptionnelle et qu'il ne faut pas étendre arbitrairement la pensée du législateur qui n'a eu en vue que la petite culture, enfin qu'il est impossible de soutenir qu'ils servent à l'entretien de la famille.

Il faut décider également qu'une carrière ne peut bénéficier de notre institution. Les raisons qui militent en faveur de cette manière de voir sont délicates car c'est une exploitation tout aussi bien que la culture, mais outre qu'il est très probable que le législateur n'a pas entendu les comprendre dans le bénéfice de la loi, l'argument le plus sérieux est qu'elles constituent des terrains et non des terres, et que les terres seules sont mentionnées. Or, au sens agricole, et l'exposé des motifs permet de soutenir que le législateur s'est placé à ce seul point de vue, la terre désigne le champ destiné à la culture ou à l'entretien des bestiaux.

Si cette solution nous paraît conforme à une saine interprétation, elle n'en est pas moins rigoureuse et regrettable dans une certaine mesure, quand on se place au point de vue des partisans du bien de famille. En effet, il existe beaucoup de pauvres gens qui vivent de leur carrière ; à côté des grandes exploitations qui occupent un grand nombre d'ouvriers, on rencontre fréquemment des terrains de peu d'importance qui contiennent quelque richesse en pierre, minéral, sable, etc... et qui servent à nourrir leur propriétaire qui s'efforce d'en tirer parti. C'est ainsi que dans le Gâtinais pouilleux, nombre de gens vivent de l'extraction

de la chaux et de la pierre calcaire, après s'être rendus, pour un modeste prix, acquéreurs d'un lopin de terre.

On pourrait multiplier les exemples, mais ce serait entrer dans une nomenclature qui nous détournerait de notre sujet ; il suffit de faire remarquer qu'une pareille exploitation sert à faire vivre bien des familles et qu'elle occupe un grand nombre de petits propriétaires dans les campagnes. Ce serait donc répondre au but proposé que de les admettre en ce qui concerne leur carrière au bénéfice de notre institution.

Si scrupuleux que paraisse notre examen, il reste un dernier genre de propriété à examiner, c'est le jardin d'agrément. Au premier abord la question paraît superflue, car ce cas suppose un propriétaire jouissant d'une certaine richesse, et le bien de famille semble s'adresser principalement aux petits propriétaires qui ont besoin de travailler pour vivre.

On aurait pu, en effet, limiter à cette catégorie de personnes la faveur de notre institution, mais la répugnance des principes qui dirigent le régime politique actuel s'opposait à ce qu'il fût fait des distinctions entre les personnes. Aussi bien, pour ceux que guide principalement l'intérêt de la famille, cette famille n'est-elle pas aussi intéressante quelle que soit la situation des membres qui la composent, et, en ayant soin de n'affecter qu'un immeuble d'une valeur limitée, l'égalité de tous les citoyens ne leur donne-t-elle pas le droit à tous de bénéficier de la même loi ? Ainsi le vou-

laient les principes, ainsi l'a voulu le législateur. Mais il pourra arriver, et ce fait se produira sans doute fréquemment, qu'un petit rentier mettra sa maison sous le couvert de notre loi, cette maison dans bien des cas aura un jardin d'agrément ou un petit parc comme dépendance. Ce jardin pourra-t-il jouir de l'immunité du bien de famille, au même titre que les terres dont nous parlions tout à l'heure ? Il faut faire ici une distinction. Le jardin a-t-il pour destination principale de produire des fruits ou des légumes, en un mot de procurer des ressources à la famille, il entre dans la catégorie des terres visées par l'article 2 et peut faire partie du bien. A-t-il au contraire un caractère d'agrément pur, il ne peut plus invoquer la disposition dont nous parlons ; mais s'il fait corps avec l'habitation, ou s'il en est une dépendance à ce point que séparés l'un de l'autre, ce jardin ou l'habitation en subiraient une dépréciation, alors on peut les considérer comme formant un tout indivisible soumis à un régime identique. Le jardin fait ici partie intégrante de la maison, au même titre qu'une cour et des communs, et bien que le cas soit probablement rare, il n'est pas nécessaire que le jardin et la maison soient contigus, ils pourront très bien être séparés par un chemin par exemple, il suffit qu'ils aient l'un avec l'autre un rapport si étroit qu'ils perdent pour ainsi dire leur valeur en faisant l'objet de deux propriétés distinctes. Cette solution doit être également adoptée pour les dépendances bâties ou

non bâties qui ont un rapport direct d'utilité ou de nécessité avec l'habitation et qui ne peuvent en être séparés sans inconvénient ; on peut en donner les exemples les plus divers, les granges et bâtiments de culture, les buanderies, les puits, les terrains fournissant un passage soit pour sortir de l'habitation, soit pour aller puiser de l'eau. Il est superflu d'insister sur ce point, mais l'article 2 ayant oublié de mentionner les dépendances de l'habitation, il était utile d'indiquer quel devait être leur sort et de justifier cette manière de voir. Cette solution est d'ailleurs conforme aux règles suivies pour le homestead, les dépendances y jouissent de la même faveur que l'habitation ; mais tandis que, suivant la méthode et les tendances américaines, l'interprétation extensive prévaut la plupart du temps, la situation exceptionnelle du bien de famille et l'absence de texte exigent du commentateur de notre projet de loi une attitude opposée.

III. — *Valeur du bien de famille.*

Après s'être occupé d'établir quels immeubles pouvaient faire l'objet d'un bien de famille, l'article 2 s'empresse d'en limiter la valeur. Cette mesure, qu'il est inutile de justifier tant elle s'impose, a pour but d'éviter de mettre à l'abri de la saisie une valeur trop considérable. Sans cette limitation on aurait pu soustraire à l'action de ses créanciers une véritable fortune et renier ses engagements tout en continuant à vivre dans

la plus complète aisance, un pareil résultat était inadmissible et le législateur a pensé qu'il était nécessaire d'établir un maximum pour que l'institution déjà si favorable au débiteur ne tournât pas en véritable scandale. Toutes les propositions de loi présentées auparavant s'accordent sur ce principe, le chiffre seul varie, mais il faut avouer que les variations qu'il présente offrent des amplitudes considérables, puisqu'il se trouve porté de 5.000 francs avec M. Vacher, à 25.000 francs avec M. Hubbard. Toute exagération mise à part, cette diversité peut s'expliquer par les points de vue différents où l'on a pu se placer pour recommander la réforme. Les uns se sont bornés à la comprendre comme une extension donnée aux exceptions de saisie mobilière destinée à assurer le strict minimum indispensable à la conservation d'un modeste foyer, d'autres au contraire y ont accolé une idée de protection pour la petite propriété foncière et se sont ainsi sentis obligés d'élever la valeur du bien.

Nous ne rééditerons pas les appréciations déjà tant de fois données à propos de chacun de ces chiffres, et qui diffèrent souvent d'après le plus ou moins de faveur qu'on accorde à l'institution, nous nous contenterons de faire observer que le chiffre de 8.000 francs proposé par la commission, d'accord en cela avec le projet du gouvernement, est celui que la Chambre a adopté. Ce chiffre, suivant les latitudes et les climats, s'adresse à des immeubles d'importance bien différente ; tandis que

dans les grandes villes, il sera à peine suffisant pour constituer une habitation des plus modestes, que dans les riches régions agricoles du Nord, de la Beauce ou de la Brie, il ne permettra d'adjoindre à l'habitation qu'une quantité de terrain très limitée, la valeur de l'hectare allant généralement de 3 à 8.000 francs, et quelquefois plus, il permettra au contraire dans certaines régions désolées de Bretagne ou de Savoie, dans les parties les moins favorisées des Landes, de constituer une propriété d'une certaine étendue. Ici, il ne sera que strictement suffisant à protéger l'habitation, là le cultivateur pourra tout au plus y ajouter un clos de quelque importance, ailleurs il s'adressera à une exploitation à peu près complète, et les avantages du bien de famille seront beaucoup plus appréciables dans telle contrée que dans telle autre, de sorte que tantôt le but visé sera à peine atteint, tantôt dépassé.

Il faut cependant reconnaître qu'il eût été difficile de faire mieux avec une commune mesure, il serait fastidieux de renouveler ici les discussions interminables, et combien peu décisives sur l'opportunité d'une limitation en valeur ou d'une limitation en étendue. Ce dernier procédé qui permet plus facilement de soumettre à notre régime des exploitations comportant un lot de terres d'une étendue raisonnable, aboutirait à rendre insaisissables des propriétés dont la valeur serait d'une inégalité choquante, et froisserait le sentiment public qui, dans l'état actuel des mœurs, exige pour chacun un pareil traitement.

C'est du reste l'exemple du législateur américain qui a donné naissance à cette querelle, qui se trouve, il est vrai, à peu près tranchée aujourd'hui en faveur de la limitation en valeur.

Les divers Etats de l'Union ont en effet adopté à cet égard des systèmes différents, tantôt nous trouvons l'établissement d'une limitation unique en valeur, tantôt une limitation en superficie avec un maximum différent suivant qu'il s'agit d'un homestead rural ou d'un homestead urbain, ailleurs une double limitation en étendue et en valeur. Et ce ne sont là que les grandes lignes de différents procédés, auxquels certains Etats ont encore apporté des modifications particulières, ainsi le Missouri fait varier le maximum du homestead urbain suivant la population de la ville, l'Iowa et le Dakota, après avoir fixé une limitation en étendue, élèvent le maximum de l'étendue pour les homestead qui n'atteignent pas une valeur donnée. L'Arkansas a adopté une règle qui mérite d'être retenue : il pose le principe de la limitation en valeur et en étendue, mais le maximum pécuniaire est supprimé quand il empêche le homestead d'atteindre un minimum superficiel déterminé. En présence de ces combinaisons si diverses les commentateurs et les apôtres européens de l'institution américaine se sont préoccupés d'établir quelle était la meilleure et de fixer celle qui devait prévaloir. C'est un écueil que nous éviterons soigneusement, d'abord parce que la question paraît depuis longtemps épuisée, mais surtout

parce que cette méthode nous semble partir d'un point de vue tout à fait erroné. Nous ne croyons pas, quant à nous, que la diversité que nous signalons soit fâcheuse, et qu'il y ait à souhaiter une plus grande harmonie, nous ne croyons pas davantage qu'il existe une supériorité bien décisive d'un système sur l'autre, et nous pensons tout simplement que les Etats ont pris au sujet de la limitation des dispositions différentes, suivant la situation économique des régions qui en dépendaient. Il vaut donc mieux, plutôt que de rester dans une critique théorique, constater l'ingéniosité américaine, louer son esprit remarquable d'adaptation aux besoins et aux intérêts, et chercher à tirer de cet ensemble non pas un procédé unique, mais un enseignement. Et cet enseignement ne serait-il pas de s'inspirer de cette diversité ? Quand on se rappelle tous les inconvénients qui ont été signalés contre chaque mode de limitation, quand, envisageant plus particulièrement celui du maximum en valeur, qui est préconisé par les projets et propositions de loi français, on voit à quels résultats disproportionnés on aboutit suivant les régions, il est permis de se demander si un système unique, absolu, qui ne permet ni modification, ni accommodement, est bien celui qui soit désirable. Mais comment faire autrement ? Pour notre part, nous n'en voyons pas la possibilité et nous le regrettons. Nous regrettons qu'une unification absolue, une centralisation par trop étroite, la destruction de toute organisation régionale, la disparition de la pro-

vince et, pourquoi ne pas le dire, de l'autonomie provinciale, ne permettent pas d'accommoder certaines lois suivant les nécessités et la situation des différentes contrées, de les adapter, d'en varier, d'en doser l'application pour le plus grand bien des bénéficiaires. Et si l'on peut soutenir raisonnablement que ce besoin ne se fait sentir que rarement et qu'il y est souvent paré, il n'en est pas moins vrai que dans certains cas on se rend compte de l'absence d'organe régional et que cette absence se trouve particulièrement fâcheuse en ce qui concerne le bien de famille. Nous voyons bien ici se dresser les principes, les grands principes de l'unité législative, de l'égalité entre citoyens, nous les respectons certes et n'avons point l'idée de ressusciter les coutumes. Mais que veut-on en ce qui concerne notre réforme? Assurer un abri à la famille, et, avec un grand nombre, assurer au petit cultivateur la propriété de quelques champs. Eh bien, avec une limitation appropriée aux régions, il est permis d'espérer atteindre plus sûrement et exactement à ce but, chacun peut ainsi prétendre à bénéficier de la loi, les citoyens se trouvent également appelés, et la loi est la même pour tous dans son ensemble; tandis qu'avec une limitation unique, nous restons en deça de l'intention du législateur ici, nous la dépassons ailleurs. Ne nous méprenons pas, les deux cas sont possibles, nous l'avons signalé plus haut et si l'on tient compte de la différence de valeur de l'argent, s'il est permis de parler ainsi, suivant les

régions où la main-d'œuvre, les objets de première nécessité ont des prix variables, si l'on observe que le cours de la propriété immobilière est invraisemblablement exagéré en certains endroits, et que la terre est injustement dépréciée dans beaucoup d'autres, on peut juger à quelles inégalités choquantes on aboutit pour ne pas transgresser le principe égalitaire !

Mais, à quoi bon s'attarder ? Ces regrets sont un peu superflus, et nous ne pouvons espérer voir du jour au lendemain une décentralisation désirable. Il faut donc nous contenter de ce qui existe, mais en l'état actuel ne pourrait-on pas trouver un moyen de limitation un peu moins rigide ? La distinction américaine entre habitations rurales et habitations urbaines est extrêmement judicieuse, pourquoi ne la retrouvons-nous pas dans les projets français et fixer deux maximums ? Pourquoi aussi ne pas imiter l'Arkansas, non plus il est vrai en superficie, comme en Amérique, mais en valeur et ne pas permettre de dépasser ce maximum quand le bien de famille ne peut atteindre un minimum en étendue ; étendue variable également suivant la qualité d'urbain ou de rural que possède le bien ?

Ici encore vont se dresser bien des objections et nous sommes presque confus de nous appesantir sur ce point ; mais il faut bien justifier ses propositions. On nous objectera que l'établissement de deux maximums différents est contraire au principe d'égalité puisqu'il permettra à deux citoyens de conserver un capital plus

ou moins grand à l'abri des poursuites de leurs créanciers. On peut répondre que cette inégalité existera tout aussi bien entre deux personnes qui auront constitué des biens de famille d'une valeur différente par suite de leur différence de fortune, mais il existe une réponse beaucoup plus catégorique. La loi se propose-t-elle de garantir un minimum de capital au petit propriétaire, ou de lui conserver un gîte ? Si vous ne la considérez que par ce qu'elle conserve au débiteur, votre loi est inique, elle lèse le créancier, elle protège celui qui possède un peu, avant de songer à donner à celui qui n'a rien du tout ; si vous avez pour but, au contraire, de conserver un gîte au bénéficiaire, ou les quelques terres qui sont son gagne-pain, il faut pour arriver à ce résultat tenir compte de la différence de valeur entre un immeuble urbain et un immeuble rural. On nous dira encore : si le maximum pécuniaire doit s'effacer devant un minimum superficiel, vous risquez que ce minimum n'atteigne une valeur considérable ? Le danger ne semble pas bien sérieux, mais rien n'empêche le législateur de spécifier avec autant de précision qu'il faudra le caractère du bien en question, de n'admettre, si vous voulez, dans ce minimum superficiel qu'une maison d'un étage, sans cheminées de marbre, par exemple, pour la ville, et toutes autres conditions qu'il jugera à propos : d'exiger que le bien rural soit exclusivement affecté à la culture, que le local ne comporte ni parquets, ni autres aménagements qui peuvent être considérés comme un luxe à la campagne.

La question est compliquée, certes, mais elle n'est pas insoluble. Le taux de 8.000 francs du projet que nous étudions est modéré, mais il est trop absolu. Ce n'est pas faire de bonne besogne que de résoudre aussi radicalement une question si délicate et comme nous venons de le démontrer il faut faire ici des distinctions qui s'imposent.

La valeur du bien de famille ainsi limitée, il est évident qu'un immeuble, qui au moment de la constitution ne dépasse pas le taux établi, peut après coup avoir un prix beaucoup supérieur par suite d'améliorations ou de circonstances accidentelles. Que va-t-il devenir ? Le bénéficiaire sera-t-il obligé pour rentrer dans la légalité d'en détacher quelque partie ? Ce fractionnement, il faut le reconnaître, sera généralement difficile, et dans bien des cas impossible, et voilà le sort du bien compromis. Une telle solution était inadmissible, le droit du constituant devenait trop précaire et pouvait donner lieu à toutes les surprises ; il était indispensable de parer à cet inconvénient. La chose n'a pas échappé aux législateurs, aussi le projet de la commission, toujours suivant M. Léveillé, décide-t-il que le bien de famille ne devra pas dépasser 8.000 francs « lors de sa fondation ». On doit en conclure qu'après cette fondation le bien peut acquérir telle valeur qu'il voudra.

Cette disposition a l'avantage d'être fort simple, et de couper court à bien des procès et des contestations, et l'inconvénient d'être absolument exorbitante. Il n'est

pas besoin, en effet, d'un grand effort d'imagination pour se rendre compte de l'augmentation de valeur que peut présenter un immeuble en quelques années pour les raisons les plus diverses.

Un chemin de fer, un canal, une usine, la découverte de richesses souterraines, l'introduction d'une culture particulièrement avantageuse, une plus grande appréciation de la valeur immobilière dans la région, une infinité d'autres circonstances sont susceptibles tout à coup ou en peu de temps de doubler ou même tripler le prix de la propriété. Quand on compare le prix d'un terrain à Nice il y a 25 ans, et le prix du même terrain aujourd'hui, on peut se rendre compte de cette plus-value. D'autre part les améliorations que le propriétaire peut faire effectuer sur son bien, sont de nature à lui permettre d'en accroître la valeur dans des proportions importantes. Tel, d'une misérable chaumière peut faire une habitation confortable et lui adjoindre toutes les dépendances qu'il lui plaira sans se soucier de ses créanciers ordinaires qui verront leur débiteur à la tête d'un capital bien supérieur à celui que la loi semble vouloir protéger, sans avoir aucune action à l'égard de ce bien. Personne ne contredira que nous aboutissons ici à un résultat tout à fait excessif, et pourtant faut-il le condamner sans appel ? Nous avons montré qu'il était impossible de ne pas laisser une certaine marge à la plus-value, sans risquer de compromettre, par le plus léger écart des cours, l'existence du bien constitué ; il

faut donc trouver mieux, avant de rejeter la manière de voir que nous venons d'analyser. L'exemple des Etats-Unis ne nous offre sur ce point rien de bien préférable. Les Etats comme toujours adoptent des solutions différentes, les uns se rallient à celle dont nous avons parlé, les autres décident que toute plus-value est saisissable, d'autres se bornent à rendre saisissable seulement celle qui provient de travaux d'amélioration ou de construction exécutés par le propriétaire.

Le projet du gouvernement s'était préoccupé de donner satisfaction aux critiques que nous avons formulées. Il permettait à l'immeuble une fois constitué d'acquérir par la suite, en raison de plus-value quelconque, une valeur supérieure à celle autorisée, pourvu que dans son ensemble, le bien ne valût jamais plus de 12.000 francs. C'est donc une marge de 4.000 francs au minimum, soit un tiers, qui est accordée. En vérité on ne pouvait guère faire moins, sous peine d'entraver bien des travaux utiles, et de nuire à la prospérité générale qui profite de toutes les améliorations réalisées par un propriétaire; c'était aussi une mesure indispensable qui permettait à la hausse de la propriété foncière de ne pas tourner au détriment de ses possesseurs. Cette disposition en elle-même mérite donc une complète approbation, mais il faut constater qu'une valeur de 12.000 francs soustraite ainsi à la poursuite des créanciers, commence à faire un joli denier, et que s'il était difficile d'être moins large, nous nous trouvons entraînés invinciblement à

accorder au bien de famille une importance qu'on ne comptait pas lui donner en principe. Néanmoins, nous avons ici la certitude que le bien ne dépassera pas un chiffre donné, si élevé qu'on puisse le trouver, tandis que dans le texte voté par la Chambre, aucun tempérament n'existe et que la fraude favorisée par les circonstances peut se donner libre cours.

Mais où la difficulté surgit et où l'on aperçoit le défaut de la cuirasse, c'est dans la manière d'établir cette plus-value. Le projet du gouvernement ne s'explique pas sur ce point, et il ne pouvait le faire. Qu'arrivera-t-il en pratique ? Le bien bénéficiant de la plus-value continue à jouir de l'immunité légale, jusqu'à ce que la question d'excédent de valeur soit soulevée ; c'est donc par une contestation, par un procès que l'appréciation de la plus-value sera agitée, et il est facile de voir à quel nombre de litiges cette disposition donnera lieu. C'est la porte ouverte à toutes les chicanes, chicanes d'autant plus âpres qu'elles seront soulevées par un créancier irrité de ne pouvoir réaliser sa créance, et l'intervention de la justice sur un sujet d'une appréciation souvent délicate et de nature à provoquer parfois des évaluations bien différentes, sera constamment sollicitée au plus grand préjudice de deux parties dignes d'un égal intérêt qui ne manqueront pas d'épuiser toutes les juridictions et toutes les subtilités de la procédure.

Il y a donc là un mal réel qui mérite d'être signalé ;

il en existe un second. En cas d'excès de plus-value, le bénéfice de la constitution est subordonné à une réduction correspondante de l'immeuble. Que faut-il entendre par là ? Il faut distinguer en effet la réduction en nature et la réduction en valeur. En ce qui concerne la première, il n'est pas douteux qu'elle soit autorisée, et quand elle est possible la chose va toute seule ; mais il n'en sera pas toujours ainsi et alors, dit le gouvernement, dans son commentaire, le bien rentrera sous l'empire du droit commun, et comme il ne dit pas qu'il pourra être distrait sur le prix de vente une somme susceptible de permettre l'acquisition d'un nouveau bien, le débiteur ne pourra rien sauver du naufrage, parce qu'il aura eu la malchance d'avoir un immeuble irréductible ! Il y a là assurément une cruelle ironie du sort à laquelle on aurait dû remédier en suivant l'exemple de la législation américaine qui réserve au débiteur une somme équivalente à la valeur protégée, en y ajoutant toutefois, ce qui n'est pas exigé au delà de l'Atlantique, que la valeur ainsi réservée serve à l'acquisition d'un nouveau bien de famille dans un délai donné.

Amendée de cette façon la disposition du projet du gouvernement nous paraît préférable à celle adoptée par la Chambre, elle a l'avantage de prévenir des abus criants, bien qu'à l'encontre de l'autre, elle soit susceptible de donner lieu à bien des procès.

Quoi qu'il en soit, nous voyons combien il est difficile de trouver ici encore une solution pleinement satis-

faisante, quelles difficultés surgissent à chaque instant à mesure que nous avançons dans un examen approfondi de la question ! Nous ne sommes malheureusement pas au bout de ces regrettables constatations, et nous avons tout lieu de craindre de découvrir de nouveaux obstacles en une matière où il s'agit de concilier des intérêts opposés.

Reste à savoir comment sera établie la valeur du bien. Le projet du gouvernement donnait à ce sujet des explications très précises. Après avoir tracé la marche à suivre pour arriver à la constitution, point que nous examinerons un peu plus loin, il exposait que toutes ces formalités une fois accomplies, le juge de paix donnait son homologation après s'être rendu compte, d'après les pièces produites, que la valeur du bien n'excédait pas les limites légales. Si, malgré ces pièces, la question restait douteuse, le juge de paix nommait un expert.

Le juge de paix, selon nous, n'a pas d'après le texte que nous étudions, mission d'estimer l'immeuble, il semble même qu'il soit considéré comme incompetent, et cela avec juste raison, car son office général ne comporte pas de semblables connaissances, qui sont du reste toutes relatives suivant les contrées, et comme il pourra arriver souvent que le juge de paix soit étranger au pays où il exerce, qu'il y soit un nouveau venu, il risquerait de donner les appréciations les plus fantaisistes en une matière qui affecte tant d'intérêts. Il devra

donc se baser sur les pièces produites, qui émaneront le plus souvent du notaire, et c'est d'après ces pièces, qu'il décidera. On voit tout de suite quelle importance jouera l'officier ministériel en pareille circonstance, et comme il sera naturellement à la dévotion de son client, il est à craindre que la complaisance et même la fraude ne viennent surprendre la bonne foi du magistrat.

La nomination d'un expert qui aura lieu en cas d'incertitude, offre un peu plus de garantie, mais ce sera une mesure longue et coûteuse qui n'est guère plus désirable.

Le système que nous rencontrons dans le texte de la commission paraît à première vue identique, néanmoins nous y relevons cette différence plus théorique que pratique, à savoir que le juge de paix peut procéder lui-même à l'estimation.

Le juge est-il qualifié pour avoir une part aussi prépondérante en matière d'estimation ? Le point qui nous occupe est en effet de ceux où l'arbitraire peut se donner le plus libre cours, et sans avoir l'âme assez noire pour supposer que le magistrat se laissera guider par des considérations extérieures à l'affaire qui lui sera soumise, on peut craindre que son appréciation la plus loyale ne soit pas nécessairement la plus exacte. L'intervention d'un expert n'est pas plus séduisante pour les raisons que nous avons indiquées, mais il existe un service public qui paraît tout naturellement désigné en cette occurrence, c'est l'enregistrement.

A ce sujet nous trouvons dans la *Réforme sociale* du 1^{er} décembre 1886 une proposition intéressante. Il s'agit du modèle de projet de loi attribué à M. Claudio Jannet, dont nous avons parlé au début de cet ouvrage. Nous trouvons à l'article 2 la disposition suivante :

« L'évaluation aura pour base le revenu tel qu'il résulte de baux enregistrés ou de déclarations de location ne remontant pas à plus de cinq ans, et à défaut le revenu cadastral relevé conformément au coefficient adopté dans la commune par l'administration de l'enregistrement pour contrôler les déclarations de valeurs successorales.

« Le revenu ainsi établi sera multiplié par dix-huit, déduction faite des contributions foncières, des portes et fenêtres ainsi que de la moyenne des centimes additionnels départementaux et communaux, des redevances syndicales, des redevances d'arrosage, des taxes municipales de voirie perçus dans les cinq dernières années (1). »

L'avantage que présente ce procédé est, comme a soin de le souligner l'auteur, de donner à l'estimation un caractère fixe et indiscutable qu'on ne trouve ni dans le projet du gouvernement ni dans celui de la commission. Il est inspiré de l'article 3 de la loi belge du 17 décembre 1851 qui concerne les successions.

Nous ne pouvons mieux faire que reproduire les

(1) V. *Réforme sociale*, 1^{er} décembre 1886.

explications fournies dans l'article de la célèbre revue :

« Cette détermination de la valeur par la capitalisation du revenu cadastral est la clef de voûte des nouvelles lois de succession allemandes. Elle est contraire à notre pratique judiciaire, mais quand on dégage son esprit du joug des anciennes habitudes, on reconnaît qu'elle est conforme aux saines données de l'économie politique. En effet, recourir à une expertise pour déterminer la valeur d'une terre, c'est supposer que si, elle était mise en vente elle trouverait un acquéreur à ce prix. Or cette supposition est défectueuse parce que si beaucoup de terres sont mises en vente à un moment donné, cette valeur ne sera pas atteinte. Dans d'autres situations, si les experts tiennent compte du fait de la rareté de la mise en vente de terres, eu égard au nombre de gens disposés à acquérir, ils donneront encore une valeur fictive quoiqu'on puisse la réaliser par une licitation. Il s'agit d'assurer à une famille l'usage de son foyer, de la terre qui la fait vivre. Pour cela il faut déterminer sa valeur d'après le rendement réel et non d'après les variations de l'offre et de la demande (1). » Ces considérations nous paraissent profondément justes, et il est étonnant que le système preconisé n'ait pas rencontré plus de faveur ; sans tenir absolument à son application intégrale, et admettant volontiers toutes les simplifications qu'on pourra y apporter, nous estimons

(1) V. *Réforme sociale*, 1^{er} décembre 1886.

néanmoins que ce recours aux évaluations de l'enregistrement est celui qui offre le plus de garanties, ces estimations devant être les mêmes pour les cas différents ; les intéressés y trouveront plus de sécurité et d'impartialité, moins de faveur et d'arbitraire.

IV. — *Exemption mobilière.*

Ici se place une disposition qui intervient dans l'institution du bien de famille à titre en quelque sorte d'accessoire, c'est l'exemption mobilière. Le caractère que nous venons de lui donner se justifie d'abord parce que le bien de famille s'applique essentiellement à un droit immobilier, ensuite parce que cette immunité étendue aux meubles ne découle pas nécessairement, ne se présente pas comme un complément indispensable de la réforme introduite. Cela est si vrai que le projet du gouvernement n'en parlait pas, ni M. l'abbé Lemire, et quelques autres encore, mais M. Léveillé établit dans sa proposition une exemption mobilière de 2,000 francs pour les meubles et outils professionnels, et, comme toujours, disciple fidèle, la commission de l'agriculture, reproduit ce texte dans le projet qu'elle a fait adopter par la Chambre.

Sur ce point le Parlement français semble avoir modifié les règles suivies en matière de homestead. En Amérique en effet, il existe d'abord une exemption de saisie à l'égard de certains meubles, qui s'adresse à tous les débiteurs indistinctement, et qui, bien que peut-

être plus étendue, correspond à peu près à l'article 592 du Code de procédure civile ? Ceci est étranger à notre sujet et nous le mentionnons simplement pour éviter toute confusion.

A côté de cette immunité générale, il existe dans certains Etats une immunité particulière concernant les meubles, limitée à une valeur déterminée et qui peut remplacer pour le débiteur le homestead, soit qu'il n'ait pas d'immeubles pouvant en tenir lieu, soit qu'il préfère garantir un capital mobilier plutôt que son habitation. Mais, il faut retenir que le homestead mobilier et le homestead immobilier ne se cumulent jamais.

Comment donc expliquer cette transformation de l'institution américaine ? Elle vient, selon nous, de la conception différente que beaucoup se sont faite en France du bien de famille. En effet, de l'autre côté de l'Atlantique, on se préoccupe exclusivement du foyer familial, et il est bien certain que ce foyer peut encore rendre des services, remplir sa destination, sans étendre l'insaisissabilité aux meubles, du moment qu'on respecte le lit, les vêtements, les ustensiles de cuisine et autres objets indispensables. Chez nous, au contraire, le bien de famille a pour but chez les uns de sauvegarder l'habitation, chez d'autres la petite culture, chez d'autres encore à la fois l'habitation et la culture ; cette dualité de vues que nous avons déjà maintes fois signalée est la raison de ces divergences. Pour ceux qui désirent seulement conserver un abri à la famille, l'insaisis-

sabilité mobilière est superflue et même excessive ; par contre, pour ceux qui se préoccupent surtout de favoriser l'agriculture à l'aide de notre loi, la protection du matériel en tout ou partie, est aussi nécessaire que celle du bien lui-même. Le matériel agricole est la condition même de la culture, une exploitation dont les bestiaux et instruments aratoires sont susceptibles d'être saisis, est menacée d'être arrêtée dans son fonctionnement, et nous devons louer le législateur d'avoir conservé la disposition de M. Léveillé, car, sans elle, dans bien des cas il serait pratiquement impossible de bénéficier de notre réforme. Celle-ci étant faite précisément pour le débiteur, ce dernier serait inévitablement réduit à abandonner son immeuble après la saisie mobilière, faute de pouvoir le cultiver.

Si nous avons, à ce propos, constamment parlé du matériel agricole, c'est qu'il paraît à peu près certain que ce soit lui qui ait été visé. Néanmoins, les termes du projet de la commission ne limitent pas à ce genre de meubles la faveur dont nous parlons. Ils sont plus généraux et l'accordent à tous les meubles et outils professionnels. Nous croyons que l'adjectif professionnels s'applique aussi bien aux uns et aux autres, car l'exemption des autres meubles ne saurait se justifier. Au surplus la phrase ne contient pas toute la clarté désirable, car les meubles semblent bien comprendre les outils. Il ne saurait être question, en effet, de limiter aux meubles meublants la disposition établie, ni d'entendre le

mot meubles dans le sens de l'article 533 du Code civil qui exclut les chevaux, les grains et les foin, il faut donc reconnaître que la mention des outils est inutile et décider que les objets mobiliers doivent servir à la profession qui fait vivre la famille. Ainsi un géomètre qui aura constitué un bien de famille pourra soustraire à la saisie ses instruments d'arpentage, non plus jusqu'à concurrence de 300 francs, comme le lui permet le Code de procédure civile, mais jusqu'à concurrence de 2.000 francs, comme l'y autorise notre loi.

Pour rationnelle que soit l'exemption mobilière, il importe encore ici de marquer une fois de plus l'importance de la valeur que le créancier voit lui échapper.

Tout d'abord, l'immunité ne semble pas s'adresser à un chiffre excédant un maximum de 8.000 francs, mais cela peut s'accroître et nous avons vu dans quelle large mesure ; par suite d'améliorations ou de plus-value, nous avons constaté que c'était jusqu'à un certain point nécessaire, maintenant, ce sont encore 2.000 fr. qui vont s'ajouter aux autres, et c'est encore nécessaire. Mais en présence d'un capital aussi important, il apparaîtra à chacun que des raisons majeures et décisives devront militer pour justifier l'adoption d'une loi d'exception qui permet de sauvegarder intact, en dépit de toutes obligations à l'égard des créanciers, un patrimoine qui pour beaucoup constituerait une véritable fortune.

CHAPITRE III

EXAMEN PARTICULIER DES PROJETS DE LOI SUR LE BIEN DE FAMILLE (*Suite*).

Constitution.

I. — *Conditions relatives au constituant.*

Nous venons d'examiner de quels éléments peut se composer le bien de famille, l'usage auquel il est destiné, la valeur qu'il peut avoir ; il faut maintenant porter notre attention sur les conditions et formalités édictées pour en opérer la constitution.

a) *Qualité de Français.* — Ce qui frappe dès le début celui qui jette les yeux sur le texte du projet de la commission, c'est que notre loi est exclusivement réservée aux Français. « Le Français qui veut fonder un bien de famille », dit l'article 1^{er}, ces termes ne laissent place à aucun doute, et avant ce projet la plupart des propositions de loi étaient conçues dans ce sens ; le texte du gouvernement toutefois n'établissait pas cette prescription, et cette divergence mérite une appréciation de la critique.

En ce qui concerne les institutions du genre de celles que nous étudions, la règle généralement suivie consiste

à admettre les étrangers au bénéfice des lois quand il n'en résulte pas d'inconvénient pour l'intérêt général. Par conséquent, il faut, non pas qu'il soit indifférent, mais qu'il soit regrettable d'en faire profiter les étrangers pour justifier la rigueur du texte de la commission. Eh bien ! nous devons reconnaître que cette rigueur est absolument fondée. A quoi tend, en effet, l'innovation proposée, à établir un droit exceptionnel, paralyser les règles générales de la sanction des obligations, à opposer au droit indiscutable et inviolable du créancier une fin de non-recevoir, afin d'une part d'éviter la ruine de la famille, sa dispersion et toutes ses conséquences, et d'autre part, de conserver le plus possible au petit propriétaire la jouissance de la terre. Cette réforme qui apparaît à certains comme exorbitante, peut se concevoir en faveur de Français pour protéger la famille et par là même le corps social, pour assurer aux modestes propriétaires fonciers, la conservation de leur patrimoine, mais ces raisons semblent insuffisantes quand il s'agit d'étrangers. En ce qui concerne la propriété immobilière principalement, il est évident que l'Etat n'a aucun intérêt à la défendre quand elle n'est pas entre les mains de ses nationaux, il a même un intérêt contraire qui consiste à enrayer le plus possible la possession du sol par les étrangers, quand le fait tend à se généraliser.

Le sol doit appartenir aux membres de la nation, il n'est pas besoin d'en énumérer les avantages, ni de si-

gnaler les dangers que présente une dépossession par trop étendue. L'invasion d'un pays par l'accaparement des terres, se fait tout aussi bien que par les armes, quoique plus lentement, et nous en trouvons fréquemment des exemples en matière de colonisation. Assurément, ce danger est plus théorique que réel en ce qui concerne actuellement la France, mais quelque modeste que soit l'importance pratique de notre décision, cet argument de principe à une époque où les tendances internationalistes s'accroissent, s'ajoutant à cette considération que nous justifierons au cours de cette étude, à savoir que notre institution risque de froisser bien des droits et des intérêts légitimes, suffit amplement à motiver cette manière de voir.

On pourrait objecter que les Etats-Unis ont fait preuve d'une plus grande largeur de vues en n'établissant point de restriction semblable. Les conditions économiques particulières à ce pays donnent l'explication de cette mesure.

L'Amérique du Nord, au moment de l'établissement des lois de homestead, avait des territoires immenses à mettre en valeur et manquait de bras pour les exploiter, il était donc de son intérêt d'attirer le plus grand nombre de colons et comme elle ne pouvait suffire elle-même à cette tâche, les étrangers étaient pour elle de précieux auxiliaires. D'ailleurs, si l'Américain du Nord tend aujourd'hui de plus en plus à prendre un caractère national, ce caractère était bien moins marqué

autrefois à cause de l'origine même de sa population presque toute étrangère. On ne saurait par conséquent établir de comparaison entre ce pays et le nôtre, le homestead est en Amérique une sorte de prime à l'entreprise, il est destiné à favoriser l'essor industriel, commercial et agricole, en donnant une sécurité plus grande, chez nous le bien de famille s'adresse à des personnes ayant une situation acquise et qui n'ont d'autre but que de la maintenir ; là bas elle a pour but de faciliter le progrès, ici d'éviter la ruine.

b) *Chef de famille*. — Du reste, là ne vont pas se borner les différences que nous allons constater entre le projet de la commission et les lois de homestead à propos du pouvoir de constituer.

En Amérique, il est nécessaire pour avoir ce droit d'être chef de famille ou, pour employer une expression plus exacte, d'après M. Bureau, être tête de famille, c'est-à-dire, expose-t-il, « qu'il faut d'une manière générale qu'il existe entre le constituant et les autres membres de la famille, un lien légal qui oblige le premier à veiller au bien-être matériel et moral des seconds ou à subvenir à leurs besoins » (1). Cette condition se justifie d'elle-même, puisqu'on sait que le homestead est uniquement institué en faveur de la famille, aussi ne sommes nous pas surpris de la retrouver dans la proposition Lemire, où le bénéfice de la loi n'est accordé qu'à

(1) Bureau, *le Homestead*.

« toute personne française investie de la puissance paternelle dérivant d'une filiation légitime ».

M. Léveillé au contraire n'agite point cette question et, comme il fallait s'y attendre, le projet de la commission n'en parle pas davantage, d'où il faut conclure que tous les Français indistinctement ont le droit de fonder un bien de famille. Nous estimons que cette faveur est beaucoup trop largement accordée, nous aimerions mieux la voir limiter à ceux qui ont besoin d'assurer l'existence des leurs. Nous verrons en effet que les meilleurs des arguments présentés en faveur de cette institution sont ceux qui se prévalent de l'intérêt familial, le homestead n'a pas d'autre fondement, et l'innovation sur ce point paraît manquer de base solide. Qu'on enrayer les conséquences désastreuses de la saisie pour protéger une femme et des enfants victimes d'une situation dont ils ne sont pas responsables, qu'on établisse en leur faveur une sorte de prélèvement immobilier fictif, les raisons humanitaires et sociales, à défaut d'arguments juridiques peuvent se faire entendre. Mais admettre qu'un individu dont la bonne ou mauvaise situation financière n'aura de répercussion que sur lui seul, soit exonéré en fait, des obligations qu'il a contractées parce qu'il a la fortune singulière de posséder une petite maison ou quelques morceaux de terre, alors que tout autre, plus pauvre aussi bien que plus riche, sera tenu de s'exécuter; voilà une inégalité de situation choquante en faveur de laquelle

il faudrait des considérations d'un grand poids. C'est ici que l'on pourrait invoquer avec succès certaines accusations portées souvent sur l'institution en général. Le débiteur de cette catégorie qui voudra bénéficier de la loi, c'est-à-dire ajourner ses engagements, devra être nécessairement considéré comme un malhonnête homme ou comme un irresponsable, car il ne saurait invoquer ici contre ses créanciers que son intérêt propre. Et tout cela, sans doute, en raison de l'horreur qu'inspire la saisie et de l'intérêt de la petite culture ! Mais si la saisie est aussi abominable, pourquoi ne pas la rayer de nos lois ; et si la petite culture a un si grand intérêt à conserver ses cadres et les bras qui l'exploitent, qu'attend-on pour rendre la loi obligatoire et non facultative ? Le gouvernement paraît avoir eu dans son projet, le même sentiment que nous, mais il n'a pas su dégager clairement sa pensée dans une formule générale et est entré dans une énumération compliquée qui constitue l'article 2. En s'aidant de l'exposé des motifs, on constate que d'après ce texte le mariage, la charge d'enfants légitimes, naturels ou adoptifs, de petits enfants orphelins ou abandonnés, permet de constituer un bien de famille ; mais le célibataire qui n'a pas légalement d'enfant à sa charge, ne peut y prétendre. Ce projet est donc plus restrictif que celui de la commission, et peut s'appuyer solidement sur les arguments invoqués en faveur de la famille, néanmoins nous sommes tentés encore de demander une limitation plus

rigoureuse. En effet, nous y voyons les enfants naturels procurer à leurs parents des droits identiques à ceux des enfants légitimes. Assurément c'est un devoir pour chacun de protéger sa descendance même hors mariage et de pourvoir à ses besoins, mais si l'on peut soutenir que notre institution arrive indirectement à ce but, il n'en est pas moins vrai que le but principal est de protéger la famille, d'éviter sa ruine et souvent sa déchéance qui résultent souvent de la saisie. Ce désir qui doit recueillir l'assentiment unanime quand il s'agit de la famille légitime, devient d'une justification plus délicate quand il s'agit de la parenté naturelle ; l'intérêt qui résulte pour la société à accorder des faveurs à ceux qui se trouvent dans ce dernier cas, est plus que douteux, les bénéficiaires n'en étant certainement pas dignes et se trouvant dans une situation meilleure que le célibataire honnête ou le veuf sans enfants, de sorte que le législateur constitue sans y prendre garde une prime à l'inconduite.

On peut ajouter qu'il serait vraiment singulier d'admettre les parents naturels au bénéfice d'une loi spéciale qui ne s'adresse qu'à une certaine catégorie de personnes, alors que leurs enfants en sont encore à réclamer le même traitement que les enfants légitimes, principalement en matière de succession !

Ainsi c'est le texte de M. l'abbé Lemire qui correspond le mieux à nos idées sur ce point, en comprenant toutefois parmi les personnes susceptibles de faire la

constitution, les parents adoptifs et les grands-parents d'orphelins.

Notre solution se trouve du reste concorder avec les règles suivies généralement pour le homestead, et si quelques tribunaux s'en sont parfois écartés, les juriscultes américains les ont sévèrement critiqués.

c) *Droits du fondateur sur l'immeuble.* — Connaissant ainsi les diverses qualités exigées de la personne du constituant, dans les principales lois proposées, nous sommes tout naturellement amenés à nous occuper de l'immeuble, et à nous demander quel rapport de droit doit exister entre le fondateur et le bien lui-même.

Les Etats-Unis avaient adopté en cette matière un système à la fois très simple et très vaste en permettant de constituer en homestead tout bien sur lequel on avait un droit quelconque personnel ou réel, pourvu qu'il soit saisissable et aliénable. Ainsi, un locataire, un usufruitier pouvaient constituer en homestead l'immeuble dont ils avaient la jouissance. Si cet état de choses avait l'inconvénient d'augmenter les cas d'insaisissabilité et de diminuer plus souvent le droit de gage du créancier, il n'en est pas moins vrai qu'il aboutissait à protéger un plus grand nombre de foyers, à correspondre ainsi plus complètement au vœu de la loi, et à en dispenser également les faveurs aux propriétaires et à ceux dont la fortune ou la situation ne permettait pas d'habiter dans une maison qui leur appartient.

En France, le législateur ne paraît avoir eu en vue

que le cas où le fondateur a un droit de propriété sur le bien.

Cela n'est pas exprimé en termes formels dans la plupart des textes élaborés, mais résulte plutôt de l'ensemble. Ainsi l'on parle de l'estimation de l'immeuble, du bien objet de la convention et non de droit sur l'immeuble, de droit sur le bien ; or nous savons qu'il n'y a que le droit de propriété, qui dans le langage juridique se confonde avec la chose qui en est l'objet. Les exposés de motifs concordent du reste parfaitement avec cette opinion, car il est impossible d'y trouver aucune allusion à un autre droit. La raison de cette différence entre les deux nations vient de ce que sur la protection du foyer lui-même, elles n'ont pas obéi à des préoccupations absolument semblables, motivées par les habitudes et les mœurs de chacune d'elles. M. Bureau signale ce fait qui a son importance en expliquant que l'américain a un caractère trop changeant et une vie trop agitée pour rester longtemps au même endroit, il change vingt fois de résidence, et ce n'est pas un foyer permanent, mais un foyer actuel qu'il s'agit de mettre à l'abri.

En France, au contraire, les hommes sont attachés à leur profession et à leur demeure, la stabilité est la règle et répond à leurs désirs, c'est donc la stabilité qui est recherchée, et il est évident que cette stabilité n'est garantie que par la propriété. Néanmoins on peut prétendre à une certaine fixité de résidence à titre d'usufruitier ou même de locataire. D'innombrables exem-

ples s'en présentent tous les jours, et de la part de ceux qui voient un intérêt primordial à la conservation de la demeure familiale, on peut s'étonner qu'une extension semblable à celle du homestead ne soit pas donnée à notre institution. Si l'on considère que la situation de locataire ou d'usufruitier, comporte en soi une moins grande richesse que celle de propriétaire, on sera surpris que les sentiments démocratiques si répandus à l'heure actuelle, n'aient pas favorisé ce courant. Pour l'usufruitier, l'intérêt est, en effet, considérable ; évidemment il lui sera impossible après sa mort de conserver le bien à sa famille, mais il aura au moins la faculté d'y vivre en paix le reste de ses jours. En ce qui concerne le locataire, la discussion a pratiquement une moindre importance, car les saisies de droit au bail sont en général assez rares, et les baux sont d'une durée relativement courte ; mais lorsqu'ils sont contractés pour une longue période, le but visé par les partisans du bien de famille peut être atteint en permettant de constituer sous ce régime le droit du locataire. On objectera que le débiteur au-dessous de ses affaires ne paiera plus son loyer, c'est une erreur, et sans qu'il soit besoin d'y voir une idée d'improbité, on peut constater journellement que des gens fort obérés paient fidèlement leurs loyers, ayant le plus grand intérêt à acquitter cette dette avant toute autre. Cette opinion serait séduisante s'il apparaissait que notre institution renferme des avantages incontestables qui ne soient contrebalancés par aucun

inconvenient grave ; si au contraire le résultat de cette étude ne nous conduisait pas à des conclusions nettement décisives en sa faveur, il serait plus prudent de s'en tenir à la condition de propriété, afin de ne pas agrandir outre mesure le champ d'application d'une innovation dont l'excellence serait douteuse.

d) *Capacité du constituant*. — Quelle capacité faut-il avoir pour opérer la constitution ? Le projet du gouvernement plus soucieux de nous renseigner que celui de la commission prend soin dans l'exposé des motifs de nous indiquer que c'est là un acte d'administration. Il en conclut que pour fonder un bien de famille, il suffit d'avoir un droit d'administration sur l'immeuble. Mais un tel acte est susceptible de se prolonger au delà de ce droit d'administration ; aussi en ce qui concerne le mari, la loi exige-t-elle qu'il obtienne le consentement de la femme pour les biens qui appartiennent à celle-ci, tandis qu'elle peut faire seule la constitution sur les biens dont elle a l'administration.

Le même caractère doit être reconnu à la constitution du bien de famille dans le projet de la commission ; car, malgré des différences très marquées entre ces deux projets, la nature de l'acte qu'ils autorisent est la même. Il suffira donc, en l'absence de dispositions spéciales, de s'en référer au droit commun en ce qui concerne la capacité du constituant.

II. — *Conditions relatives à l'immeuble.*

Non seulement il est exigé que le bien de famille appartienne au fondateur, mais il faut encore que la propriété en soit exclusive et qu'il ne soit pas grevé d'hypothèques.

Sur le premier point, les projets du gouvernement et de la commission exigent que les biens ne soient pas indivis. Cette disposition se justifie parfaitement et il ne sera pas besoin de longs développements à ce sujet. Chacun sait la précarité qui accompagne l'indivision, chaque copropriétaire peut y mettre fin à tout moment par une action en partage, sauf convention contraire permise seulement pour une très courte durée, de sorte qu'un tel droit manque de stabilité en durée et en étendue et c'est précisément la stabilité que nous poursuivons ici. D'ailleurs, une pareille constitution serait sujette à occasionner les plus graves difficultés, mais indépendamment de cet argument de fait, il existe en faveur de cette mesure, une considération de droit qu'on ne saurait négliger. On sait qu'en matière successorale, d'après l'article 883 du Code civil, le partage est déclaratif de propriété, et que par une fiction cette propriété est censée remonter au jour de l'ouverture de la succession. Les cohéritiers qui n'ont pas l'attribution d'un bien sont donc sensés n'en avoir jamais été propriétaires, et pendant l'indivision aucun ne peut affirmer qu'il deviendra propriétaire exclusif du bien en question.

Assurément on eut bien pu permettre une fondation qui aurait suivi le sort de la propriété, mais il n'y avait aucun intérêt à protéger un foyer sujet à disparaître et une exploitation exposée à être démembrée par la force des circonstances.

Indépendamment de cette condition relative à l'indivision, les projets de la commission et du gouvernement exigent, nous l'avons dit, que le bien soit libre de toute inscription hypothécaire.

En ce qui concerne les hypothèques conventionnelles et judiciaires, il n'y a aucune difficulté, elles empêchent la constitution du bien qui en est grevé.

Pour les hypothèques légales, le gouvernement a pris soin de nous renseigner, elles ne font pas obstacle à l'établissement d'un bien de famille, le projet de la commission, par contre, est muet sur ce point. Aussi l'interprète doit-il s'en tenir rigoureusement, aux expressions formulées dans le texte. Il faut, dit l'article 2 *in fine*, que l'immeuble soit libre de toute inscription hypothécaire, et aucune distinction n'étant faite, il faut en conclure qu'une hypothèque légale inscrite suffit à mettre le fondateur dans l'impossibilité d'opérer la constitution. Sur les conséquences mêmes de cette mesure vis-à-vis des créanciers hypothécaires de cette catégorie, nous nous expliquerons en traitant de l'insaisissabilité ; bornons-nous simplement à constater cette divergence entre les deux projets, et à remarquer que celui du gouvernement semble préférable pour cette raison que l'hy-

pothèque légale aboutit en fait rarement à la vente, qu'elle est générale et que la réduction de son étendue est assez difficile à obtenir, qu'enfin on met dans un état d'infériorité des personnes dont la situation est particulièrement digne de faveur, tels que les tuteurs et les maris.

Que dire des privilèges ? Le projet du gouvernement décide qu'ils font également obstacle à la constitution ; quant à celui de la commission, il s'agit de savoir si les mots d'inscription hypothécaire s'y rapportent. Bien qu'à proprement parler une inscription de privilège ne soit pas une inscription hypothécaire, mais une inscription sur le registre des hypothèques, nous croyons que dans la pensée du législateur les deux sortes de créances ont été visées.

Il n'existe en effet aucune raison pour établir ici une différence, le privilège et l'hypothèque inscrits affectant à peu près de la même manière le bien sur lequel ils portent, et étant pour lui une menace de saisie également redoutable. On peut ajouter cette observation qui est assurément moins forte, mais qui n'est pas sans quelque valeur en présence du manque d'initiative de la commission. Celle-ci s'est écartée sur ce point de M. Léveillé pour suivre le gouvernement et il est probable, en présence de la prolixité de la loi qu'elle aura eu sous les yeux, qu'elle aura cherché une formule plus concrète pour exprimer la même idée. On ne saurait la louer, du reste, d'avoir abandonné si malencontreusement l'émi-

nent professeur de la Faculté de droit de Paris, car l'obligation que nous venons de mentionner est extrêmement critiquable. Nous avons répété à satiété que la réforme avait pour but d'éviter le plus possible la saisie ; certes la constitution d'un bien hypothéqué n'atteindra pas pleinement ce but, car il restera à la merci du créancier inscrit, mais au moins ce foyer, ce petit patrimoine sera protégé contre les autres, et c'est une considération qui vaut la peine d'être appréciée, il n'aura désormais en lui qu'un germe de destruction et pourra peut-être arriver à s'en débarrasser ; s'il reste soumis au droit commun, c'est un nombre incalculable de cas de destruction qui le guettent. Parce qu'on ne peut pas donner au bien une sécurité complète, on lui refuse une sécurité plus grande, et cela paraîtra d'autant plus surprenant quand nous aurons vu les nombreuses entorses faites par la force des choses au principe de l'insaisissabilité. Quand nous aurons constaté notamment que le gouvernement ouvre la porte à l'hypothèque, après la constitution, que la commission conserve les droits des créanciers antérieurs, on pourra taxer d'illogisme et d'incohérence une pareille disposition. Nous commençons à entrevoir la phobie de l'hypothèque.

III. — *Formalités.*

Toutes ces conditions une fois remplies, il importe de savoir comment on pourra procéder à l'établissement du bien de famille.

Sur ce point, le projet de la commission est très laconique ; l'article 1^{er} qui est destiné à nous renseigner nous parle d'une formule à remplir à la mairie du lieu où est situé l'immeuble. Cette formule, qui n'est autre qu'une déclaration, doit être rédigée en trois exemplaires : l'un destiné au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques. C'est tout ce que nous savons, et les rédacteurs s'en remettent sans doute au règlement d'administration publique, dans l'espoir qu'il complétera un travail qui n'est qu'ébauché. L'imagination peut donc se donner libre cours à ce sujet, en tâchant de découvrir la ligne de conduite tracée par l'article 1^{er}. L'exemplaire destiné au fondateur doit évidemment lui servir de titre ; celui destiné au maire doit avoir pour utilité de permettre aux intéressés de connaître sans grands déplacements quelles sont les personnes qui se sont mises sous l'égide de la loi ; quant au troisième il devra être transcrit afin d'avertir ceux qui voudraient acquérir des droits sur l'immeuble. Ce système serait assez simple et assez pratique s'il comportait des délais d'application et une certaine publicité, mais en présence du silence de ses auteurs, il est impossible de prétendre avec certitude qu'il en sera ainsi. Dans cette conjoncture, on peut seulement espérer que le règlement d'administration publique obligera à porter préalablement cet acte à la connaissance des tiers afin que personne ne soit surpris et qu'une fraude par trop grossière ne soit pratiquée. Quoi qu'il en soit, on ne

saurait trop blâmer le législateur de nous laisser ainsi à la merci du pouvoir exécutif dans une matière aussi grave et aussi délicate, sans se préoccuper d'assurer lui-même les garanties les plus élémentaires réclamées en de telles circonstances.

Nous sommes du reste dans la partie la plus ténébreuse de ce projet ; nous voyons figurer le juge de paix à propos de l'estimation ; cette estimation doit-elle suivre ou précéder la déclaration ? On peut supposer, en raison de l'ordre des articles, qu'elle lui sera consécutive, et que la déclaration n'aura d'effet que si l'estimation confirme que l'immeuble n'a pas une valeur trop grande. Ce serait une condition suspensive, et la constitution définitive ne daterait que du jour où le juge ayant fait connaître son appréciation, le conservateur des hypothèques aurait fait le nécessaire. Nous verrons par la suite l'importance qu'il y a à connaître cette date, qui ne peut véritablement être laissée à la fantaisie d'un règlement d'administration publique, mais il faut avouer que pour arriver à la conclusion que nous donnons, il faut une véritable ingéniosité. D'après cette manière de voir, il y aurait ainsi en fait un délai entre la déclaration et la constitution, mais ce délai aurait une durée incertaine et ne saurait être efficace en l'absence de publicité.

Nous devons savoir gré au gouvernement d'avoir apporté plus d'attention au règlement de cette question, car il détermine minutieusement la marche à suivre et

a soin de prescrire un délai et des mesures de publicité en vue de sauvegarder les intérêts qui pourraient être menacés.

D'après lui la constitution doit être constatée dans un acte notarié. Cet acte est rendu public et pendant deux mois chacun a le droit de formuler ses réclamations et d'y faire opposition, après quoi le juge de paix prend connaissance de cet acte et des pièces justificatives, et s'étant assuré que tout est en règle, donne son homologation, qui doit être transcrite au bureau des hypothèques.

Si cette procédure a sur l'autre l'avantage de la précision, elle présente pourtant de graves inconvénients, qu'il importe de mettre en lumière. Outre que l'intervention du notaire vient augmenter les frais d'établissement, la méthode des oppositions est grosse de périls, car elle est de nature à susciter les procès les plus aigus, à entraîner les parties dans des dépenses imprévues et à retarder indéfiniment la constitution.

D'autre part, faire dépendre la fondation de l'absence d'opposition, c'est ou bien exiger que le bénéficiaire n'ait pas de dettes, ou l'obliger à une liquidation préalable. En effet, le dernier paragraphe de l'article 4 du projet du gouvernement est ainsi conçu : « Dans le même délai fixé à l'article 6 (2 mois), les créanciers chirographaires sont admis à faire opposition. » Et l'article 8 dispose : « Le juge de paix ne donne son homologation qu'après s'être assuré que main-levée a

été donnée de toutes les oppositions. » Lorsque ces oppositions seront justifiées, il est certain que pour en obtenir main-levée il faudra acquitter sa dette, ou donner des sûretés spéciales ; on oblige donc le débiteur à se mettre en règle tout d'un coup et cela peut l'entraîner à de gros sacrifices, ou le détourner de ses intentions premières. Décidément, pour établir un bien de famille dans ces conditions, il faudrait que le désir en fût singulièrement vif et que l'on y trouvât de grands avantages !

Il est à remarquer que l'opposition ne peut venir que des créanciers chirographaires, cela se comprend aisément, puisque les autres n'auront qu'à faire inscrire leur privilège ou leur hypothèque pour empêcher la constitution d'avoir lieu. Mais quel fondement peut-on donner à cette opposition ? Quelle est sa nature ? A qui appartient-elle ?

Il paraît bien résulter des termes de l'article 4 que nous avons reproduits que tous les créanciers chirographaires sont admis à exercer ce droit, mais nous ne savons pas si leur opposition doit être maintenue toutes les fois que leur qualité de créanciers est reconnue. Cela reviendrait à dire qu'une créance quelle qu'elle soit peut faire obstacle à la constitution par la seule volonté du titulaire. Cette manière de voir nous conduit à des résultats tout à fait excessifs. En effet, le créancier n'a qu'un droit de gage général sur les biens de son débiteur, ces biens ne peuvent être affectés au paiement

de la dette, ou, pour parler plus clairement, être saisis, que s'ils sont encore entre les mains de celui-ci au moment du recouvrement de la créance, et il est toujours loisible au débiteur de les vendre ou de les dissiper, si le créancier n'intervient pas à temps. Il est extraordinaire que la loi qui permet à un débiteur d'aliéner son bien sans le consentement et même à l'insu du créancier, le soumette à cette exigence pour l'établissement d'un bien de famille.

Et pourtant telle paraît bien avoir été l'intention du législateur, car ses termes sont généraux et toute limitation serait arbitraire. Avec la meilleure volonté, il est impossible de ne pas reconnaître que ce droit d'opposition est absolument juridique, car pour être soumis à un régime spécial, le bien de famille n'en reste pas moins entre les mains du créancier et ce serait infirmer l'article 2093 que de permettre à un débiteur de dire à ses créanciers : « Désormais mes biens ne sont plus tous votre gage. » Pour échapper à cet argument, il aurait fallu établir une dérogation à l'article que nous citons et ce précédent n'eût pas été sans péril, ou renouveler la théorie du homestead qui transporte la propriété du bien à une personne fictive : la famille ; mais alors les créanciers antérieurs n'auraient plus eu que le recours à l'action paulienne, ce qui eût été tout à fait draconien et pratiquement insuffisant. Et si exorbitant que soit ce droit d'opposition, il vaut mieux se résigner à voir les intéressés en abuser quelquefois que de tomber dans l'excès contraire.

L'effet de l'opposition n'étant pas de réaliser le gage que composent les biens du débiteur, mais simplement de maintenir le *statu quo*, on ne saurait lui refuser le caractère de conservatoire et cette constatation a son importance à l'égard de certaines obligations, comme celles qui sont affectées d'un terme ou d'une condition.

Toutes ces difficultés seraient écartées si le gouvernement avait adopté le système de la commission qui décide que la création d'un bien de famille ne saurait préjudicier aux créanciers antérieurs, sauf l'interdiction de prendre inscription sur l'immeuble. Puisqu'il n'est venu à l'idée de personne d'exonérer le constituant de ses dettes actuelles, pourquoi faire courir aux créanciers le risque d'être forclos par négligence ou ignorance, car il se peut que malgré la publicité ils n'aient pas connaissance des intentions de leur débiteur. On dirait qu'on a cherché les complications à plaisir, les sources de procès et hérissé de difficultés la route qui doit conduire à la mise en œuvre de la loi !

Entre ces deux procédures, l'une par trop sommaire et imprécise, l'autre par trop compliquée, il y a place à une combinaison mixte. En empruntant ici la déclaration et le maintien des droits des créanciers antérieurs, tel qu'il est réglé par le projet de la commission, en prenant là l'établissement d'un délai et de la publicité, en chaperonnant le tout de l'homologation du juge de paix chargé de vérifier si les prescriptions de la loi sont bien observées et en exigeant la transcription, on arrive à satisfaire tous les intérêts contradictoires et à mettre

la loi dans la plus grande mesure possible à la portée de tous.

Nous verrons l'utilité que présente le délai dont nous parlons à l'égard des créanciers privilégiés et hypothécaires ; quant à la publicité elle est indispensable pour rendre ce délai efficace.

On peut craindre cependant que malgré les règles établies dans le projet du gouvernement pour effectuer cette publicité, les intéressés ne soient pas tous avertis. Il faut reconnaître qu'il était difficile d'exiger davantage sous peine d'entraîner à des frais importants. On doit seulement regretter que la loi n'exige pas qu'une affiche soit apposée sur la maison de famille. C'est, est-il dit dans l'exposé des motifs, dans la crainte que cette mesure ne soit considérée comme vexatoire pour le constituant. Cette explication est tout au moins inattendue ; on redoute d'avance que la loi n'ait mauvaise réputation, et que ce caractère ne déteigne sur ceux qui s'en serviront. On en accuse la malignité campagnarde dont on feint d'ignorer le bon sens. Voilà une déclaration qui se passe de commentaires ! Le législateur a l'air de vouloir que la constitution se passe au milieu de l'inattention générale, singulière publicité ! Au contraire, si l'affichage sur la maison doit exciter les bavardages et les propos malveillants, tant pis pour la médisance, mais tant mieux pour les créanciers. Plus l'acte de constitution prendra tournure d'événement dans le pays, plus on en parlera, plus le but de la loi sera réalisé !

CHAPITRE IV

EXAMEN PARTICULIER DES PROJETS DE LOI SUR LE BIEN DE FAMILLE (*suite*). — INSAISSABILITÉ.

I. — *Insaissabilité.*

Voilà le bien de famille constitué. Quels avantages va-t-il en résulter pour le possesseur. Ce bien, nous le savons, va devenir insaisissable, et certaines conditions vont être exigées pour son aliénation.

Mais l'insaisissabilité ainsi décrétée, on s'est vite aperçu que des tempéraments plus ou moins grands devaient être apportés à ce principe, sous peine de jeter la perturbation dans les relations économiques et de voir la mesure tourner au détriment même de ceux que l'on voulait en faire profiter.

Sur ces tempéraments, sur le règlement des droits des créanciers du propriétaire en question, les divers projets diffèrent, les uns ont plus de scrupules, d'autres se séparent sur la méthode, et si l'accord est parfait sur le but à atteindre, la diversité n'en existe pas moins sur les moyens et le degré d'application de la réforme.

Sur une question aussi intéressante, il importe de bien mettre en lumière les règles posées par les deux projets de loi que nous avons entrepris de commenter,

et afin d'éviter la confusion dans l'esprit du lecteur, nous envisagerons successivement quel sort l'un et l'autre réservent aux créanciers.

a) *Insaisissabilité dans le projet de la commission.* — L'article 5 de ce projet débute ainsi : « Le bien de famille ne peut être saisi ni quant au capital ni quant aux fruits par les créanciers postérieurs à sa constitution définitive. » Voilà la règle générale, le principe qui domine toute la loi.

Les créanciers postérieurs ne peuvent saisir, d'où, par argument *a contrario*, les créanciers antérieurs conservent ce droit. Ce point est intéressant, et la date de la créance a ici une importance considérable ; il est à peine utile d'ajouter du reste, que l'acte n'a pas besoin d'avoir date certaine, le tiers n'étant pas en cause. On serait tenté de conclure que les créanciers antérieurs ne sont nullement affectés par la constitution ; ceci n'est vrai que pour les créanciers chirographaires. Quant aux créanciers privilégiés et hypothécaires ils perdent leurs droits avant la constitution, car l'article 5 ajoute que désormais l'hypothèque est interdite. S'ensuit-il que les créanciers de cette catégorie, qui étaient en mesure d'empêcher la fondation, perdent tous leurs droits jusqu'à la désaffectation du bien de famille. Nous ne le croyons pas, car il faudrait un texte pour établir une pareille solution, ils sont tout simplement privés des avantages particuliers attachés à leurs créances et assimilés à de simples créanciers chirographaires, sauf

à reprendre leur droit d'inscription au moment de la désaffectation du bien. Ils n'ont du reste pas à se plaindre de cette déchéance, puisqu'il leur suffisait d'accomplir cette formalité pour empêcher toute constitution, et, si ce n'était l'oubli de la publicité que nous avons constaté plus haut, il est juste de reconnaître que l'attitude prise dans le projet vis-à-vis des créanciers antérieurs ne lèse aucun intérêt.

On pourra nous accuser d'une généralisation un peu hâtive en remarquant que l'interdiction d'hypothéquer ne vise pas au sens strict la faculté de faire inscrire un privilège. Cette accusation paraît fondée en ce sens qu'étant dans une matière tout exceptionnelle, l'interprétation étroite est de rigueur. Cependant nous croyons refléter la manière de voir exacte du législateur en englobant dans une même mesure les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires. En effet l'inscription d'un privilège sur un immeuble ne fait que constituer une hypothèque de premier ordre et c'est bien cela qu'a voulu éviter notre projet de loi en disant du bien : « Il ne peut plus être hypothéqué ». Au surplus nous étudierons tout à l'heure les mesures prises à l'égard de certains créanciers privilégiés et l'explication que nous fournirons à ce sujet s'harmonisera très bien avec cette solution, tandis que la solution contraire mettrait le commentateur dans un cruel embarras. Nous restons ainsi, d'ailleurs, en communauté d'idée avec l'article 2 *in fine*, et il serait singulier qu'un privilège inscrit avant

la constitution l'empêchât alors qu'il serait loisible de le faire inscrire postérieurement.

En ce qui concerne les créanciers postérieurs nous voyons au contraire que leur droit de saisie est paralysé tant que dure la constitution aussi bien à l'égard du capital qu'à l'égard des fruits. Néanmoins, craignant d'établir ici une disposition trop absolue, de nature à jeter une certaine perturbation dans les relations économiques, à tourner au détriment du bénéficiaire ou à laisser dépourvues de sanction des actions dont la poursuite lui paraît sans doute d'une importance primordiale, le projet s'empresse d'apporter quelque atténuation à la règle.

La première exception que nous rencontrons s'adresse au vendeur du terrain ou des matériaux et aux ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds. En ce qui concerne le vendeur du terrain, nous ne nous expliquons pas bien ce qui a pu déterminer à le mentionner. En effet, nous avons vu que pour constituer un bien de famille il fallait en être propriétaire, d'où il résulte que le vendeur du terrain sera toujours créancier antérieur et conservera toujours son droit. Cette disposition serait troublante s'il fallait attacher dans un tel projet une importance absolue à toutes les parties du texte, car elle ne tend rien moins en apparence qu'à établir une exception en faveur du vendeur. Mais la phrase par laquelle débute l'article 5, et que nous avons citée plus haut, nous semble sauvegarder d'une manière

indiscutable les créances antérieures, et pour donner une explication plausible à la mention du droit de saisie accordé au vendeur nous ne trouvons que celle-ci.

La phrase qui concerne le vendeur du terrain le réunit dans une même faveur aux principaux créanciers privilégiés, c'est donc à cause de la qualité de leurs créances qu'ils paraissent en droit d'avoir une situation favorisée, d'où on peut induire qu'ils conservent leurs droits non seulement comme des créanciers ordinaires, mais qu'ils le conservent avec leurs privilèges, quelle que soit la date de leur créance. Pour le vendeur du terrain qui est toujours créancier antérieur, il évitera le concours des autres créanciers, pour les vendeurs de matériaux et les ouvriers, ils éviteront aussi le concours des créanciers chirographaires en conservant leur droit de préférence.

Bien entendu, les personnes visées par l'article 2103-4° du Code civil devront satisfaire aux prescriptions de cet article pour conserver leur privilège, mais dans le cas contraire ils conserveraient quand même leur droit de saisie, tout en perdant leur droit de préférence.

Nous ne méconnaissons pas tout ce qu'a de subtil notre argumentation, mais il faut bien donner l'explication la plus probable, à moins de n'en donner aucune. Puisque la loi a voulu conserver aux créanciers dont il s'agit l'efficacité de leurs droits, il est naturel d'admettre qu'elle a maintenu leur privilège, et puisque le vendeur du terrain semble bénéficier d'une situation spéciale

parmi les créanciers antérieurs, c'est qu'il continue à jouir de ce privilège, alors que les autres créanciers qui peuvent en avoir perdent cet avantage. Ainsi se trouvent soutenues l'une par l'autre les solutions que nous avons données tant à l'égard des créanciers privilégiés en général, qu'à l'égard de ceux mentionnés dans le paragraphe 2 de l'article 5.

Il importe de remarquer en terminant que les ouvriers visés par notre article sont non seulement les personnes dont il est question à l'article 2103-4^o du Code civil, mais encore certaines de celles visées par l'article 2101-4^o du même Code ; en effet il ne s'agit pas seulement des ouvriers du bâtiment et de ceux qui ont procédé à quelque installation ou aménagement, mais aussi de ceux qui ont participé à la mise en valeur ou à l'entretien. Cette dénomination comprend sans nul doute les domestiques de ferme, car sans leurs services il n'y aurait pas possibilité de mettre en valeur, ni d'entretenir le bien rural de quelque importance, surtout quand la famille est peu nombreuse. Par contre, nous le refuserons aux domestiques dont les travaux ne s'adressent pas spécialement à l'immeuble, en d'autres termes ceux que la loi comprend sous le nom de serviteurs attachés à la personne, car il est impossible de les faire rentrer dans l'énumération proposée, ainsi la cuisinière, la garde-malade ne bénéficieront pas de la faveur de la loi.

Cette exclusion est du reste fort critiquable, et ce qui

est le plus piquant, c'est qu'elle excite les récriminations précisément à ce point de vue humanitaire dont ont fait tant d'étalage les promoteurs de notre institution ! Si l'on considère l'exemption mobilière de 2.000 francs accordée par l'article 2, on se demandera avec quelque inquiétude quel recours efficace pourront avoir les salariés dont les travaux ne concernent pas directement l'immeuble. S'il n'était que juste de rendre le privilège des uns moins illusoire, des considérations tout aussi puissantes militaient en faveur des autres et il n'est pas besoin d'être très démocrate pour comprendre combien est sacrée la dette contractée vis-à-vis des gens qui vous ont offert leurs services !

En dehors des exceptions à l'insaisissabilité que nous venons de signaler, il en est deux autres qui ne s'adressent qu'aux fruits et que nous ne ferons que mentionner tant elles se justifient d'elles-mêmes. « Les fruits, est-il dit dans notre projet, peuvent être saisis pour le paiement des impôts et pour le paiement des dettes nées des délits et quasi-délits du propriétaire. »

b) *Insaisissabilité dans le projet du gouvernement.* — Connaissant l'étendue de l'insaisissabilité dans le projet de la commission, il y a lieu maintenant d'examiner les règles établies à ce sujet par le projet de loi du gouvernement.

La matière est régie par les articles 10 et 11 ; l'article 10 pose le principe, l'article 11 s'occupe des dérogations.

L'article 10 est ainsi conçu : « A partir de la transcription, aucune saisie ne peut être pratiquée que par les créanciers qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent pour conserver l'exercice de leurs droits, même au cas où le constituant est mis en état de faillite ou de liquidation judiciaire. »

Cette phrase pompeuse sert à exprimer quelque chose de fort simple, à savoir qu'à partir de la transcription le bien ne peut plus être saisi que par les créanciers ayant une hypothèque légale inscrite antérieurement à l'expiration du délai de publicité. Pour justifier cette traduction libre et beaucoup plus simple, il suffit de se reporter aux explications que nous avons données au chapitre précédent. En effet nous avons vu que les privilèges ou hypothèques inscrits empêchaient la constitution, que les créanciers chirographaires devaient former opposition et que le maintien de cette opposition rendait impossible l'homologation du juge de paix, et que, précisément, les mesures destinées à conserver les droits des créanciers faisaient obstacle à la fondation du bien de famille, excepté pour les hypothèques légales.

Les travaux préparatoires nous apprennent pour quelle raison on a donné à l'article 10 cette tournure académique que nous avons signalée. Nous voyons dans l'examen des articles, que c'est en prévision du cas où, « par inadvertance, le juge n'aurait pas tenu compte d'une inscription ou d'une opposition. Le texte réserve alors les droits du créancier exempt de faute. La cons-

titution homologuée en son absence et au mépris de ses droits est inopérante vis-à-vis de lui, alors qu'à l'égard de tous autres elle conserve ses effets ».

C'est parfait ; mais si, dans le cas qui nous occupe, le gouvernement ne voit pas un grand inconvénient à conserver les droits du créancier en même temps que la constitution du bien de famille, pourquoi ne pas adopter ce système dans tous les cas, plutôt que d'augmenter la difficulté de fonder un tel bien par l'obligation de liquider préalablement ses dettes. Au surplus, quel que soit le respect et la réputation d'intégrité que mérite la magistrature, n'y a-t-il pas là une facile occasion de fraude, le juge fermant les yeux sur cet empêchement prohibitif d'autant plus facilement qu'il n'en doit plus souvent résulter aucun préjudice pour personne ?

Mais c'est là un petit côté et une hypothèse purement accidentelle auxquels il ne convient pas d'attacher une bien grande importance. Nous en tenant à la généralité, il reste acquis que, d'après l'article 10, les hypothèques légales inscrites dans les délais fixés conservent seules leur effet et peuvent donner lieu à une saisie du bien.

Les dérogations à cette règle ne concernent que les créances postérieures. Elles sont divisées en quatre groupes qui constituent l'article 11.

Le premier vise les fournitures de subsistances faites au constituant et à sa famille pendant les six derniers mois par les marchands en détail tels que : boulangers, bouchers, et autres. Cette exception se justifie évidem-

ment par l'intérêt du débiteur et de sa famille ; il a intérêt en effet à ne pas être privé de tout crédit pour l'acquisition des objets de première nécessité. Pour apprécier l'étendue de cette dérogation, il suffit de se reporter à l'article 2101-5° du Code civil, et d'accorder la même portée dans les deux cas au texte visant le privilège de six mois pour les fournitures de subsistances au détail. En effet, les raisons qui militent en faveur de l'avantage concédé par ces textes sont les mêmes et l'intention du législateur est si transparente qu'il a pris soin de calquer exactement dans le projet du bien de famille la disposition qui a trait aux créances qu'on occupent. Il suffira donc à notre avis, pour savoir si un créancier de cette nature a un droit de saisie, de savoir s'il a un privilège pour les six derniers mois de ses fournitures, le droit de saisie étant dans ce cas un corollaire du privilège. Les travaux préparatoires, du reste, confirment cette opinion.

Une deuxième exception à l'insaisissabilité a trait aux « condamnations en principal et accessoires pour délits et quasi-délits civils, condamnations en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, pour le paiement des amendes, l'acquiescement des restitutions, dommages et intérêts au profit de l'Etat, indemnités et dépens alloués pour les mêmes faits aux parties soit par les tribunaux civils saisis séparément de l'action en réparation ».

Le droit de saisie est encore accordé aux personnes visées par l'article 2103-4 du Code civil.

Enfin, la quatrième catégorie d'exceptions se rapporte aux « sommes dues pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de bétail, de machines et d'instruments servant à la culture, de métiers et outils en usage dans la profession du constituant ».

c) *Comparaison et appréciation.* — Laissant de côté le sort réservé aux créanciers antérieurs dans l'un et l'autre projet, sort sur lequel nous nous sommes suffisamment appesantis, pour ne nous occuper que de la situation en face de laquelle vont se trouver les créanciers postérieurs, il est aisé de remarquer en comparant les deux textes combien le projet du gouvernement est plus large que celui de la commission au point de vue des exceptions à l'insaisissabilité.

D'abord, le projet de la commission rend insaisissables le bien et les fruits, tandis que le projet du gouvernement ne parlant que du bien on doit en conclure que les fruits ne bénéficient pas de l'exemption de l'exception, car il ne faut pas oublier combien l'interprétation stricte est de rigueur. Les fruits seront donc tous les produits mobiliers du bien, ou ceux que la loi considère comme tels, par exemple les récoltes susceptibles de saisie-brandon. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que l'importance des fruits sera des plus minime, et même souvent nulle, hors le cas où le bien comprendra des terres cultivées. En effet, cette catégorie d'immeubles mise à part, le bien de famille se trouvera réduit ou peu

s'en faut à la maison d'habitation dont les fruits seront absorbés par la famille, par le fait même qu'elle en jouira, de sorte que ce droit de saisie sera dans bien des cas complètement illusoire.

Cette remarque n'est pas sans importance, car, notamment en matière d'impôts, le projet du gouvernement ne créant pas d'exception en faveur de cette obligation, et l'autre projet le limitant aux fruits, l'Etat risque trop souvent d'être désarmé en face des contribuables récalcitrants. Il en sera de même pour toutes les créances n'ayant pas d'autre garantie, mais en matière d'impôts cette situation est plus choquante parce qu'elle est de nature à porter un préjudice réel à l'intérêt public.

Il est intéressant d'observer que les fruits seront presque toujours des fruits naturels ou industriels, à quelle condition conserveront-ils l'immunité qui leur est accordée. Tant qu'ils resteront entre les mains de la famille et conserveront leur individualité propre, cela va sans dire. Faut-il s'en tenir là et refuser la même qualité à la créance provenant de la vente de ces fruits. En d'autres termes, quand les récoltes provenant du bien de famille ont été vendues, peut-on mettre opposition sur le prix de vente ? Il nous semble que la rigueur des principes commande l'affirmative, car les fruits consistent seulement dans les denrées produites par le fonds et non dans leur valeur. Ils constituent des biens corporels et individualisés et l'on ne saurait, sans

un texte, étendre la même faveur au prix stipulé par leur possesseur qui veut s'en défaire. La créance du vendeur n'est qu'un produit indirect du bien, les produits directs seuls sont protégés par la loi. Si juridique qu'elle puisse être, cette solution est de nature à donner lieu à certaines anomalies. Ainsi, la saisie-brandon est interdite, mais si le possesseur vend ses récoltes sur pied, le créancier pourra s'approprier le prix de vente par une saisie-arrêt. Nous ne savons si les auteurs du projet de la commission ont envisagé cette conséquence, peut-être ont-ils simplement pensé au pauvre hère vivant sur son bien de quelques gerbes de blé qu'il enverra moudre au moulin, récoltant une modeste provision de pommes de terre et de fruits qui assureront sa subsistance pendant l'hiver; mais la simple expérience permet de constater que ce type de miséreux disparaît heureusement de plus en plus et que bientôt on ne les retrouvera guère que dans les romans destinés à exciter la sensibilité populaire. En fait, le plus souvent, le possesseur d'un bien rural jouira de quelques champs dont la récolte sera destinée à être vendue. Son arpent de blé pourra lui faire dans les régions du centre une dizaine de sacs à 25 francs environ. On ne peut conjecturer qu'il les consommera et il n'aura d'autre profit que celui qu'il tirera de leur valeur. C'est donc en quelque sorte lui accorder un privilège dérisoire que de limiter, comme nous croyons qu'il est juridique de le faire, l'insaisissabilité aux fruits eux-mêmes.

Une autre question se pose. Les fruits agricoles consistent presque toujours en choses fongibles ; or il pourra très bien arriver, et le fait se produira souvent, qu'à côté des terres constituées en bien de famille, le propriétaire en cultive d'autres qui ne soient pas soumises à ce régime ; il les emmagasinera toutes dans ses greniers, comment pourra-t-on reconnaître les fruits qui jouissent de l'insaisissabilité des autres fruits ? Il est certain que ce sera le plus souvent une question de fait et une question de preuve, mais une condition sera avant tout nécessaire, c'est que les fruits en question conservent leur individualité propre ; par conséquent le mélange fera perdre aux uns le privilège qui leur était attaché, car il sera alors manifestement impossible de déterminer quels sont ceux qui proviennent d'un champ ou d'un autre, l'immunité n'étant pas accordée, nous l'avons dit, à une valeur représentative des fruits, mais aux fruits eux-mêmes.

Enfin, et pour épuiser cette étude rapide sur ce point, faut-il considérer comme fruits les produits du bétail, de la basse-cour ou ce bétail lui-même. La négative n'est pas douteuse. En effet, le bien de famille est essentiellement immobilier et ce sont les produits de l'immeuble qui peuvent en être considérés comme les fruits. Il est donc impossible de donner ce caractère à ce genre de bénéfices agricoles, encore qu'il fasse partie intégrante de l'exploitation et qu'il soit quelquefois une des principales sources de profit.

Cette question des fruits étant bien déterminée, et connaissant la différence qui existe à ce sujet entre les deux projets que nous étudions, il importe maintenant, pour avoir une vue d'ensemble, de comparer la différence de traitement accordée aux créanciers qui paraissent avoir droit à une bienveillance spéciale. Nous avons vu qu'en matière d'impôts les deux textes s'accordent en ce sens que les fruits seuls sont saisissables. La même communauté de vue se rencontre pour les créanciers privilégiés en vertu de l'article 2103-4° du Code civil.

Là les fruits et le fonds sont saisissables, mais le projet du gouvernement est un peu moins libéral que l'autre, en n'accordant cette faveur que dans la mesure et sous les conditions prévues par cet article, tandis que la commission permet de saisir sans restrictions.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles, ils paraissent avoir été oubliés dans le projet du gouvernement, mais cela ne présente guère d'inconvénients, l'insaisissabilité mobilière n'existant pas ici.

Une autre différence, qui n'a pas grand intérêt, consiste dans le droit de saisie accordé complètement pour les délits et quasi-délits dans le texte présenté par M. Ruau et restreint aux fruits par la commission.

Mais les deux points qui distinguent le projet du gouvernement c'est l'exception créée en faveur des fournitures de subsistances et celle qui vise les obligations contractées à l'occasion de l'exploitation rurale. Les actes auxquels elles se rapportent sont d'une fréquence

extrême, et un grand nombre des humbles que notre loi concerne ne font pas d'autres contrats. C'est donc une brèche considérable apportée au principe ; elle se justifie pleinement par l'avantage qu'y trouvera le propriétaire du bien qui aura ainsi les plus grandes facilités d'agir et conservera son crédit pour des actes indispensables à sa profession. Le projet de loi adopté ne fait pas ces concessions, il maintient son principe avec plus de rigueur, ne prend pas garde à la gêne qui pourra en résulter pour celui qu'il veut protéger. Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser de ces deux attitudes.

Puisque nous en sommes au chapitre des exceptions, qu'il nous soit permis d'en demander une autre. Il existe une loi excellente dans son esprit et dans son but, c'est la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. Cette loi n'est malheureusement pas appliquée ; il nous souvient personnellement de nous être vu rire au nez par des officiers ministériels à qui nous propositions de nous en servir en faveur d'un débiteur. Une des raisons de cet état de choses réside selon nous dans ce fait que le gage étant entre les mains du débiteur et souvent le seul bien avantageusement saisissable, le créancier n'a plus aucune satisfaction pécuniaire en cas de détournement. Il y a bien des sanctions pénales qu'il peut requérir, mais qu'importe au porteur de warrant de voir le débiteur passer en police correctionnelle ; une seule chose l'intéresse, c'est son remboursement. Bien plus, l'emprunteur peut escompter la bonté de son créancier,

celui-ci peut craindre le jugement de l'opinion publique qui ne manquera pas de lui être défavorable en le voyant exercer ses rigueurs, et la crainte du châtement apparaît considérablement diminuée aux yeux de celui qui peut l'encourir ; c'est en somme à l'heure actuelle une voie dangereuse où le prêteur a de justes raisons de craindre de s'engager.

On pourrait tenter de donner à cette loi, dont il n'appartient pas ici d'énumérer les avantages théoriques, une sanction pécuniaire à laquelle les intéressés seraient beaucoup plus sensibles qu'à toute autre, dans le cas où le débiteur serait à la tête d'un bien de famille ; ce serait de déclarer ce bien saisissable dans le cas de l'article 13 de la loi du 18 juillet 1898.

Ainsi, dans ce cas tout au moins, la loi sur les warrants serait d'un plus grand intérêt pratique, et ce fait deviendrait particulièrement appréciable pour le cultivateur qui aura vu son crédit considérablement diminué par suite de la soumission de son patrimoine au régime qui nous occupe. Mais si justes que paraissent nos réflexions, il serait avant tout intéressant de pouvoir prédire si la loi sur le bien de famille n'aura pas le même sort que la loi sur les warrants agricoles, et si ce n'est pas vouloir sauver une loi de l'oubli et de l'indifférence par une autre à laquelle le même sort serait réservé !

Maintenant que nous connaissons l'insaisissabilité du bien de famille dans les projets de loi, jetons un regard sur la législation qui, sur l'autre continent, régit sur ce

point le homestead. Bureau a résumé cette question dans la formule suivante : « Le bénéfice du homestead peut être invoqué contre tout créancier chirographaire sans égard à la date de son titre, à moins que la dette n'ait précisément pour cause directe l'acquisition du homestead ou d'une de ses parties (1). »

La lecture de ces lignes nous fait apercevoir d'abord que les créanciers chirographaires seuls sont en cause, ce qui implique qu'un *homestead*, à la différence d'un bien de famille, peut être hypothéqué, et que l'existence même de ces hypothèques n'empêche aucunement la constitution du bien.

La seconde chose qui nous frappe, c'est cette mesure draconienne qui enveloppe dans un même ostracisme les créanciers antérieurs et les créanciers postérieurs. Elle est basée sur cette considération juridique déjà signalée que *la constitution du homestead entraîne le transport de la propriété du bien à une personne fictive qui s'appelle la famille*, et que cette conséquence à l'égard des créanciers antérieurs doit être assimilée à une donation du propriétaire. L'action paulienne est donc le seul recours ; est-il besoin de dire qu'en Amérique, plus que partout ailleurs, ce recours est absolument illusoire.

Quelque ingénieuse et favorable au but poursuivi que puisse être la fiction américaine, il semble évident que le législateur français n'a point voulu l'instaurer dans

(1) V. Bureau, *op. cit.*

notre droit en réservant les intérêts des créanciers qui ont traité avant la fondation du bien de famille. C'est une mesure plus douce dont il faut se féliciter, et c'est une justice à rendre aux auteurs des projets d'avoir senti qu'une solution conforme aux règles américaines aurait froissé tous les sentiments d'équité et de loyauté qui sont le fond de l'âme française.

Des exceptions, du reste, ont été introduites, en Amérique comme en France, à la rigueur des principes. Nous venons de voir que le vendeur du bien conservait ses garanties ordinaires ; ceux qui ont fait des travaux d'amélioration, les domestiques et les ouvriers pour six mois de salaire, en général, les fournisseurs d'aliments, les médecins ne peuvent se voir opposer le bénéfice d'insaisissabilité. Des lois postérieures ont également autorisé la saisie pour le payement des impôts ; la plupart de ces exceptions se retrouvent, nous l'avons vu, dans les textes français.

II. — *Hypothèque.*

Dans tout ce qui précède, on remarquera que nous n'avons fait que glisser sur la question de l'hypothèque. Nous avons, à propos de l'insaisissabilité, fait connaître les droits des créanciers hypothécaires antérieurs à la constitution, mais nous avons soigneusement évité jusqu'ici d'envisager quel sort était réservé à l'hypothèque par la loi qui nous occupe. C'est que, dans une matière aussi complexe et vu l'importance que les pro-

moteurs de l'institution du bien de famille attachent à ce genre d'obligation, il nous a paru préférable, dans une intention de clarté plus grande, d'accorder à cette question l'honneur d'une discussion spéciale et séparée, de manière à bien mettre en relief les dispositions qui la concernent et qui, dans l'esprit d'un grand nombre, sont celles qui militent le plus pour décider en faveur de la loi.

En effet, nous allons voir que l'institution du bien de famille est en quelque sorte la revanche des adversaires de l'hypothèque. Les partisans du régime que nous étudions n'ont pas de critiques assez acerbes à son égard, d'accusations assez malveillantes, d'épithètes assez indignées, aussi s'emparent-ils avec bonheur de cette loi nouvelle pour exhaler leurs plaintes et mettre leurs théories en pratique.

Nous examinerons plus tard le bien-fondé de cette opinion ou la part de justesse qu'elle renferme, nous nous bornerons pour le moment à constater que leurs vœux ont été exaucés et que les projets de loi que nous avons entrepris de commenter interdisent d'hypothéquer le bien de famille.

Il est curieux de remarquer que ce point, qui apparaît comme capital au législateur français, est en contradiction absolue avec la législation du homestead qui, nous l'avons vu, a servi de point de départ à notre réforme. Le droit américain, si dur pour les créanciers, autorise l'hypothèque, il ne connaissait pas sans doute les incon-

vénients que l'on devait découvrir par la suite en France, à propos de cette tolérance ; seuls le Texas et l'Arkansas se séparent de la théorie générale en défendant d'hypothéquer le homestead.

Il paraîtra intéressant de s'arrêter un instant sur cette divergence entre le sentiment américain et le sentiment français. Une raison qui tout d'abord a son importance, c'est la différence de vues qui inspire les deux réformes, tandis qu'en France un des buts recherchés est de conserver le plus possible les cadres de la propriété et d'arriver, sinon à l'immobiliser, du moins à la rendre moins mobile, d'empêcher le déplacement de la famille, parce que le Français étant d'humeur absolument sédentaire, ce déplacement entraîne souvent la dispersion de ses membres, en Amérique aucune de ces préoccupations n'existe et cette considération ne pouvait justifier l'interdiction de cette faculté. En second lieu, le propriétaire américain, et surtout celui de l'ouest qui, d'après Bureau, est à peu près le seul à se servir de l'institution, se sert de la propriété immobilière non pas simplement pour qu'elle le fasse vivre, mais encore pour qu'elle l'enrichisse. Il l'exploite, la défriche, la colonise pour lui donner une plus grande valeur ; dans sa pensée, il doit revendre son bien plus cher qu'il ne l'a acheté, et, par suite, plus grand sera ce bien, plus grand sera son enrichissement. Emprunter sur hypothèque pour étendre sa base d'opérations est pour lui un moyen fort avantageux et dont il use large-

ment ; il le sait si bien que Bureau a soin de nous dire qu'un député hostile à ce genre d'engagement eût été incapable de recueillir même une honorable minorité en temps d'élections. C'est par le crédit le plus large que l'Américain entreprend d'arriver à la fortune. Aucune de ces conditions ne se retrouve encore en France, la fortune immobilière y a une valeur à peu près constante dont le cours ne se modifie que lentement, et les revenus qu'elle procure servent bien plus à permettre de vivre à celui qui les recueille qu'à accroître ses capitaux.

Enfin une considération juridique vient à l'appui de cette solution. Le homestead est toujours aliénable en se conformant aux conditions d'autorisation de la part de la femme, que nous verrons plus loin, l'hypothèque, n'étant qu'une aliénation anticipée et éventuelle doit, être autorisée dans les mêmes conditions. Le homestead n'est pas indisponible, il appartient à la famille qui peut en disposer comme elle l'entend. Cette fiction juridique ne pouvant être introduite dans la théorie du bien de famille, il faut s'en tenir aux prohibitions édictées sans y voir autre chose qu'une exception au droit commun, une diminution de capacité pour le propriétaire qui va se trouver en présence d'une interdiction qui pourra lui faire regretter parfois de s'être soumis à un régime qu'il croyait être un régime de faveur.

Si l'interdiction de l'hypothèque est générale dans les deux projets de loi, comme du reste dans les propo-

sitions qui les ont précédés, le principe se trouve considérablement atténué dans le projet du gouvernement. En effet, l'article 12 autorise l'établissement de privilèges ou d'hypothèques en faveur des personnes dont la créance provient d'améliorations faites à l'immeuble ou d'engagements à propos de l'exploitation agricole ou de la profession du constituant ; en d'autres termes, le privilège et l'hypothèque sont autorisés en faveur des créanciers prévus aux paragraphes 3 et 4 de l'article 11.

Si l'on se rappelle l'importance et l'étendue d'application qui appartient au paragraphe 4 et que nous avons signalée déjà en examinant ce texte, il apparaît avec une évidence sur laquelle il est inutile d'insister, combien l'interdiction de l'hypothèque va avoir pratiquement peu d'importance. Car, quel est le modeste propriétaire qui s'engage autrement qu'à l'occasion de sa profession et qui trouverait prêteur s'il en était autrement ? On peut supposer, certes, des cas où le prêteur ne pourra pas invoquer l'article 12, il n'en reste pas moins que ce sera là un fait infiniment rare et que les débiteurs de cette nature ne seront pas toujours les plus intéressants. Il n'est pas exagéré de dire que pratiquement l'interdiction de l'article 12 est annihilée dans sa plus grande mesure par l'exception qu'il introduit ; c'est toute la loi qui, déjà largement entamée par les exceptions de l'article 11, s'effondre en n'interdisant même pas l'hypothèque ! Loin de nous la pensée de critiquer les exceptions que nous avons mentionnées, elles étaient

inspirées par le désir de gêner le moins possible dans ses mouvements le propriétaire du bien de famille, de ne pas lui couper les ailes dans des contrats inévitables en lui ôtant tout crédit, de maintenir la sanction de sa responsabilité civile dans les dommages qu'il cause à autrui ; mais ajouter encore à cela le droit d'hypothéquer dans les cas que nous venons d'indiquer, cela ne se comprend plus dans une loi comme celle que nous étudions. La chose est d'autant plus surprenante, que les créanciers qui peuvent hypothéquer ont déjà, en tout état de cause, action sur le bien de famille, et que leur garantie est d'autant plus grande que, bien qu'ils puissent être nombreux, ils ont cet avantage d'écarter tous ceux qui ne sont pas compris dans les exceptions à l'insaisissabilité.

On est même en droit de craindre que la tolérance de l'article 12 ne soit de nature à développer les contrats hypothécaires, car en présence de la situation spéciale du débiteur, le créancier sera plus défiant et porté à exiger des sûretés plus grandes.

La rédaction du paragraphe 4 ne permet pas de restreindre le droit de saisie aux seules personnes qui ont fourni les ensemencements, bestiaux, etc., ou qui ont effectué les améliorations agricoles, le prêteur de deniers en vue de ces contrats peut, selon nous, prétendre aux mêmes prérogatives, les termes de « sommes dues » employés dans le texte étant d'une extrême généralité. Et alors nous nous trouvons en présence de cette alter-

native : faut-il que l'acte constitutif d'hypothèque mentionne que l'emprunt est fait pour une des causes autorisées par la loi et le prêteur est-il responsable de l'emploi des fonds ? Si la mention suffit, la place la plus large est laissée à la fraude, si le prêteur est responsable de l'emploi des fonds, qui donc prêtera ?

Revenons au principe général, qui est le même dans tous les projets. Le bien de famille ne peut être hypothéqué, et examinons quel sort est réservé aux hypothèques intervenant malgré la défense exprimée.

Nous savons déjà que les inscriptions prises antérieurement à la constitution sont un obstacle à la fondation projetée, sauf, dans le projet du gouvernement, les hypothèques légales qui conservent tous leurs effets ; nous n'avons donc pas à nous occuper de cette catégorie.

Supposons d'abord le cas d'une hypothèque judiciaire ou d'une hypothèque légale que l'on veut inscrire après la constitution. Ce sont là des hypothèques générales qui frappent les immeubles présents et à venir du débiteur, on peut les faire inscrire en tout état de cause, alors même qu'il serait constant que le débiteur n'a aucun immeuble saisissable. Il est donc impossible d'empêcher une telle inscription, puisqu'elle ne porte pas sur des biens déterminés, alors même que tout l'avoir de l'obligé serait son bien de famille. Il va sans dire que l'hypothèque en question n'a pas d'effet à l'égard de ce bien tant qu'il conserve sa qualité ; mais ce qu'il importe de noter, c'est que le jour où il la perdra,

l'hypothèque l'atteindra immédiatement. De sorte que son effet est suspendu, et non annihilé, et qu'il a pour résultat d'attribuer un droit de préférence aux créanciers de cette nature. C'est du reste ce qu'exprime l'article 4, § 3, du projet du gouvernement. Ce texte qui ne fait que parler de l'hypothèque légale, n'est qu'une application naturelle des principes, et la solution qu'il donne nous semble indiscutablement convenir aussi à l'hypothèque judiciaire.

La question est plus délicate en ce qui concerne l'hypothèque conventionnelle ; si elle est formellement interdite, il s'agit de savoir quelles sont les conséquences et quelles sont les sanctions d'une telle prohibition.

Pour connaître le sort qui est réservé à un semblable engagement, il peut être intéressant de savoir si cette condition spéciale est attachée au bien ou à la capacité du constituant. Si nous nous en référons au droit commun, nous remarquons que la capacité d'hypothéquer va de pair avec celle d'aliéner, de sorte qu'en l'absence de ce texte, le fondateur pourrait hypothéquer le bien de famille, sauf à se pourvoir des autorisations édictées. Mais nous avons vu que l'hypothèque est formellement interdite, et alors si la défense tient à l'incapacité du propriétaire, nous nous trouvons en présence de cette situation véritablement curieuse d'une exception unique en ce genre à l'article 2124 du Code civil. Nous disons « unique en ce genre » car une exception inverse se rencontre à propos de la clause d'ameublement.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur l'hypothèque, il est certain qu'on l'a considérée jusqu'ici comme un acte de disposition ne présentant pas plus de gravité que l'aliénation, et par conséquent n'exigeant pas une capacité plus étendue. Nous hésitons à considérer la loi sur le bien de famille comme se séparant sur ce point de la théorie générale, et nous aimons mieux auparavant examiner si on ne pourrait pas rapporter au bien et non aux personnes l'interdiction qui nous occupe. Un rapprochement séduisant se présente entre le bien de famille et l'immeuble dotal qui, lui non plus, ne peut être hypothéqué. La majorité des auteurs estime que cette prohibition corollaire de l'inaliénabilité, dérive d'une incapacité personnelle à la femme que l'on a voulu protéger contre sa propre faiblesse, et les abus de l'influence maritale. Une considération semblable doit-elle être admise en ce qui concerne le bien de famille ? A-t-on voulu protéger le propriétaire contre ses propres entraînements, lui interdire certains actes dangereux dont il n'est pas à même d'apprécier les conséquences, lui procurer en quelque sorte une seconde tutelle, plus large sans doute, mais où il n'aura pas une liberté d'action aussi grande que sous l'empire du droit commun ?

Cette manière de voir a été souvent attribuée à l'institution qui fait l'objet de notre étude, et a été pour les adversaires de l'innovation une arme précieuse. Ils ont exploité l'injure faite aux constituant de le considérer

comme incapable et se sont élevés contre une pareille insinuation. Leurs griefs seraient fondés si nous adoptions une théorie semblable à celle qui est admise pour l'immeuble dotal, mais, bien que le doute puisse être permis, nous aimons mieux rattacher l'interdiction d'hypothéquer à une condition relative à l'immeuble. En effet, quel est le but de la loi, son objet constant, sinon le désir d'éviter la saisie ? C'est l'horreur de la saisie qui l'inspire tout entière, c'est en présence des ravages qu'elle cause chaque année que l'on propose une loi protégeant le petit domaine familial, on crée un bien de famille insaisissable, on déclare qu'il ne peut être hypothèque, et cela parce qu'il ne peut être saisi. Tout le lien est là selon nous, l'hypothèque n'a de valeur que par le droit qu'elle donne de saisir, on ne peut déclarer l'insaisissabilité et maintenir l'hypothèque. Et si l'aliénation volontaire est permise, comme nous le verrons plus loin, cela ne doit pas nous surprendre, car elle n'a rien à voir avec la saisie.

Ici peut se dresser une objection qui paraît embarrassante au premier abord. Si l'interdiction de l'hypothèque est la conséquence de l'insaisissabilité, comment se fait-il que le homestead insaisissable lui aussi puisse être hypothéqué ? Cette opposition troublante entre les deux législations trouve une explication bien naturelle. Le homestead n'est insaisissable que par suite de la donation supposée faite par le fondateur à la famille, c'est parce que les créanciers n'ont pas d'action contre

cette personne fictive qu'ils ne peuvent saisir ; l'insaisissabilité n'est ici qu'une conséquence naturelle des principes généraux, et c'est pour cela que les créanciers antérieurs sont désarmés ; mais il n'est pas indisponible, on suppose la famille valablement représentée par le mari et la femme qui peuvent procéder à son aliénation et partant à son hypothèque. Cette différence de régime est la meilleure preuve que la même fiction ne peut être admise pour le bien de famille, la propriété réside toujours dans les mêmes mains, mais par exception au droit commun, elle est simplement soustraite au gage des créanciers et n'est pas susceptible d'être affectée à ce gage. En un mot, le homestead n'est insaisissable que par contre-coup, par application des principes à une fiction établie par la loi ; *le bien de famille* est, au contraire, *insaisissable par essence*, parce que la loi en a ainsi décidé.

Nous trouvons de cette théorie une application exemplaire dans le projet du gouvernement. Il s'agit de combiner l'insaisissabilité du bien avec l'intérêt des créanciers antérieurs aux garanties générales desquels on ne veut pas porter atteinte indirectement. Aussi la loi décide-t-elle que le constituant devra préalablement donner satisfaction à tous ceux qui feront opposition ; les autres, par leur inaction, étant censés renoncer au gage que représente l'immeuble. Aucune menace de saisie n'existe plus désormais, l'insaisissabilité est réalisée.

Ce système est, il est vrai, infirmé dans une certaine mesure par le projet de la commission, qui autorise les créanciers antérieurs à saisir le bien de famille, le cas échéant. Peut-être les inconvénients que nous avons signalés dans l'autre projet ont-ils motivé cette décision dont les avantages pratiques sont incontestables, la rigueur des principes dût-elle en souffrir ; mais ce qui est très significatif, ce qui donne à notre thèse tendant à soutenir que l'interdiction d'hypothèque est une condition qui affecte le bien et non la capacité du fondateur, un appui d'un poids énorme, c'est la disposition commune aux deux projets relative aux hypothèques existant avant la constitution.

Les créanciers qui en sont pourvus ne peuvent plus les faire inscrire quand l'immeuble a pris définitivement qualité de bien de famille. Si l'on rattachait cette mesure à une question de capacité, on se trouverait dans un bien grand embarras, car la constitution d'hypothèque étant donnée par une personne alors capable, le contrat doit produire tous ses effets, une incapacité postérieure ne pouvant lui être opposée, aussi, pour trouver une raison juridique dans ce cas, on est conduit invinciblement à conclure que l'hypothèque n'a plus d'effet parce que le bien, étant devenu insaisissable, n'est plus susceptible d'hypothèque.

Un autre argument en ce sens peut être tiré de l'article 5 *in fine* du projet de la commission. « Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de

famille. A-t-on jamais vu qu'un incapable ait eu le droit de renoncer à son incapacité ? Ainsi entendue, cette phrase n'a pas de sens ; pour lui en donner un, il faut décider que la loi a voulu dire qu'un propriétaire ne pouvait constituer un bien de famille et renoncer en même temps ou par la suite à lui reconnaître la qualité d'insaisissable ou à s'en prévaloir, parce que cette qualité est inhérente au bien.

Cette manière de voir va nous être utile pour savoir quel est le sort réservé aux hypothèques consenties sur un bien de famille. Assurément, il n'est pas question de leur donner quelque efficacité tant que le bien conserve sa qualité, mais il peut la perdre ; il arrivera certainement un jour où il tombera sous l'empire du droit commun, et il s'agit de savoir si l'effet de l'hypothèque, paralysé jusqu'alors peut se produire à ce moment.

Nous estimons qu'une hypothèque consentie sur un bien de famille est non seulement nulle, mais inexistante parce que les deux qualités de bien hypothéqué et de bien insaisissable s'excluent ; le bien n'étant plus susceptible d'hypothèque, celle-ci n'a pas plus d'effet que s'il s'agissait d'une valeur mobilière.

On ne peut, en prévision du moment où le bien deviendra insaisissable, exciper de l'article 2.125 du Code civil, car ce texte vise une question de propriété sur un immeuble susceptible d'hypothèque ce qui n'est pas le cas. Par contre nous inclinons à penser que l'hypothèque des biens à venir, dans les conditions et dans la me-

sure où elle est autorisée par les articles 2130 et 2131 du Code civil, intéresse l'immeuble qui fait l'objet de la constitution. Assurément on ne peut invoquer ici qu'un argument d'analogie, car le Code n'a pu prévoir une situation que nous rencontrons pour la première fois ; mais si, pour le propriétaire le bien de famille est véritablement un bien présent, pour les créanciers, il ne constitue qu'un gage possible et éventuel.

Nous admettrons une solution un peu différente pour les hypothèques antérieures à la constitution et non inscrites ; nous leur refusons tout effet pendant que le bien est soumis à la constitution et nous sommes même d'avis qu'elles ne peuvent être inscrites tant qu'il en est ainsi ; mais si le bien revient à sa condition première, l'inscription pourra être faite sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité. En effet, à la différence des hypothèques postérieures, celle-ci était valable au moment du contrat, le changement de régime a fait obstacle à l'inscription, mais cet obstacle disparu le contrat reprend son efficacité. La constitution n'a pas anéanti le droit réel conféré, mais le créancier négligent s'est trouvé en face d'une situation nouvelle qui prime ses prétentions. Cet empêchement venant à cesser, il recouvre l'exercice de son droit, paralysé jusqu'alors ; et cette incompatibilité est censée n'avoir jamais existé parce que l'on n'a pas à tenir compte des événements qui surviennent et disparaissent entre le jour de l'engagement et celui de l'exécution.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à faire remarquer la situation avantageuse qui résulte de cet exposé, pour les créanciers munis d'une hypothèque légale ou judiciaire. Ils primeront tous les autres, car ils peuvent opérer l'inscription avant la désaffectation du bien. Cette observation a été déjà faite par les juristes qui se sont occupés de l'hypothèque des biens à venir et a soulevé de nombreuses protestations. Il n'est pas du domaine de cette étude de nous en faire l'écho et nous nous bornerons à signaler ce fait, en insistant sur ce point que les créanciers ne peuvent non seulement hypothéquer et saisir le bien de famille, mais qu'ils n'ont de meilleure ressource pour prendre rang dans le cas où l'insaisissabilité disparaîtrait que l'hypothèque judiciaire.

CHAPITRE V

EXAMEN PARTICULIER DES PROJETS DE LOI SUR LE BIEN DE FAMILLE (*fin*).

Aliénabilité. — Renonciation. — Mort du constituant. Appréciation des deux projets de loi.

I. — *Aliénabilité.*

Nous avons dit que le régime auquel était soumis le bien de famille présentait deux particularités : l'insaisissabilité et une aliénabilité restreinte. Nous venons d'examiner la première, il ne nous reste plus qu'à parler de la seconde.

Le projet de la commission traite la question dans l'article 7, le principe général est l'aliénabilité : « Le propriétaire peut aliéner le bien de famille ». Mais aussitôt interviennent deux restrictions. Est-il marié ? Il lui faut l'autorisation de sa femme. Est-il veuf ou divorcé ? Il lui faut l'autorisation de justice.

Avant d'entrer dans la critique de l'autorisation exigée par ce texte, condition que nous retrouverons dans le projet du gouvernement, ces mots « le propriétaire » par lesquels débute notre article doivent nous inspirer deux réflexions.

A première vue ils semblent s'appliquer à toute personne propriétaire, comme « le Français » au début de l'article 1^{er} à toute personne ayant cette qualité et cela quel que soit son sexe. La loi statuant *de eo quod plerumque fit*, a employé le masculin pour avoir un texte concis. Cependant la lecture de la fin de l'article 7, permet un léger doute sur ce point, car parlant toujours de ce propriétaire, il exige de lui l'autorisation de sa femme. Il semble bien qu'ici le mot propriétaire ne peut s'appliquer qu'à un homme, sans quoi il eût fallu parler de son conjoint et non de sa femme.

Il est certain qu'un esprit pointilleux pourrait soutenir en rapprochant l'article 7 et l'article 1^{er} qu'un homme seul a le droit de constituer un bien de famille, arguant au besoin du caractère exceptionnel et partant restrictif de notre institution.

Nous ne croyons pas cependant devoir nous arrêter à cette apparence ; sans nul doute le législateur a voulu admettre la femme aussi bien que l'homme au bénéfice de la loi pour cette raison bien simple que nous ne voyons pas pourquoi il en serait autrement ; que si telle eût été son intention, il n'eût pas manqué de le dire et que d'une manière générale la femme a les mêmes droits que l'homme au point de vue civil.

Il est plus vraisemblable de penser que la constitution d'un bien de famille par la femme est restée en dehors des prévisions des membres de la commission et pour connaître à quelles conditions la femme peut ef-

fectuer l'aliénation du bien, il faut s'en rapporter aux principes généraux comme nous l'avons décidé en parlant de la constitution.

La seconde remarque que suggère la rédaction de l'article 7 vise la question de propriété du bien de famille. Nous avons plusieurs fois soutenu, au cours de cette étude, en commentant certains textes, que la loi française, à la différence de la loi sur le homestead, n'établissait aucun transport de propriété. Le fondateur conserve sur le bien les mêmes droits avant et après la constitution, sa capacité d'aliéner est sans doute restreinte dans certains cas, comme nous le verrons tout à l'heure, mais son droit de propriété demeure entier et tout aussi exclusif. L'article 7, en parlant du propriétaire, ne laisse pas la moindre possibilité d'une hésitation sur ce point.

Le projet du gouvernement est à la vérité moins catégorique, les conditions qu'il établit relativement à l'aliénation permettraient de se demander si la famille n'obtient pas un droit de copropriété sur le bien. Mais cette théorie, qui n'aurait au surplus qu'une base incertaine, est combattue par des considérations d'un autre ordre que nous avons développées plus haut à propos de l'insaisissabilité et de l'interdiction de l'hypothèque.

Que dit donc le projet du Gouvernement ? Il oblige le mari qui a fait la constitution sur ses biens personnels ou sur ceux de la communauté à se munir du consentement de sa femme pour l'aliénation ; le conjoint veuf,

séparé ou divorcé ayant des enfants mineurs, qui a constitué un bien personnel, ne peut l'aliéner sans autorisation de justice.

Les deux projets ont donc adopté pour l'aliénation des règles à peu près semblables ? Toutefois la lecture des textes permet de reconnaître que le projet du gouvernement est beaucoup plus précis. Il consacre un article à chaque hypothèse et l'on peut dire que c'est grâce à lui que le projet de la commission devient facilement intelligible. En effet, celui-ci ne dit pas positivement que l'autorisation de justice doit être accordée à la personne ayant des mineurs issus du mariage, et veuve, divorcée ou séparée, mais tout simplement ayant des mineurs, ce qui pourrait s'entendre aussi bien de l'époux encore marié ayant des mineurs et surtout du père ou de la mère naturel. Enfin le cas de la séparation de corps n'est pas prévu ; à s'en tenir aux termes stricts de la loi, le propriétaire séparé étant encore marié devrait obtenir l'autorisation de sa femme, mais le bon sens proteste contre une pareille démarche et nous verrons par la suite que l'autorisation de justice est ici nécessaire.

Cette critique de rédaction étant faite, ayant fait observer en outre pour être complet que c'est le juge de paix dans le projet du gouvernement, le juge de première instance dans l'autre, qui doit donner l'autorisation, il s'agit maintenant d'apprécier la nature et les mérites des dispositions dont nous venons de parler.

L'autorisation de la femme exigée pour le mari qui veut aliéner un bien de famille sur lequel, suivant le droit commun, il a un pouvoir de disposition absolu, n'est autre chose qu'une incapacité nouvelle établie par la loi. Elle ne tient aucunement à la nature du bien qui est par lui-même aliénable, mais elle frappe le fondateur en sa qualité d'homme marié. C'est une incapacité limitée et spéciale, identique à celle de la femme mariée. Le fondement n'est peut-être pas le même. Tandis que l'autorisation maritale a pour but d'assurer l'unité de vues dans la direction de la fortune des époux, d'affirmer l'autorité naturelle du mari sur la femme, de le considérer comme plus capable de discerner les avantages ou les inconvénients de l'acte dont il s'agit, de protéger, suivant quelques-uns, la femme contre sa faiblesse ou ses entraînements, au contraire l'autorisation féminine, car c'est bien le mot qui convient à la situation, est destinée, dit l'exposé des motifs du projet du gouvernement reflétant en cela l'opinion générale des promoteurs de l'institution, à mettre une limite au droit absolu du mari de dissiper ses biens personnels et ceux de la communauté. Ainsi l'autorisation maritale dérivant principalement d'un motif d'unité de direction n'a rien de blessant pour la femme, au contraire, il est impossible de ne pas voir immédiatement le caractère injurieux pour le mari de l'autorisation féminine. Que cette accusation soit fondée dans des cas trop nombreux, nous l'admettons volontiers, mais que ces cas

soient d'une fréquence suffisante pour justifier cette mesure, nous le contestons énergiquement. Et d'ailleurs, s'il en est ainsi, la limitation de cette protection au seul bien de famille nous semble sans aucune base solide ; car la constitution étant par elle-même un acte de prévoyance, le mari très imprévoyant, celui contre lequel il y a le plus grand intérêt à protéger la famille, ce mari-là ne constituera jamais !

On serait étonné à bon droit qu'une idée aussi originale ait pu germer et prévaloir si la législation du homestead ne venait nous donner la clef de l'énigme. Le homestead, comme le bien de famille, est aliénable, mais étant censé appartenir à la famille, il a paru rationnel d'exiger pour son aliénation le concours des deux personnes qui en sont les représentants autorisés, c'est-à-dire du mari et de la femme. Ce qu'il faut remarquer, car c'est là le point capital, c'est qu'il n'y a aucune autorisation de part ni d'autre dans le homestead, mais simplement de la part des époux consentement simultané en vertu de droits égaux, à titre de copropriétaires. En traversant l'Atlantique la fiction de la famille a disparu et le concours s'est changé en consentement ; il serait méchant de dire que c'est presque un naufrage !

Cette altération de l'idée qui préside à la conception du homestead nous amène ainsi à un renversement complet des règles de l'autorité maritale, le mari n'est plus le chef. Les deux époux, explique le projet du gouvernement, sont sur un pied d'égalité absolue.

Si cette situation est en ce qui concerne notre loi simplement choquante, et n'a d'autre importance pratique que d'apporter à la validité de l'acte une condition de plus dont les avantages escomptés seront vraisemblablement des plus minimes, elle présente une gravité singulière au point de vue doctrinal en instaurant une règle en opposition absolue avec les principes admis jusqu'à ce jour. Ce principe de l'autorité maritale qui paraissait intangible est maintenant entamé, et cette brèche, si légère soit-elle, est une porte d'entrée, un défaut à la cuirasse, qui permet d'élargir le cercle des exceptions. Elle constitue un précédent, et l'argument qu'on en peut tirer n'est pas niable, puisque pour justifier précisément le caractère exceptionnel de leur loi, les partisans du bien de famille mettent en avant toutes les exceptions de fait ou de droit, bonnes ou mauvaises, à l'insaisissabilité. Qui pourra désormais prédire où l'on s'arrêtera dans cette voie, surtout en présence des tendances féministes qu'il ne nous appartient pas d'apprécier ici, mais dont le développement actuel est incontestable, et qui seront sans doute un auxiliaire puissant aux tentatives destinées à donner à la femme mariée une émancipation plus grande. Nous ne voulons pas préjuger le point de savoir si ces tendances sont fondées et désirables, mais nous voulons mettre en garde les esprits sur le danger qu'il peut y avoir à solutionner une question d'une telle importance, par une disposition de détail. Le problème a

besoin d'être abordé en face et nous ne croyons pas qu'il soit urgent de le résoudre.

Nous nous trouvons du reste dans la plus parfaite incohérence. Des deux caractères qui distinguent notre institution, l'une, l'insaisissabilité, découle de la nature même du bien ; l'autre, l'inaliénabilité restreinte découle de la capacité des personnes. L'hypothèque est interdite en vertu du premier caractère, mais nous avons vu qu'elle était permise, par exception dans le projet du gouvernement, et dans ce cas, le mari n'a pas besoin de l'autorisation de sa femme. Or l'article 2124 du Code civil dit formellement que les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent. Encore un principe méconnu !

De ce fait que les conditions relatives au pouvoir d'aliéner du mari affectent sa capacité, il résulte qu'un acte fait en violation de cette disposition, n'est pas radicalement nul, mais simplement annulable. Cette opinion est corroborée par l'exposé des motifs du projet du gouvernement, qui décide en outre que la femme pourra poursuivre l'annulation, la transcription dispensant de dommages-intérêts éventuels envers l'acquéreur. Bien que le projet de la commission ne s'explique pas à ce sujet, nous estimons qu'il doit en être de même sous le régime qu'il établit, car la situation est identique dans les deux cas et le projet du gouvernement, toujours consciencieux et minutieux, n'a fait qu'appliquer en la

circonstance les conséquences naturelles des principes. En effet, comme nous sommes à rebours du droit commun en matière d'autorisation et de capacité, il n'y a qu'à renverser les rôles pour pouvoir déterminer les droits et les moyens d'action du mari et de la femme, il faut supposer que la femme devient le mari et que le mari devient la femme, et attribuer à celle-ci tous les droits, toute la capacité appartenant d'ordinaire à son époux. C'est très original, mais c'est aussi rigoureusement juste ! Eh bien ! la femme pourra faire annuler l'aliénation effectuée sans son consentement, de la même façon que le mari peut agir au sujet d'une vente faite par sa femme non autorisée. C'est la confirmation de l'égalité absolue entre les deux époux que se propose notre loi.

Passons maintenant à l'autorisation de justice, elle a lieu quand le mariage est dissous et qu'il existe des enfants mineurs. Mais ici se pose une observation importante : dans le projet du gouvernement cette autorisation est nécessaire à la femme aussi bien qu'au mari, dans celui de la commission elle n'est exigée que pour le mari. Cela résulte de la simple lecture de l'article 7 où il est dit que le propriétaire devra dans un cas demander l'autorisation à sa femme, dans l'autre à la justice, ce qui ne peut évidemment s'entendre que du mari ou du père. Néanmoins, cette différence de traitement entre le père et la mère est tellement inconcevable que nous n'hésitons pas à dire que la lettre de l'article 7 est en

contradiction avec son esprit et que le législateur a certainement voulu maintenir l'égalité de position à l'égard des deux sexes ; la mauvaise rédaction qui aboutit, avec une interprétation judaïque, à cette énormité, lui a échappé. Il pourrait d'ailleurs en rejeter la responsabilité sur l'auteur du modèle qu'il a suivi, mais cette excuse ne servirait qu'à montrer la légèreté avec laquelle il a fait ses emprunts et l'absence de toute attention sur un sujet aussi délicat.

Nous supposerons donc corrigée cette erreur matérielle et nous nous demanderons pourquoi encore ici le pouvoir de disposition du propriétaire est entravé. Le rapprochement des deux genres d'autorisation va peut-être nous donner la clef de l'énigme. Les époux se doivent une autorisation réciproque, la femme parce qu'il en est toujours ainsi, le mari en vertu des textes que nous venons d'examiner ; viennent-ils à manquer, le juge intervient s'il existe des enfants mineurs.

Quel est le fondement de cette incapacité double qui frappe en tant que conjoint et en temps que père ? Quel droit peut motiver l'intervention de la femme ou du juge représentant l'intérêt des mineurs sur un bien qui ne leur appartient pas ? C'est l'intérêt de la famille. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point, l'intérêt de la famille est la cause de la restriction du droit d'aliéner ; mais il faut lui donner un motif d'intervenir et le seul plausible est que la constitution d'un bien de famille implique *obligation de la part du fondateur de le mettre à la dispo-*

sition de la famille dans l'intérêt de celle-ci. Ce principe qui peut être considéré comme l'essence même de la constitution dans le projet du gouvernement où il faut d'une manière générale être marié ou avoir des enfants à sa charge, n'est toutefois qu'accidentel dans celui de la commission où un célibataire a les mêmes droits.

Ainsi l'intérêt de la famille est le motif sur lequel doit se baser l'action en nullité dont nous avons parlé, et le bien-fondé de ce motif n'a pas besoin de démonstration, la loi suppose que la famille a toujours intérêt à conserver le bien plutôt qu'à l'aliéner. La garde de cet intérêt est confiée au conjoint durant le mariage et après sa dissolution au juge qui n'intervient que parce que la famille n'a pas d'autre représentant qualifié.

Ce caractère subsidiaire de l'autorisation du juge va nous permettre de résoudre certains cas qui sont restés en dehors des prévisions du législateur. Elle devra être exigée si la femme est absente ou interdite parce que la famille n'a plus son représentant naturel, et que cette circonstance ne saurait en aucune façon relever le mari de son incapacité, solution du reste, absolument conforme aux règles d'autorisation maritale. Il devra en être de même dans le projet de la commission qui ne s'est pas occupé de cette éventualité en cas de séparation de corps, s'il existe des enfants. Une démarche auprès de la femme serait humiliante pour le mari, mais cette considération morale ne serait pas suffisante, si les principes ne venaient confirmer notre solution. La sépara-

tion de corps rendant à la femme sa capacité, doit aussi la rendre au mari ; s'il n'y a pas de mineurs, le conjoint n'ayant plus de part à la société conjugale ne peut invoquer aucun intérêt personnel, et le constituant est libre de disposer du bien. Dans le cas contraire, le fondateur libéré de son incapacité conjugale, retombe dans l'incapacité paternelle et l'autorisation de justice lui est nécessaire.

Une question plus délicate est de savoir si l'autorisation de justice peut suppléer l'autorisation féminine en cas de refus prétendu injustifié de la femme. Nous ne croyons pas, encore que la solution contraire soit bien tentante, qu'il faille pousser aussi loin l'assimilation. Les textes qui s'occupent de l'autorisation de justice semblent bien, comme nous l'avons dit, ne l'accorder qu'en présence de l'impossibilité de recourir à une autre autorisation ; si la loi avait voulu qu'il en fût autrement, elle n'aurait pas manqué de le dire et, du reste, il ressort clairement des explications de ses rédacteurs qu'elle ne considère jamais comme regrettable, l'obstacle apporté à l'aliénation. Elle a fait sur ce point le minimum de concession nécessaire pour empêcher le bien d'être inaliénable, elle y a mis comme condition l'autorisation de la femme, elle n'a pas voulu être plus libérale en permettant au juge de contrecarrer son refus.

Si nous croyons interpréter ainsi fidèlement les intentions du législateur, nous sommes obligés de constater

que l'interdiction de cet appel au juge, contre le refus de la femme, est regrettable à la fois en pratique et en théorie. En pratique, parce que la femme moins au courant des affaires que le mari, d'une humeur plus sédentaire, est naturellement défiante et hostile en principe à tout engagement. S'il est de notoriété publique que la signature d'un paysan est malaisée à obtenir, combien il est plus difficile encore de décider une paysanne à apposer sa signature à un contrat. On aurait tort de se dissimuler que cet état d'esprit n'a pas échappé aux promoteurs de l'institution, au contraire, ils s'en sont réjouis et ont compté sur lui pour rendre les aliénations aussi rares que possible. Nous verrons plus tard jusqu'à quel point ils peuvent espérer que leurs vœux se réaliseront, bornons-nous simplement maintenant à faire remarquer que l'obstination de la femme procédant beaucoup plus de l'entêtement que de la réflexion, aura les plus grandes chances de tomber à faux et entravera des aliénations avantageuses que le juge aurait sans doute autorisées.

Mais c'est surtout au point de vue théorique que l'absence d'autorisation judiciaire en présence du refus de la femme est grave. En effet, l'autorisation maritale étant la règle en ce qui concerne son droit d'aliéner des immeubles, le législateur a trouvé inutile d'établir à son égard une condition qui existait déjà. Il ne s'est pas occupé d'elle, estimant que le droit commun suffisait ; or en vertu de l'article 219 du Code civil, la femme peut

s'adresser à la justice quand son mari refuse son autorisation. Voilà donc rompue cette égalité de situation que recherchait le législateur et elle est rompue au détriment du mari ! La femme a plus de droits que son mari ou tout au moins son autorité est plus grande puisque, seules, ses décisions sont sans appel.

On est en droit de penser que cette conséquence a échappé aux auteurs de la loi, mais il importe de la dénoncer, car si l'égalité conjugale, même partielle, consacre des principes nouveaux susceptibles de bouleverser de fond en comble notre droit matrimonial, l'infériorité maritale, si petite soit-elle, est un outrage à la raison et aux lois naturelles.

II. — *Renonciation.*

L'aliénation faisant sortir le bien de la famille implique par elle-même une renonciation aux avantages qui y sont attachés ; il semble par conséquent logique en vertu de la règle : « Qui peut le plus, peut le moins », de donner une égale facilité de renoncer purement et simplement à la constitution, sans aliéner pour cela.

Mais nous avons vu que la logique n'est pas la qualité dominante de notre loi, aussi ne faut-il pas trop s'étonner que la renonciation soit soumise à des règles beaucoup plus rigoureuses.

Elles sont si rigoureuses, en effet, que le projet de la commission l'interdit formellement. La matière est régie par le dernier alinéa de l'article 5 et par l'ar-

ticle 6, ainsi conçus : « Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille. L'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs. » Il est clair que cette défense relative à l'insaisissabilité est équivalente à celle de renoncer à la constitution, car c'est toute la loi, et un bien de famille qui ne serait plus insaisissable ne serait plus un bien de famille.

Le législateur a paru surtout guidé sur ce point par des raisons pratiques. Il a craint sans doute qu'à la première expérience, le fondateur ne sentit immédiatement toute la gêne qui allait résulter pour lui de ce nouvel état de choses; il l'a entrevu cherchant du crédit et voyant les personnes s'offrant à traiter avec lui exiger cette renonciation, et le propriétaire, ne sachant comment s'en tirer, abandonner le bénéfice de la constitution. Le propriétaire au-dessus de ses affaires, pouvant offrir d'autres éléments de garantie, n'aura jamais l'idée de renoncer, mais il est clair que notre loi n'est pas faite pour lui; constitué ou non en bien de famille son patrimoine est en sûreté, l'institution ne peut être à son égard qu'un instrument d'extrême prévoyance. Au contraire, si la fortune vient à changer, la constitution est pour lui une entrave, elle lui lie les bras; c'est au moment où elle doit, dans l'esprit du législateur, être efficace, que le bénéficiaire est tenté d'y renoncer.

Ainsi la renonciation n'a d'intérêt que pour ceux

qui veulent engager leur bien, il n'en est pas toujours ainsi de l'aliénation, et c'est sans doute ce qui a amené la commission à l'autoriser. Il n'en est pas moins vrai que cette mesure, tout en procédant d'observations fort justes est de nature à faire reculer bien des propriétaires peu soucieux de se soumettre indéfiniment à cette situation qui peut, le cas échéant, les empêcher de tenter une opération avantageuse et de profiter des circonstances.

Le gouvernement, soit qu'il ait vu ces inconvénients, soit qu'il ait été préoccupé de mettre un peu plus d'harmonie dans la loi, s'est montré plus large en soumettant la renonciation à l'autorisation de la femme dans les cas où elle doit consentir à l'aliénation, mais il se rencontre avec la commission pour l'interdire expressément au conjoint veuf, séparé ou divorcé ayant des mineurs.

Nous avouons ne pas bien comprendre pour quelles raisons la faculté de renoncer est octroyée dans un cas et refusée dans l'autre. L'exposé des motifs nous en donne une explication franchement mauvaise. Il nous dit qu'une aliénation suivie de remploi est seule avantageuse aux mineurs et qu'il n'y a pas lieu d'aller plus loin dans la voie des concessions. Soit ! mais alors, il doit en être de même du vivant de la femme !

Tout ceci nous montre l'absence de plan et de principe, le législateur ne sait pas bien jusqu'à quel point et pourquoi le fondateur est obligé de respecter la consti-

tution, il a peur d'être trop sévère, et s'il ne l'est pas assez, il ne restera plus rien de la loi ; apparemment il autorise et défend au petit bonheur ! L'autorisation de renoncer donnée par la femme au mari étant accordée en même temps que celle d'aliéner, les règles à suivre sont naturellement les mêmes dans les deux cas. Mais voici qui est beaucoup plus grave : la loi ne nous parle pas du droit de renonciation quand la constitution a été faite par la femme. Il s'agit donc de savoir si une femme mariée peut renoncer à la constitution et à quelles conditions.

Il est hors de doute, à notre avis, que la femme peut renoncer au bénéfice du bien de famille, car la loi ne défend nulle part cette renonciation en termes généraux et se borne à la prohiber dans des cas déterminés par les articles 13 et 14, d'où par argument *a contrario*, elle est permise dans les autres cas. Il serait du reste absurde qu'il en fût autrement et le bon sens indique clairement qu'il n'existe aucun motif pour adopter une solution contraire.

Ce qui fait plus de difficulté, c'est de savoir si la femme qui a constitué seule peut renoncer sans autorisation de son mari. A ne consulter que les principes généraux, l'affirmative devrait être admise, car la constitution étant un acte d'administration ; la femme à qui ce droit est réservé n'a jamais besoin en cela du consentement de son époux. Mais si l'on admet le principe que nous avons tâché de dégager en parlant de l'alié-

nation, à savoir que la constitution implique obligation de mettre le bien à la disposition de la famille, il en résulte qu'en vertu de cette affectation le mari doit donner son consentement à la renonciation. Grâce à cette théorie nous aboutissons à une solution raisonnable et conforme au désir d'égalité de situation entre les époux que se propose notre projet.

Que cette interdiction soit absolue comme dans le projet de la commission, ou mitigée comme dans celui du gouvernement, il existe un moyen indirect, d'éluider les prescriptions de la loi, c'est de ne plus habiter ou cultiver le bien. Cette condition défaillant, le bien retombe sous l'empire du droit commun. C'est une renonciation tacite qu'on ne saurait empêcher. Il est certain toutefois qu'elle ne sera guère pratique pour les personnes qui veulent simplement renoncer, il est rare qu'elles soient en mesure de déguerpir et de se débarrasser ainsi des liens dont elles voudraient s'affranchir.

III. — *Sort du bien de famille après la mort du constituant.*

On pourrait croire au premier abord que le bien de famille prend fin à la mort de son fondateur. C'est là une grave erreur. Les projets s'accordent tous à lui conserver cette qualité quand le défunt laisse une femme ou des enfants mineurs ; bien plus, ils établissent à ce sujet des dispositions spéciales que nous allons examiner.

Le projet de la commission est assez bref. Il dit d'abord dans l'article 6, que nous avons déjà reproduit, que l'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs. Dans quel sens faut-il entendre cette expression un peu vague « rester aux mains » ? Il ne peut s'agir ici de la propriété, car il n'arrive pas toujours que le conjoint devienne propriétaire des biens laissés par le *de cujus* et cela arrive même rarement quand il s'agit d'un propre ; il faudrait donc supposer que le législateur n'a entendu parler que des biens de la communauté revenant au survivant et de ceux de la femme constitués par le mari.

Cette limitation doit être repoussée ; en effet, on trouvera l'explication de cette disposition en revenant au principe qui préside à la constitution : l'affectation du bien à la famille. Cette affectation ne transfère pas de propriété ou de co-propriété, mais elle donne en quelque sorte un droit d'usage à la famille. Tant que cet usage pourra durer le bien conserve sa qualité, mais pour qu'il puisse avoir lieu, il faut que la famille conserve le bien entre ses mains ; plus spécialement en ce qui concerne le conjoint, il suffit qu'il ait dans la succession un droit qui lui permette simplement de continuer l'occupation, et le simple usufruit de l'article 767 du Code civil suffit alors ; la nue propriété seule dans ce cas sera saisissable. Cette manière de voir semble bien correspondre aux vues du législateur, ce qu'il dé-

sire c'est garantir la jouissance du bien aux époux, leur conserver un abri, un toit, un patrimoine qui seront une auvegarde pour leurs vieux jours ; en un mot les préserver de l'expulsion pendant leur vie. Ceci n'a d'intérêt que dans le cas où le *de cuius* ne laisse pas de mineurs ; en effet, dans ce dernier cas, ceux-ci deviennent propriétaires du bien et la loi les garantit contre l'insaisissabilité jusqu'à leur majorité. C'est toujours à titre de membres de la famille qu'ils bénéficient de cette immunité, mais au lieu de s'en tenir là, le projet de la commission juge à propos de décréter l'indivision obligatoire du bien de famille jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, dans un certain article 8 qui est de son cru. Cette innovation ne semble pas heureuse, décidément les législateurs eussent mieux fait de suivre jusqu'au bout leur modèle. Il est certain que l'indivision a du bon, mais cela dépend des circonstances, et décider qu'elle sera maintenue dans tous les cas nous paraît d'un absolutisme de nature à préjudicier gravement aux intérêts des cohéritiers. Un frère majeur, une sœur en âge de se marier, peuvent avoir besoin de leur fortune et d'en disposer librement, le projet de la commission y fait obstacle et les oblige à rester dans une indivision qui risque d'entraver leur établissement. Bien plus cette disposition peut conduire à une réelle injustice, les frères et sœurs n'habitant pas le bien de famille, n'ont en échange aucune compensation, car il paraît difficile de leur permettre d'exiger une indemnité proportionnelle

à la valeur locative de la maison familiale, ceux qui sont restés au bercail pouvant toujours leur répondre qu'ils n'ont qu'à user du droit que leur vaut la qualité de co-propriétaire. A peine pourront-ils prétendre à quelque part dans les bénéfices agricoles, car s'ils n'y ont pas participé le départ de ce qui revient à chacun sera difficile à établir. Enfin, il est incontestable qu'une rente ou un droit de co-propriété qu'on ne peut même pas hypothéquer ne peut rendre les mêmes services qu'un capital d'une réalisation facile.

Les rédacteurs du projet du gouvernement ont adopté des règles un peu différentes, moins larges sans doute en ce qui concerne le conjoint survivant, bien plus raisonnables parce que plus modérées à l'égard des enfants mineurs.

Ici le conjoint survivant sans enfant peut conserver le bien de famille comme tel, s'il en est propriétaire. Cette disposition qui va de soi dans le projet de la commission s'explique dans l'autre par ce fait que le bénéfice de la loi n'est réservé en principe qu'à ceux qui ont une famille. D'autre part un simple droit d'usufruit ne serait pas suffisant, à l'encontre de ce que nous avons pu décider tout à l'heure, parce que la qualité de propriétaire est formellement exigée. Toutefois l'article 21 facilite le moyen de se prévaloir de cette qualité ; il est ainsi conçu : « Le survivant des époux, s'il est co-propriétaire du bien pour moitié au moins et s'il habite la maison, a la facilité de réclamer, à l'exclusion de tous

héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation. Ce droit s'ouvre à son profit soit au décès de son conjoint, si tous les descendants sont majeurs ou, même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivision a été rejetée, soit à la majorité du plus jeune des enfants quand l'indivision a été maintenue. » Cette disposition est fort sage et nous nous y associons pleinement.

Envisageons maintenant le cas où il existe des mineurs. L'indivision n'est plus de droit, elle est facultative et doit être demandée au juge de paix. Transcrivons l'article 20 qui traite de cette question : « L'insaisissabilité peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcé dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées. S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur à défaut de ce conjoint, ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune, et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'indivision. » Cet article nous donne donc satisfaction sur les deux points que nous discutons tout à l'heure : l'opportunité de l'indivision et l'indemnité de jouissance. Néanmoins, nous le trouvons encore trop absolu ; le maintien de l'indivision qui peut pré-

senter des avantages au moment du décès du propriétaire du bien, peut aussi bien, par la suite, en raison d'événements qu'il n'était pas alors possible de prévoir, avoir les mêmes inconvénients que nous signalions à l'instant. Le juge de paix peut-il rapporter sa décision ? Il ne le semble pas ; aussi serions-nous portés à demander tout simplement que la qualité de bien de famille restât attachée à l'immeuble tant que dure l'indivision et qu'il y a des mineurs.

Il est à remarquer que le privilège de l'insaisissabilité n'est conservé que dans le cas où le juge de paix la sanctionne, les termes de l'article 20 ne permettent pas une interprétation plus étendue. Ainsi l'indivision simplement maintenue sans autre formalité ne préserverait pas le bien, Solution profondément regrettable et injustifiée qui a échappé sans nul doute au législateur ! Il en serait de même en cas de licitation, même au profit d'un mineur, mais ici ce résultat reçoit une explication toute naturelle, le bien étant attribué à un cohéritier n'appartient plus à la famille.

On peut se demander pourquoi le bien de famille possédé en commun par des mineurs et des majeurs est en totalité insaisissable ; en d'autres termes comment le droit des mineurs conserve celui des majeurs. Parce que la qualité d'insaisissable n'étant pas personnelle mais réelle, affecte le bien tout entier, il est préservé à l'égard de tout créancier quel que soit le débiteur.

De même la condition d'occupation sera réalisée si

elle est exercée par un seul mineur. En effet, le bien de famille restant tel en ce qui le concerne, conservera nécessairement son caractère vis-à-vis des cohéritiers, les raisons sont les mêmes dans les deux cas. Mais l'occupation d'un majeur seul entraînerait la déchéance du privilège, il n'a plus aucun titre à la faveur de la loi et ce sont les bénéficiaires, les titulaires du droit qui doivent habiter et exploiter le bien de famille.

Cette exclusion des majeurs ne se motive guère que par des considérations de fait. On les estime suffisamment habiles à lutter contre les difficultés de l'existence, ils peuvent se passer de la loi, tandis que les mineurs incapables le plus souvent de faire face aux nécessités de la vie ont besoin de conserver leur foyer et leur petit patrimoine pour abriter leur jeunesse ; ils ne sauraient trouver un asile, se constituer un gîte par eux-mêmes ; du moment qu'ils en ont un, il est inhumain de les en chasser.

Des dispositions analogues se rencontrent dans la législation américaine. Leur étude ne présente pas d'intérêt particulier, il nous suffira de faire observer qu'en Amérique, comme dans nos projets de loi, les règles relatives au partage successoral ne sont aucunement modifiées, elles peuvent être ou elles sont simplement retardées : l'institution du partage égal en nature n'est pas atteinte.

On pourrait trouver un peu surprenant cette insistance sur une question que les projets de loi n'agitent

pas, si l'on ne se rappelait que dans sa proposition de loi M. l'abbé Lemire avait fait une tentative en faveur de l'attribution intégrale du bien de famille à un des héritiers. Cette réforme qui est venue se greffer sur celle que nous étudions en est absolument distincte, aussi nous bornerons-nous à en dire simplement quelques mots.

Le droit américain l'ignore complètement ; en elle-même, elle est d'importation allemande, ou du moins présente de grandes affinités avec l'institution de l'anerberecht ; associée au bien de famille elle est exclusivement française.

Si la proposition Lemire était seule à en parler, peut-être nous contenterions-nous de la signaler sans plus, non par dédain pour le travail très complet et fort judicieux de l'honorable député, mais plutôt parce que des commentaires nombreux en ont été déjà faits et que son ancienneté relative par rapport aux projets qui sont en discussion, la fait en quelque sorte appartenir déjà au domaine de l'histoire. Mais l'exposé des motifs du projet du gouvernement nous révèle une grande hésitation à suivre M. l'abbé Lemire en cette matière, il semble trouver comme lui l'idée excellente, il serait heureux qu'elle fût introduite dans la loi, et s'il ne la favorise pas lui-même, il observe qu'elle vaut la peine d'être examinée.

Voici en termes généraux l'économie essentielle de ce système : attribution intégrale du bien de famille à

un cohéritier désigné par le *de cujus*, la loi, les autres successibles ou le sort sans qu'il soit tenu aucun compte des règles concernant le partage en nature, édictées par le Code civil. L'égalité en valeur n'est pas détruite, mais l'égalité en nature ; les cohéritiers se partagent le reste de la succession, et si ce reliquat est insuffisant à les remplir de leurs droits, ils obtiennent une créance équivalente et privilégiée contre le possesseur du bien qui doit leur en fournir les arrérages d'abord et le capital dans un délai déterminé. Enfin, il n'y a pas solution de continuité dans les avantages accordés au bien de famille.

On obtient donc ainsi un double résultat : le bien de famille est indéfiniment transmissible avec cette qualité et il évite la dislocation que produit nécessairement le partage.

La première de ces conséquences nous paraît un peu abusive, voilà qui ressemble de bien près au majorat. Désormais il y aura une certaine quantité de biens en France qui pourront échapper au droit de gage des créanciers sans qu'on puisse bien savoir quand ce privilège finira ; d'autre part le but d'une pareille institution ne s'aperçoit pas très clairement, avoir le droit de conserver intact son patrimoine, en dépit des dettes que l'on peut avoir, pour élever sa famille, c'est déjà une faveur singulière pour ne pas dire plus ; la continuer de descendants en descendants, même avant que ceux-ci aient des charges de famille, même avec l'ex-

tension du projet de la commission, s'ils n'en doivent jamais avoir, c'est aller trop loin.

On objectera l'avantage résultant de l'absence de partage, avantage qui a pour effet de maintenir les cadres de la petite propriété. Ici, nous sommes d'accord, mais la chose se conçoit très bien sans qu'il soit nécessaire de la subordonner à l'institution que nous étudions, elle est bonne en elle-même, elle n'a rien à voir avec le bien de famille. Il n'existe aucun lien naturel entre ces deux questions ; si nos lois successorales actuelles sont bonnes, elles continuent à l'être sans ou avec le bien de famille ; si elles ont des défauts, les inconvénients se font également sentir dans l'un ou l'autre cas ; la question de transmission doit faire l'objet d'une réforme législative spéciale.

Le domaine de cette proposition étant ainsi déterminé, l'examen auquel nous sommes amené constitue une petite digression à l'objet de notre étude ; aussi sera-t-elle aussi courte que possible.

Nous croyons qu'il y aurait avantage de faire échapper les petites propriétés foncières à l'action en partage qui, agissant comme un diviseur continu, les réduit à des parcelles tellement insignifiantes qu'elles ne forment plus, comme l'a dit excellemment M. Souchon, que de la poussière de propriété (1). Toutefois, il est un point qui paraît réglé un peu à la légère, c'est celui des soultes.

(1) Souchon, *La propriété paysanne*.

Tant qu'elles consistent en une rente, le créancier peut éprouver un grave préjudice à être privé de son capital ; quand il s'agit de rembourser, le possesseur peut se trouver fort gêné de s'acquitter de cette obligation. Il y a donc là deux intérêts opposés qui sont sacrifiés l'un après l'autre et qui forment une ombre à la perspective séduisante que l'on entrevoyait déjà. Le mal n'est pas sans remède. Les institutions allemandes de l'anerbenrecht et de la Rentenbank nous fournissent une solution. Le bien étant estimé à un prix modéré, les cohéritiers créanciers peuvent demander à une banque déterminée le remboursement du capital et la banque devient crédi-rentière. Il s'agirait donc pour réaliser cette réforme en France d'instituer une banque d'Etat ou de donner à l'une de celles qui existent les attributions nécessaires pour payer les soultes des cohéritiers et limiter à un taux très modique la rente du propriétaire du bien.

Il serait intéressant de faire ressortir tous les avantages d'une pareille réforme, d'examiner les moyens pratiques d'estimation, de préciser le fonctionnement et le choix de la banque, toutes ces questions pourraient être le sujet d'un très intéressant travail. Ce serait nous engager trop loin que de nous laisser aller ici à de tels développements, ils risqueraient de faire perdre de vue l'économie des projets que nous critiquons. Nous abandonnons la solution que nous avons indiquée aux esprits nombreux à l'école, trop rares au Parlement, qui re-

connaissent l'imperfection de nos lois de partage successoral.

IV. — *Dispositions particulières.*

Nous voici arrivé presque au terme de l'examen des projets de loi. Nous connaissons désormais non seulement les grandes lignes de l'institution préconisée, mais encore les dispositions mêmes par lesquelles on prétend la faire passer dans le domaine de la réalité.

Nous nous sommes trouvés en présence de textes positifs qui ont donné à l'idée une forme concrète, mais pour bien faire saisir la structure, la combinaison essentielle de l'œuvre législative, nous avons soigneusement laissé de côté quelques dispositions particulières qui risquaient d'égarer l'esprit sur des points de détail.

Nous allons en dire un mot pour être complet, elles ne soulèvent pas en général de difficulté et il suffira de les mentionner.

Un point qui se trouve envisagé par les deux projets s'occupe de la destruction totale ou partielle du bien, et de l'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi décide que l'indemnité que pourra toucher le propriétaire à cette occasion sera insaisissable pendant un an afin de pouvoir être affectée, s'il plaît à l'intéressé, à la reconstitution d'un bien de famille. Cette solution se justifie d'elle-même, il serait injuste de faire supporter au possesseur du bien les conséquences d'un événement qu'il a été obligé de subir, malgré lui. Ce n'est là en

somme que la substitution d'un bien de famille à un autre ; le propriétaire a la faculté de remployer l'indemnité qu'il a perçue à l'acquisition d'un autre bien, et pour lui faciliter cette tâche, l'argent qui représente la valeur de ce qu'il a perdu jouit du même privilège que l'immeuble familial. Tandis que le projet de la commission limite aux cas que nous venons d'indiquer la permission de remplacer par un autre le bien de famille, le projet du gouvernement, plus large et mieux avisé, l'autorise en tout état de cause ; la femme peut même mettre cette condition à l'aliénation et, dans ce cas, le prix du bien vendu demeure encore insaisissable pendant un an. La loi nous dit que la femme peut poursuivre l'exécution du emploi, et elle ajoute que les tiers n'en sont pas responsables. Dans ces conditions nous ne savons trop comment la femme pourra agir. Faut-il lui donner encore ici les mêmes pouvoirs qu'au mari, c'est-à-dire le droit de disposer du prix de vente pour l'acquisition d'un nouvel immeuble. Ce serait la seule solution effective, mais il semble bien difficile de lui accorder ce droit quand il s'agit d'un propre de son mari et peut être aussi d'un bien de communauté. Nous nous trouvons donc là dans une impasse, un droit sans sanction, car il nous paraît imprudent d'accorder un droit aussi important à la femme dans la gestion des affaires de son mari et de la communauté. Le mari ayant procédé à l'aliénation a dû percevoir régulièrement les fonds : s'il refuse de s'en dessaisir la femme se trouvera dans

l'impossibilité d'effectuer seule aucune acquisition, en tout cas l'acquéreur n'aura pas de recours possible contre le mari. Nous aimons mieux cette manière de voir qui annihile en quelque sorte la prérogative accordée à la femme, que la solution inverse qui créerait, il nous semble, un véritable désarroi dans la direction des affaires familiales. Il est impossible de permettre à la femme d'engager le mari et la communauté sans créer une véritable anarchie dans la gestion financière de la société conjugale.

Peut-être transgressons-nous ici les intentions du législateur qui voulait cette égalité dont nous avons parlé entre les époux. Mais si cette égalité est à la rigueur acceptable quand elle a pour effet une abstention, comme dans le cas d'inaliénabilité, il en est autrement quand il s'agit d'un acte positif. Un bien ne peut avoir deux maîtres chargés d'attributions semblables et pouvant agir sans le consentement l'un de l'autre ; le législateur aurait-il méconnu une vérité aussi évidente ?

V. — *Appréciation des deux projets de loi.*

Le commentaire minutieux que nous venons de faire des diverses parties des projets de loi concernant le bien de famille, va nous permettre de porter sur chacun d'eux une vue d'ensemble et d'en bien dégager les caractères qui ont pu apparaître un peu confus en présence de la dualité de textes que nous avons sous les yeux. Certes, nous n'avons été tendre ni pour l'un ni

pour l'autre, nous avons dû froisser bien des opinions et des amours-propres et malgré le soin que nous avons pris de justifier toutes nos critiques, certains nous accuseront encore de parti-pris et d'hostilité.

Mais comment approuver des textes rédigés à la légère, des contradictions, des complications inutiles, une déformation absolue de l'institution qu'on prétend avoir pris pour modèle, et ne pas être inquiet de cette multitude d'innovations, de cette série d'exceptions aux principes de notre droit qui paraissaient les plus intangibles, de ce bouleversement des notions juridiques que nous étions habitués à considérer avec respect.

Ces reproches ne conviennent pas également à chacun des deux projets. Celui du gouvernement se distingue par un souci constant de ne rien laisser dans l'ombre, de prévoir les difficultés, par une clarté de rédaction qui ne laisse que peu de place à l'ambiguïté ou à la controverse.

La qualité des rédacteurs y est assurément pour quelque chose ; magistrats pour la plupart, rompus depuis longtemps aux subtilités juridiques, ils ont aperçu la question sous toutes ses faces et l'ont solutionnée de leur mieux. Mais si habiles qu'ils aient pu se montrer dans cette délicate mission, leur œuvre n'est point parfaite ; faut-il en accuser l'ingratitude de leur sujet et l'impossibilité même de résoudre d'une façon satisfaisante une réforme qui menace des droits et des intérêts qu'ils étaient accoutumés à considérer comme sacrés.

Bien plus leur éducation juridique, leur esprit tout pénétré du Code civil qui était pour eux une charte, a éveillé en eux une dualité de sentiments contraires quand il s'agissait de contredire à des règles qui jouissaient jusqu'ici d'une autorité incontestée. Ce caractère se manifeste en maints endroits, soit qu'il s'agisse d'accorder l'insaisissabilité avec les droits des créanciers antérieurs, soit que se pose la question de la prohibition de l'hypothèque, soit que l'on essaye d'éviter la dislocation du bien. L'insaisissabilité ne doit pas nuire aux créanciers actuels de celui qui veut effectuer une constitution ; réserver leurs droits purement et simplement, c'est risquer de rendre la faveur accordée plus nominale que réelle ; les priver de leur droit de gage, c'est infirmer la règle posée par l'article 2092 du Code civil, et alors intervient une solution compliquée, que nous avons critiquée à son heure, qui exige l'absence de dettes ou le consentement tacite des créanciers par l'absence d'opposition, exigence qui rend presque impossible la fondation projetée, étonnante combinaison qui ne s'explique que par un sentiment de scrupules et un attachement instinctif aux principes fondamentaux du droit.

Mais, cette insaisissabilité obtenue au prix de tant de difficultés sera constamment menacée si l'on autorise l'hypothèque. Il faut l'interdire, on l'interdit. Toutefois l'hypothèque a du bon, elle est utile, nécessaire en certains cas, essayons de les découvrir et tenant compte de

cette considération permettons alors l'hypothèque !

De même, en ce qui concerne l'indivision. Il serait désirable de voir le bien de famille passer de génération en génération sans subir les atteintes du partage. Cette vérité est tellement pressante qu'un texte est déjà rédigé en ce sens ; mais c'est une trop grande révolution dans notre droit successoral, retirons notre article et laissons faire au Parlement.

Il serait injuste de blâmer le projet du gouvernement d'une telle pusillanimité ; il a eu le bon sens de s'apercevoir que d'une manière générale les principes auxquels on voulait s'attaquer valaient bien ceux que l'on désirait établir à la place. Il semble n'avoir montré qu'un faible enthousiasme pour la réforme et s'est appliqué à faire une loi extrêmement modérée. Cependant cette modération même lui ôtait toute efficacité, cette loi devenait essentiellement inapplicable ; eût-elle été appliquée, elle ne comportait que de médiocres avantages, laissant la porte ouverte à l'hypothèque, gênant le titulaire dans sa libre disposition et infirmant l'autorité maritale. Si bien que sans vouloir être méchant, nous n'hésitons pas à déclarer que les adversaires les plus déterminés du bien de famille peuvent voter sans hésitation le projet du gouvernement.

Cette expérience est une leçon qu'il faudra retenir pour porter un jugement général sur le bien de famille. Le projet du gouvernement avait encore eu la sagesse de limiter le bénéfice de la loi à la famille et de se propo-

ser essentiellement de lui conserver un abri. La commission n'a pas été aussi parcimonieuse, et a décidé que tout le monde pouvait être appelé à en jouir, qu'elle protégerait non seulement le foyer, mais encore les terres sans la maison d'habitation. A la protection de la famille, elle substitue la protection du bien familial, idée généreuse et louable en elle-même, qui suppose une grande confiance dans l'excellence de la loi ? Plus audacieuse, elle va droit au but, elle établit un régime plus sévère, réalise d'une manière beaucoup plus effective l'insaisissabilité, résout heureusement les droits des créanciers antérieurs ; plus logique et plus draconienne elle supprime complètement l'hypothèque ; plus absolue et moins avisée elle établit l'indivision forcée ; enfin réunit le tout dans un système beaucoup plus simple, d'autant plus simple que les détails ne l'embarassent pas.

Il faut avouer du reste qu'ils ne l'embarassent pas assez. Nous avons constaté assez de lacunes, tant sur les formalités à accomplir pour la constitution, que sur la publicité et d'autres points encore ; nous avons vu au prix de quels tours de force il fallait résoudre certains cas laissés dans l'ombre, avec quelle légèreté étaient rédigés certains articles, quel embrouillamini résultait de l'insertion de l'amendement Tenting dans l'article 2 qui s'occupe de la composition du bien.

Le rapporteur, M. Louis Martin, semble d'ailleurs avoir eu conscience des défauts que nous signalons, car,

après avoir rendu un juste hommage au projet du gouvernement, il explique que la commission a voulu condenser ce texte, assurément un peu prolix, et obtenir un vote de principe sur les dispositions essentielles.

Quoi qu'il en soit, la commission réalise une réforme certaine, effective, il ne lui a manqué que le travail, l'attention et la capacité des rédacteurs du projet du gouvernement.

L'œuvre de celui-ci ne vaut rien, parce qu'il n'a pas confiance dans la réforme, le travail de la commission est à refaire parce qu'elle n'a pas su y apporter assez de soin.

CHAPITRE VI

CRITIQUE GÉNÉRALE DE L'INSTITUTION DU BIEN DE FAMILLE.

Laissons-là les projets de loi et autres textes qui ont été proposés au législateur français. Nous avons pu constater qu'ils ne sauraient être mis en vigueur sans de nombreuses modifications, il importe maintenant de se dégager des discussions spéciales et positives qu'ils comportent, et de se demander, en tenant compte des correctifs qui nous ont paru nécessaires, ce que vaut en définitive l'institution du bien de famille.

Nous entendons parler ici de la conception française du bien de famille, conception toute différente, avons-nous vu, de celle du homestead. En effet, ce qui établit entre les deux pays une différence toute caractéristique, c'est que le législateur américain fait reposer l'innovation sur une fiction juridique dont l'insaisissabilité n'est qu'une conséquence en quelque sorte naturelle, tandis qu'en France, l'insaisissabilité est décrétée par le législateur et constitue le point essentiel, la base même de la loi.

Il est à peine besoin de souligner à quel point cette décision est en opposition avec les principes généraux

du droit français. Le vieil adage si longtemps respecté : « Qui s'oblige oblige le sien », n'a plus désormais ni autorité ni prestige ; un droit nouveau s'instaure, et ce que les États-Unis n'ont pas osé faire ouvertement, la France s'apprête à l'entreprendre avec une désinvolture et une tranquillité qui déconcertent ! Néanmoins les partisans de la réforme n'ont pas été sans apercevoir l'importance théorique de cette dérogation, et ils ont invoqué en faveur de l'insaisissabilité de nombreux arguments tant juridiques que pratiques.

Le nombre vient quelquefois au secours de la qualité, et reprendre par le menu tous les sujets de discussion suscités par la question qui nous occupe, risquerait de ranimer des querelles que le temps a rendues moins ardentes, sans qu'il nous soit permis d'espérer plus de succès que ceux qui nous ont précédé dans des controverses où chacun a épuisé toutes les ressources de son talent. Nous n'allons retenir que les points essentiels qui semblent militer avec le plus de force en faveur du bien de famille.

Le sentiment qui domine, celui qui paraît avoir donné l'impulsion aux promoteurs de l'institution pour justifier l'insaisissabilité, c'est le sentiment humanitaire. L'exemption de saisie est destinée à assurer un abri à la famille, cet abri la société a le devoir de le respecter, car il est aussi indispensable à l'homme que la nourriture et le vêtement. Et chacun de répéter avec emphase la belle expression de Donnât : « Le homestead, c'est le vêtement de pierre de la famille ».

La grande force de ceux qui se fondent sur cet argument vient de l'excellence des sentiments auxquels ils font appel. Rien n'est plus délicat que de contester leurs dires et de refuser à la famille et même à l'homme dispensé de pourvoir aux besoins des siens, le logement nécessaire, la pierre où il pourra reposer sa tête.

Mais le droit oblige à plus de rigueur, il s'agit de savoir à quel titre un débiteur aura la faculté de conserver son bien sans payer ses dettes. Il semble qu'on ne puisse invoquer ici d'autre raison que le droit naturel, mais la timidité avec laquelle les défenseurs de l'insaisissabilité se hasardent à prononcer ce mot laisse déjà entendre que ce droit naturel ne s'impose qu'avec une évidence relative. Il est assurément désirable de voir tous ses concitoyens posséder un logis, et si, la chose étant réalisée, il ne s'agissait que de la maintenir, nous serions le premier à souscrire à cette intention, mais les faits sont là pour nous montrer que tout le monde n'est pas propriétaire de sa demeure, il n'est même pas certain que les propriétaires de cette nature soient en majorité dans ce pays, en tous cas un très grand nombre n'a pas ce bonheur, il en est même qui sont sans asile.

Dans ces conditions décréter insaisissable la propriété de l'habitation parce que cette propriété est indispensable à l'homme, qu'elle est de droit naturel, c'est affirmer que l'état social actuel est monstrueux, puisque ce n'est l'apanage que d'une partie des Fran-

çais ! Et alors la solution qui s'impose, c'est non seulement de conserver le foyer acquis, mais de le procurer à ceux qui ne l'ont pas.

On ne peut donc invoquer ici le droit naturel, et le sentiment humanitaire reste seul. D'aucuns estiment qu'il suffit ; mais alors nous tombons dans une considération morale, et laissant de côté les avantages pratiques de la conservation de la petite propriété que nous examinerons plus tard, nous poserons cette simple question : N'existe-t-il pas de cas de saisie beaucoup plus inhumains que celui dont nous parlons ; le locataire saisi est-il moins intéressant que le propriétaire saisi ? Cette simple comparaison indique assez la situation de faveur faite au possesseur de bien de famille. Quoi qu'on en dise, c'est un privilège. Nous n'avons point de parti pris contre le privilège, les mots ne nous indignent pas ; un privilège peut être justifié ; la suite de cette étude nous apprendra ce qu'il en est.

Sentant probablement la faiblesse de l'opinion que nous venons d'analyser, certains ont essayé de formuler une théorie plus juridique pour asseoir le principe de l'insaisissabilité du bien de famille. Ils ont dit : « La famille est la première créancière de l'homme. L'époux en se mariant s'engage implicitement à subvenir aux besoins de la famille, l'insaisissabilité du bien de famille est la garantie de cette obligation, voilà pourquoi il est soustrait à l'action des créanciers. »

Cette théorie a d'abord le défaut de n'atteindre que

partiellement son but, car elle ne saurait s'appliquer qu'aux personnes ayant une famille, mais sans nous préoccuper de ce détail examinons ce qu'elle vaut au fond.

Il est incontestable qu'il existe entre époux, entre parents et enfants, une obligation réciproque d'assistance qui se traduit par l'obligation alimentaire. Cette obligation ne se précise que lorsqu'il n'y a pas communauté de fortune et de vie, c'est-à-dire quand les personnes entre qui existe ce droit n'émargent pas à un budget commun.

La dette alimentaire que détermine la loi n'est donc dans son esprit que l'équivalent du logement et de l'entretien que le bénéficiaire aurait pu normalement obtenir d'une communauté de vie plus étroite, par conséquent la créance familiale dont on parle ici doit être calculée de la même façon que la créance alimentaire et influencée par les mêmes causes.

Or, chacun sait que le montant de la pension alimentaire est calculé non seulement d'après les besoins du bénéficiaire, mais encore d'après la fortune de celui qui la doit, et qu'il est susceptible de varier si cette fortune vient-elle-même à augmenter ou diminuer ; enfin l'impécuniosité du débiteur alimentaire le décharge de son obligation. Cela ne veut-il pas dire que, loin de venir en concours avec les créanciers de son débiteur, le créancier alimentaire vient en dernier lieu ; dès lors se fonder sur un prétendu droit familial qui écarterait

les prétentions des tiers pour rendre insaisissable le bien de famille, c'est non seulement méconnaître, mais interpréter à rebours l'obligation d'assistance qui découle de la parenté.

On nous répondra sans doute que la théorie de l'obligation alimentaire est parfaitement connue, et que c'est non point pour se conformer aux règles établies par le Code civil, mais pour les améliorer en faveur de la famille que notre institution se recommande. Cette amélioration consisterait donc à donner en quelque sorte à la famille un droit de privilège sur un immeuble en garantie de ses droits. Cette réforme est soutenable, mais si elle est bonne en soi, si elle est juste, si elle n'est que la consécration d'un droit indiscutable, pourquoi ne pas accorder en tout état de cause un droit de préférence à la famille, au lieu de le limiter simplement au cas où elle possède un immeuble dans des conditions déterminées.

Ainsi cette subtilité juridique ne réussit pas mieux que la première à asseoir l'insaisissabilité sur des arguments solides. Poussés dans leurs derniers retranchements, ses partisans ont alors adopté une autre tactique, ils ont pris la difficulté en face et, payant d'audace, ils se sont écriés : « vous vous lamentez sur la dérogation apportée aux articles 2092 et 2093 du Code civil, mais notre droit fourmille d'exceptions à ce principe, à tel point qu'on ne sait plus si l'insaisissabilité est la règle ou si elle est l'exception. » Et alors intervient une énu-

mération que nous allons reprendre avec eux pour nous permettre d'apprécier la valeur de cette offensive.

C'est d'abord l'article 592 du Code de procédure civile qui entre en scène : l'insaisissabilité du bien de famille n'est qu'une exception de plus à ajouter. Cette manière d'arranger les choses semble un peu superficielle. L'article invoqué ne soustrait à la saisie que des objets de peu de valeur, considérés comme indispensables au débiteur, il a pour but, si on nous permet cette expression, de ne pas le jeter tout nu dans la rue. Assurément, on peut formuler des critiques et contester le caractère d'objet de première nécessité à tout ce qui est exempté, mais il faut se reporter à l'époque de la rédaction du texte incriminé, considérer que les besoins, le genre de vie, les mœurs ont changé et que ses auteurs n'avaient pas d'autre intention que celle que nous venons d'indiquer. Il va sans dire que le bien de famille ne peut invoquer la qualité que la loi attache aux exceptions de l'article 592, nous avons vu que les propriétaires, même les plus modestes, laissaient encore derrière eux une foule de personnes beaucoup plus humbles et encore moins favorisées de la fortune. C'est travestir le sens de cet article que de vouloir le faire servir à la justification du bien de famille.

Il existe une analogie beaucoup plus grande entre notre institution et le régime dotal, et les apôtres de la réforme n'ont pas manqué d'en tirer parti. Il est indéniable que l'insaisissabilité et l'inaliénabilité dotales

constituent une exception aux principes généraux du Code civil et ce précédent invoqué pour légitimer le bien de famille se trouve être l'objection la plus forte qu'on puisse opposer à ceux qui repoussent notre institution par fidélité au droit commun. On pourrait pour échapper à cet argument souligner le caractère contractuel du régime dotal observer que la défense d'engager les biens dotaux est relative à une incapacité personnelle, ce sont là des subterfuges où l'on risquerait d'avoir tort. Il vaut mieux convenir de l'analogie et rechercher si l'exemple invoqué est une bien bonne recommandation. Nul n'ignore l'ancienneté de ce régime matrimonial que nous a légué le droit romain, l'usage général et continu qui en a toujours été fait dans les pays français de droit écrit et la place qu'il occupait dans la tradition et dans les mœurs. Cette situation de fait a pour ainsi dire forcé la main au législateur. L'histoire nous apprend qu'il hésita longtemps à conserver les deux caractères qu'il a de commun avec le bien de famille, mais de telles protestations s'élevèrent dans le Midi, qu'il dut se résoudre à incorporer le régime dotal dans notre Code civil. Des considérations infiniment puissantes venaient renforcer cette exigence ; l'Etat avait le devoir de faciliter le mariage et devait pour cela, tenant compte de l'habitude, laisser aux époux la plus grande liberté en ce qui concerne le régime des biens. La constitution de dot procurait à la femme une protection efficace et digne d'attention en

présence d'un mari dissipateur ou aventurier, et ce danger écarté ne pouvait plus faire obstacle aux unions projetées. Quoi qu'il en soit, la loi limite le plus qu'elle le peut le régime dotal ; la paraphernalité est la règle, la dotalité l'exception.

C'est que le législateur a vu tout ce qu'a d'exorbitant une pareille tolérance ; il a prévu tous les embarras, tous les procès, tous les mécomptes qu'entraînait un pareil système ! et pourtant il n'affecte pas la fortune du mari qui est toujours le principal obligé dans le ménage, et d'autre part, à la différence du bien de famille, l'inaliénabilité prime ici l'insaisissabilité, en ce sens que ceci n'est que la conséquence de cela.

Nous concluons donc que les inconvénients multiples du régime dotal ne sont guère de nature à encourager les réformes de ce genre, et que tout au moins on ne saurait s'autoriser de cet exemple pour conseiller en faveur du bien de famille une extension des dérogations qu'il établit.

Les autres exceptions sont bien moins embarrassantes. On a mis en avant les dons et legs faits sous réserve d'insaisissabilité. Il y a une grande différence à faire entre ce cas et celui du bien de famille, car dans le premier l'insaisissabilité n'est pas le fait du débiteur, elle lui est imposée malgré lui, même quelquefois contre lui, tandis que dans le second cas, c'est lui qui la crée.

Du reste, si quelques-uns peuvent penser qu'il y a là une exception à l'article 2092 du Code civil, il est inté-

ressant de remarquer que le cas qui nous occupe n'est que la consécration de la liberté de disposer à titre gratuit. En présence de deux principes qui se combattent, la loi ne sait auquel donner la préférence et si, par déférence pour l'un, elle admet ce genre d'insaisissabilité dans l'article 581 du Code de procédure civile, elle s'empresse de le limiter par considération pour l'autre dans l'article suivant. Ceci montre combien elle attache d'importance à la sanction du droit de gage des créanciers qui pourtant ne sont pas lésés dans ce cas, de sorte que l'argument se retourne contre ceux qui voulaient s'en servir et qu'il n'apporte rien de décisif en faveur de leur thèse.

Quant aux titres au porteur qu'il est souvent impossible de saisir parce qu'on ne sait où ils se trouvent, on ne saurait s'autoriser de cet état de choses. S'il est vrai que quelquefois des fortunes considérables sont en fait à l'abri des poursuites, c'est là une situation que tout le monde s'accorde à regretter et qu'on est obligé de subir. Il n'en reste pas moins que la fortune mobilière est tout aussi saisissable en droit que les immeubles, et que si elle échappe plus facilement, c'est qu'on n'a pu jusqu'à présent parer à cet inconvénient.

Cependant, il faut faire une place à part aux rentes sur l'Etat dont une loi du 8 nivôse an VI proclame l'insaisissabilité.

Cette loi qui était une loi de circonstance est vivement critiquée aujourd'hui et son application stricte aboutit

aux décisions les plus injustes. En présence de cette disposition contre laquelle la morale proteste, la jurisprudence a été amenée à atténuer le sens de ce texte, et un arrêt de la Cour de cassation du 2 juillet 1894, entre autres, déclare que les saisies-arrêts entre les mains du Trésor public sont seules interdites par la loi et que pour le reste les rentes sont parfaitement saisissables. C'est en nous montrant une série de cas où les droits des créanciers sont sacrifiés injustement que les défenseurs du bien de famille essaient de légitimer leur cause (1) !

Reste l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires du salaire des ouvriers et autres cas semblables. Y a-t-il là un exemple bien concluant en faveur de notre institution ?

Assurément ces arguments d'analogie offrent une base encore plus sérieuse que le prétendu droit naturel ou la créance alimentaire, mais il faut remarquer que ces exceptions sont considérées avec défaveur par le législateur et la jurisprudence qui les limitent le plus possible, et que par hasard, quand il en est autrement elles se justifient par des raisons d'humanité ou d'intérêt général indiscutables. Aussi, faudra-t-il que le bien de famille compense la dérogation, estimée jusqu'ici fâcheuse, à l'article 2092 du Code civil par des avantages pratiques bien décisifs pour que l'on puisse porter sur

(1) V. Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. III, p. 668, la note.

lui un jugement favorable. Il s'agit donc d'examiner les conséquences de l'insaisissabilité et la portée générale de l'institution elle-même (1).

L'exemption de saisie crée une situation tellement anormale, tellement incroyable à l'heure actuelle puisqu'elle permet à un propriétaire foncier de se soustraire aux poursuites de ses créanciers, qu'elle irrite profondément le sentiment d'égalité et de justice des uns tandis qu'elle enthousiasme les autres.

Et tout de suite apparaissent une série de griefs qui provoquent une rispote aussi ardente.

En première ligne, on invoque le droit des créanciers et l'on prétend que la loi le rend illusoire en mettant à l'abri le bien de famille. Il est certain que sous ce ré-

(1) On s'étonnera sans doute de ne pas entendre parler de l'inaliénabilité du bien de famille. C'est que l'exemption de saisie occupe en la matière une place tellement prépondérante, que la limitation du droit de disposition passe au second plan et manque tout à fait d'intérêt. Nous avons fait, chemin faisant, surtout au point de vue doctrinal, les observations qui nous paraissaient à propos, mais il est à prévoir que l'importance pratique des clauses édictées à ce sujet sera absolument nulle. L'aliénation sera un peu plus compliquée, le propriétaire sera un peu plus gêné dans ses mouvements et voilà tout. Il est probable que les aliénations n'en seront pas pour cela moins fréquentes ; le caractère français dispose peu le propriétaire à vendre son bien par humeur ou fantaisie, ce n'est pas dans le sang, il ne s'y résout que contraint et forcé, et dans ce cas la nécessité s'imposant, la femme ne peut opposer un refus. Le peu de développement accordé à cette question dans les commentaires, exposés des motifs et autres travaux montre le peu de cas que l'on en fait ; c'est sans doute par respect pour le homestead qu'elle est maintenue, nous ne lui ferons pas les honneurs d'une plus ample discussion.

gime la fortune saisissable du débiteur sera considérablement diminuée et souvent à peu près nulle, mais théoriquement, on ne peut reprocher à la loi de violer le droit des créanciers.

Il est sauvegardé, nous l'avons vu, par des mesures plus ou moins différentes, mais efficaces, à l'égard des créances antérieures à la constitution, et si l'on admet une publicité suffisante, les créanciers postérieurs devront savoir sur quoi compter en contractant avec le titulaire du bien. Les partisans de la réforme ont fort bien mis ce point en lumière, et il est impossible de ne pas leur donner raison. Cependant il est permis de supposer que bien qu'offrant moins de surface, le bénéficiaire ne sera pas sans contracter de temps à autre des engagements dont il est difficile de préciser la nature *a priori* et qui seront souvent imposés par les circonstances, il serait insensé de lui interdire toute relation d'affaires, une telle exigence suffirait à condamner la loi ; dans ce cas, le créancier sera souvent à la merci du degré d'honnêteté de son débiteur.

On nous dira bien que jamais personne n'est obligé d'être créancier et que si l'on a été trop confiant ou trop aventureux on n'a qu'à s'en prendre à soi. Ce reproche ne sera certainement pas toujours juste, le sentiment, le désir de rendre service, la nécessité même pour ceux dont la profession ou l'industrie comporte une clientèle presque exclusivement rurale, la crainte si fréquente, dans les villages en particulier, de froisser les

voisins ou les habitants de son pays, des événements de toute nature pouvant résulter de quasi-contrats, pourront donner lieu à des engagements qui risqueront d'un côté du moins d'être dépourvus de sanction. Convenons que ces cas seront assez rares, allons même jusqu'à dire qu'ils ne doivent pas influencer contre une réforme qui comporte toujours quelques légers inconvénients, constatons du moins le fait pour pouvoir envisager sagement les conséquences de l'institution.

Un autre cheval de bataille a été l'hypothèque. Les réformateurs ont senti leur cœur tressaillir d'allégresse en songeant qu'elle allait être interdite. C'est que l'hypothèque a parfois des conséquences si désastreuses qu'un certain nombre d'esprits, frappés de cet état de choses, ont été portés à généraliser et à la considérer comme néfaste pour l'emprunteur. Les griefs articulés sont en général assez vagues ; on l'accuse d'endormir la vigilance du propriétaire en lui cachant la gravité de l'engagement qu'il contracte, en lui donnant l'illusion de la conservation intégrale de son bien, de s'établir ainsi d'une façon sournoise et fort engageante alors qu'elle équivaut à peu près à une aliénation à laquelle le débiteur se serait refusé peut-être. On fait ressortir les frais qu'elle entraîne soit pour la constitution, soit quand il s'agit de la vente forcée que l'on est enclin à considérer comme en étant infailliblement l'aboutissement final. Et pour prouver le bien-fondé de cette opinion, on se plaît à ressasser les expressions imagées

et impressionnantes invariablement citées en l'occurrence : « L'hypothèque a le venin à la queue », ou cette phrase de Dupin : « Le crédit territorial soutient le paysan comme la corde soutient le pendu. »

Quelle que soit l'autorité de Dupin et de tant d'autres qui ont exprimé une opinion semblable, quel que soit le pittoresque de ces mots à bonne fortune, il nous semble que ce n'est là qu'une opinion et qu'une opinion ne constitue pas une démonstration. Il faut donc aller au fond des choses, et voir si l'hypothèque présente réellement plus de dangers que d'avantages. Certes elle s'offre à nous sous des allures hypocrites et il est vraisemblable que le débiteur n'aperçoit pas toujours l'étendue de son engagement. Mais si cela suffit à condamner cette institution, pourquoi limiter la réforme au seul bien de famille ? C'est, réplique-t-on, parce que l'hypothèque est particulièrement ruineuse pour le petit débiteur, à cause des frais qu'elle entraîne. Ici la question change d'aspect, tout le monde est d'accord pour convenir qu'à ce point de vue les lois et règlements en vigueur ont les effets les plus désastreux, et que cette charge pécuniaire s'ajoutant aux intérêts dévore une partie respectable du petit patrimoine hypothéqué. Mais le mal dénoncé n'est pas sans remède et le remède n'est pas nécessairement la suppression de l'hypothèque. La diminution des frais hypothécaires est parfaitement réalisable ; elle est même depuis longtemps réclamée et on peut s'étonner à bon droit que le législateur n'ait pas donné à

ces récriminations la satisfaction qu'elles comportent avant de se lancer dans des innovations d'une utilité beaucoup plus problématique comme celle que nous étudions.

Ainsi limitée au bien de famille la suppression de l'hypothèque est arbitraire ; serait-il prouvé que même en tenant compte de la diminution des frais dont nous avons parlé, elle est encore fâcheuse, il serait alors naturel de fixer un minimum pour tout engagement de ce genre, qu'il s'agisse ou non d'un bien de famille, car le même inconvénient doit se produire dans tous les cas. Mais il serait bien extraordinaire qu'une institution aussi ancienne ait survécu et fût d'un usage aussi répandu, si elle ne présentait pas également quelques avantages. Outre qu'elle permet de conserver son bien dans un moment de crise passager, qu'elle vient en aide à celui qui, en butte à la mauvaise fortune, se sent encore assez de forces pour essayer de surmonter le fatal destin, elle est plus particulièrement utile encore dans l'hypothèse du bien de famille. En effet, où elle peut apparaître comme nuisible, c'est quand elle est accordée pour consolider des dettes préexistantes afin d'éviter la saisie ; or, dans le cas qui nous occupe, cette menace est singulièrement atténuée par l'insaisissabilité du bien, l'emprunt n'est plus destiné à retarder une catastrophe, car le débiteur peut faire attendre indéfiniment ses créanciers ; il est donc destiné à fournir de l'argent que le cultivateur se propose de

faire fructifier. Certes on peut craindre d'autoriser ainsi un emprunt regrettable, que le débiteur gaspillera en menant une vie plus large, en administrant avec moins de prévoyance et qui sera un capital qu'il mangera petit à petit. Nous croyons que c'est là un danger un peu chimérique, le cultivateur n'est pas homme d'un naturel prodigue, l'amour de l'argent et de la terre sont un de ses caractères les plus distinctifs, et s'il en était autrement dans quelques cas, devrait-on sacrifier les plus intéressants pour protéger les paresseux, les imprévoyants et les incapables (1).

Ceci nous amène à parler du crédit. Il est incontestable que le bien de famille lui porte un coup mortel. Si honorable, si sérieux que puisse être celui avec lequel on s'engage, sa fortune, les biens dont il dispose, sont autant de garanties qui font avant toute autre considération pencher la balance. On a essayé de soutenir que le crédit n'était pas atteint par notre institution, ou tout au moins que si le crédit réel obtenu par l'hypothèque était fort heureusement supprimé, il restait le crédit personnel. Mais celui-ci ne vaut jamais que par la quantité de biens saisissables qu'on possède, et sans qu'il soit besoin de l'hypothèque l'immeuble du débiteur est une garantie sérieuse. Cette conséquence est

(1) Ces critiques au sujet de l'hypothèque ne s'appliquent pas toutes au projet du gouvernement dont nous avons pu apprécier la tolérance sur ce point. Il y a lieu de faire des réserves semblables à propos du crédit dont nous allons parler.

tellement évidente que beaucoup n'ont pas osé apporter de dénégation sur ce point et, adoptant une autre tactique, ils ont nié l'utilité du crédit. La justesse de leur opinion est fort douteuse ; en face des dangers qu'ils dénoncent apparaissent des avantages appréciables que confirment toutes les tentatives faites en vue de développer le crédit agricole et les lois de date relativement récentes qui le concernent. Il n'est pas exagéré de dire que l'importance et l'efficacité de ces lois se sont trouvées gravement compromises par notre réforme ; le bien de famille est l'expression d'un courant contraire, le législateur se déjugerait en y obéissant. Il est véritablement stupéfiant de vouloir maintenir le cultivateur dans la médiocrité et dans la routine, lui ôter en quelque sorte tout moyen d'améliorer sa situation pour le préserver de tout risque ! Nos réformateurs ignorent-ils donc que plus que jamais la culture devient une entreprise, que l'argent est la condition du succès et que celui qui peut disposer au début de son établissement des sommes qui lui sont nécessaires a les plus grandes chances de réussir. Le point essentiel est d'amender convenablement ses terres, l'engrais est la question capitale et toute économie faite sur ce chapitre se traduit par une diminution de rendement considérable. Mais l'engrais coûte cher et il faut avoir de l'argent disponible, un fonds de roulement, auquel le crédit seul peut suppléer ; pour quiconque a l'expérience de ces choses, l'importance de son maintien n'est

pas discutable. Il est bien rare que le paysan qui n'a pas de crédit arrive à cultiver convenablement et à améliorer son sort.

Telles sont les conséquences de l'insaisissabilité, et les inconvénients très réels qu'elle comporte. Il serait exagéré de dire qu'ils suffisent d'ores et déjà à condamner le bien de famille ; plus modéré, nous dirons que jusqu'à présent nous n'avons rien vu de bien décisif en sa faveur, et avant de porter sur lui un jugement définitif, nous allons examiner si les avantages qu'on lui prête au point de vue social, économique ou agricole ne sont pas de nature à lui concilier les suffrages.

Le premier bienfait qui soit invoqué en faveur de l'institution est la protection de la famille. Ce point n'est pas douteux. En mettant à l'abri de la saisie le petit patrimoine immobilier et en particulier la maison, on évite la dispersion de la famille tant que dure le bénéfice de la loi. Il n'est pas question ici de condamner la saisie et d'en réclamer l'abolition comme injuste, excessive et barbare ; elle n'est que la sanction, rigoureuse sans doute, du respect dû à l'exécution des engagements, sanction éminemment morale et indispensable, sans laquelle toute sécurité dans les transactions disparaîtrait et dont l'absence assurant l'impunité aux débiteurs malhonnêtes, apathiques ou négligents, constituerait en quelque sorte une prime aux moins scrupuleux. Mais si la légitimité et l'utilité de l'exécution forcée sont incontestables, il apparaît avec autant d'é-

vidence qu'elle est funeste à la famille quand elle s'attaque à un foyer, qu'elle est une cause de ruine, un véritable fléau et que ce mal nécessaire n'en est pas moins un mal. Il faut reconnaître que le bien de famille remédie assez heureusement à cette déplorable éventualité, sans qu'on puisse l'accuser, nous l'avons vu, de léser les créanciers. Toutefois cette protection actuelle ne va pas sans quelques inconvénients. Outre celui qui résulte de la diminution du crédit et que nous avons examiné, elle a pour effet de rendre dans bien des cas le débiteur *irresponsable*, le créancier ne pouvant agir qu'après la mort du bénéficiaire. Il y a là une certaine immoralité qui se double d'un très réel danger, car le propriétaire du bien de famille étant assuré de l'impunité ne sera guère porté à se libérer et ses descendants risqueront de recueillir une succession d'autant plus obérée.

Ce seront les fils qui supporteront les dettes du père qui aura pu narguer toute sa vie ses créanciers. On objectera sans doute une certaine contradiction dans nos paroles. Les créanciers, avons-nous dit, ne sont pas lésés, puisqu'ils sont avertis, le débiteur ne peut s'obliger qu'en proportion du crédit qui lui reste ; de quels créanciers s'agit-il donc ? Il s'agit simplement des personnes qui malgré tout auront contracté avec le propriétaire du bien. Il serait insensé de vouloir lui interdire tout contrat, on ne peut méconnaître que la plupart de ses engagements sont, à l'heure actuelle, commandés

par les nécessités de la vie courante et présentent dans le monde qu'intéresse notre loi, un caractère utilitaire et non celui d'une dépense vaine ; avoir la prétention de les lui interdire dès qu'il sera sous le régime spécial que nous étudions est une pure folie. On ne violente pas ainsi les mœurs, les habitudes qui procèdent des conditions normales de la vie ! Si l'absence de crédit s'y oppose, c'est implicitement la condamnation du bien de famille ; si, comme nous le pensons, cette opposition n'est pas absolue, nous retombons dans le cas de l'irresponsabilité du débiteur et de l'imprévoyance qui en découlera. Enfin, qu'on le veuille ou non, la protection que la loi accorde s'adresse surtout à l'*incapable*. Le cultivateur normalement doit gagner sa vie ; s'il en était autrement, c'en serait fait de notre agriculture. Partant de ce principe, celui qui est susceptible d'être saisi est celui qui ne sait pas diriger convenablement ses affaires ; le contraire doit être considéré comme exceptionnel et on ne peut faire une loi visant les cas exceptionnels, si nombreux soient-ils. Eh bien, la protection de la loi servira surtout à conserver à l'agriculture les mauvais cultivateurs, à moins que ce ne soient les débauchés et les paresseux. Or, au fur et à mesure que les débiteurs se cramponneront à l'institution, leurs terres seront de plus en plus mal cultivées et diminueront de valeur, ce qui sera une perte pour eux-mêmes et la production agricole confiée à de mauvaises mains s'en ressentira également, ce qui sera une perte pour le pays. Le bien de famille empêche la sélection.

A côté de la protection de la famille qui est l'avantage le plus considérable de la loi, malgré les résultats fâcheux que nous avons signalés, on a vanté le bien de famille comme un moyen d'enrayer la dépopulation des campagnes.

En supposant que le plus grand nombre des paysans saisis abandonnent les travaux agricoles pour aller vivre dans les grandes villes, il serait intéressant d'examiner s'il n'existe pas des facteurs beaucoup plus puissants du phénomène dont on se plaint.

La dépopulation des campagnes est due à des causes multiples dont la principale est le caractère incertain et peu rémunérateur de la profession agricole. Le cultivateur risque beaucoup pour gagner peu, il doit fournir une très grande somme de travail personnel, condition indispensable pour éviter la main-d'œuvre qui est pour lui un gros sujet de dépense, il a besoin d'un certain capital assez important pour parer aux exigences de la culture moderne et supporter sans trop de difficultés les pertes et les dommages qui peuvent lui arriver au début ; il n'a qu'un privilège, celui de la liberté et de l'indépendance. Il se laisse séduire par la sécurité qu'il trouve en ville dans un salaire assuré et souvent supérieur aux bénéfices qu'il peut attendre de la culture, par l'absence de responsabilité, par des plaisirs de toute sorte qui lui font entrevoir une vie plus facile. Voilà ce qui sollicite le peuple des campagnes ; ajoutez à cela la perspective d'une retraite dans le fonctionna-

risme ou les grandes compagnies, le service militaire qui transplante le jeune homme et lui fait perdre l'habitude et le goût des champs en même temps qu'il le forme à la discipline et à la régularité des emplois de la ville et vous aurez jugé combien sont nombreuses et diverses les causes de la dépopulation des campagnes.

Bien que l'agriculture soit prospère, elle a besoin de l'être plus encore pour arrêter l'exode vers les villes, et quand cela serait, il est douteux qu'un mouvement inverse vienne à se produire. C'est qu'en effet, les procédés mécaniques ont singulièrement diminué la main-d'œuvre, ils ont contribué à augmenter l'importance et l'étendue des exploitations, et l'ouvrier agricole qui ne trouvait plus l'emploi de ses bras a pris le chemin de la ville en compagnie de celui qui ne trouvait plus de place par suite de l'agrandissement de la culture.

Le bien de famille conserve sans doute la propriété du petit cultivateur, mais il ne supprime pas les causes d'attraction vers les grands centres, et s'il est permis d'accuser la saisie d'y contribuer, il est certain qu'elle n'y participe que pour une part très modeste et que notre loi ne saurait être un remède efficace à cette situation.

Du reste nos lois de partage sont une perpétuelle menace pour le *home* familial, l'indivision plus ou moins prolongée ne fait que reculer l'échéance mais ne la supprime pas. Que le partage en nature soit difficile, ce qui arrive le plus souvent pour une maison d'habitation,

qu'il s'élève un désaccord entre les héritiers, aussitôt on procède à la vente et il est rare que le public soit écarté.

S'agit-il d'un partage en nature ? Chaque part est généralement trop petite pour faire vivre son homme et le bien au lieu d'avoir un successeur comme dans le système allemand de l'Anerbenrecht, se disperse et la famille avec lui.

Il est curieux de constater que les partisans du bien de famille, sauf M. l'abbé Lemire et quelques rares adeptes, aient reculé devant la réforme capitale qui, avant toute autre, répondait à leurs vues en facilitant la transmission du bien à un des descendants, de manière à maintenir tout au moins celui-ci et la famille qu'il fondera, à la campagne que l'on se plaint de voir désert.

Certes ce n'est pas l'innovation telle qu'elle est qui ramènera à l'agriculture ceux qui l'ont abandonnée ni qui suggérera à ceux qui n'ont à elle aucune attache l'idée de cultiver ; nous ne voyons pas quels avantages décisifs les entraîneraient dans cette voie. Quant à l'amour de la terre, il n'est ni augmenté ni diminué, et, d'ailleurs, il reste toujours au cœur du Français, en particulier dans la classe paysanne ; la dépréciation de la terre que l'on a pu constater dans certaines régions, tient à des causes économiques seulement.

Nous aurons passé en revue tous les prétendus avantages que le bien de famille doit rendre à l'agriculteur quand nous aurons dit un mot de la répartition de la propriété foncière.

Notre loi, dit-on, a pour effet de maintenir les cadres de la petite propriété foncière. Certes on peut soutenir que ce résultat est atteint jusqu'à la mort du bénéficiaire, mais il est évident que tôt ou tard le bien revenant à sa condition première il n'en est plus ainsi ; mais sans discuter sur l'exactitude de cette prétention, il importe de voir si ces cadres sont réellement menacés et s'il importe de les maintenir. Nous ne croyons pas que le sort de la petite propriété rurale soit sérieusement compromis ; si chaque propriétaire cherche toute sa vie à s'arrondir, le partage se charge après sa mort de détruire son œuvre, et les statistiques ne nous apportent rien d'inquiétant à cet égard. D'autre part, dans son fort intéressant ouvrage sur la propriété paysanne, M. Souchon établit avec beaucoup de justesse que la toute petite propriété paysanne ne présente qu'un intérêt économique des plus modestes et préconise les exploitations rurales d'une quarantaine d'hectares qu'il qualifie de moyenne propriété. Or, c'est bien à la toute petite propriété que s'adresse notre réforme ; que les possesseurs en soient intéressants, cela ne fait pas de doute, mais que l'on mette en avant l'intérêt qu'il y a au point de vue économique et agricole à en conserver les cadres, c'est avancer une proposition qui est fort loin d'être démontrée.

Nous pouvons maintenant dresser le bilan de l'institution du bien de famille : Insaisissabilité, dont le fondement n'apparaît pas très bien, interdiction discuta-

ble de l'hypothèque, diminution ou suppression d'un crédit indispensable pour le cultivateur, bouleversement des règles de l'autorité maritale, utilité agricole absolument nulle, reste seulement la protection de la famille contre la saisie obtenue par une sorte de mise en tutelle qui lui enlève toute initiative, en fait une irresponsable tant que dure le bénéfice de la loi et expose les enfants à une liquidation d'autant plus désastreuse que les parents n'ayant pas à supporter eux-mêmes les conséquences de leurs actes auront apporté moins de diligence à faire honneur à leurs engagements, laissant les intérêts s'accumuler sans y prendre garde. Quant à la portée pratique de la réforme, il est permis de dire qu'elle sera absolument nulle. Il ne faut pas oublier que la loi est facultative et que pour ceux que la saisie ne menace pas, elle est simplement gênante. Or, quiconque est au-dessus de ses affaires n'aime pas à supposer, ne veut pas croire que la mauvaise fortune arrivera un jour et que des créanciers impitoyables mettront la main sur sa demeure et sur ses champs. En tous cas, il estime qu'il sera toujours temps plus tard de se mettre sous le couvert de la loi, il tiendra compte de ce qu'elle n'a en réalité d'autre but que d'éviter de payer ses dettes et craindra la médisance ; il aura honte lui-même de vouloir user d'un tel expédient, il retardera jusqu'à la dernière limite. Mais, quand poussé par la nécessité et l'évidence, il se sera résolu à cette extrémité, le plus souvent alors, il sera

trop tard, car il ne faut pas oublier que les créanciers antérieurs à la constitution conservent leurs droits. La loi aura manqué son but.

On aurait tort de s'illusionner et de vanter l'esprit de prévoyance du paysan. Celui-ci n'aime pas les actes inutiles, il n'aime pas à se lier d'avance, il veut avoir ses coudées franches pour orienter sa barque dans le sens qui lui convient.

Le cultivateur a le culte de l'honneur, il a le respect des droits d'autrui, et si nul moins que lui n'est pressé de payer ses dettes, aucun n'est plus sensible à l'accusation de ne pas vouloir s'exécuter. Il rougit de sa situation embarrassée, le mauvais payeur est montré du doigt dans les campagnes, devant lui les portes se ferment et les visages deviennent sévères pour ceux qui ne réussissent pas ; on n'est pas indulgent au village.

Aussi ne faut-il pas s'étonner du peu de succès qu'ait eu la loi auprès de ceux qui devaient en bénéficier. Chose remarquable ! ceux auxquels elle s'adresse paraissent complètement l'ignorer ! comment se fait-il qu'ils n'en aient point eu connaissance, que leurs représentants n'en aient point fait état dans leurs campagnes électorales et qu'un mouvement en sa faveur ne se soit pas formé parmi les petits propriétaires comme il en a été de la part d'un grand nombre de sociologues et d'économistes ? C'est là une constatation cruelle qui démontre l'inutilité de la loi parce qu'elle ne correspond à aucune aspiration. *Quid leges sine moribus !*

La crise dont souffre actuellement la viticulture nous fournit à cet égard un enseignement qu'il faut retenir. On se rappelle les réclamations violentes et comminatoires des vigneron du Midi. Dans leur détresse extrême, ont-ils songé un instant à demander de rendre insaisissables leur maison et leurs vignes, s'est-il élevé une seule voix en faveur du bien de famille, le gouvernement a-t-il songé à leur offrir cette panacée ? Non. Le paysan comme tout autre, veut être en mesure de gagner sa vie, il veut cela et ne veut que cela. A quoi bon lui conserver une exploitation dont il ne saurait tirer profit. Mais si les conditions normales de la culture sont telles qu'il peut faire honneur à ses affaires, il n'y a plus de raison pour le soustraire à l'action de ses créanciers.

L'attitude du Midi est un fait très symptomatique. Il ne s'arrête pas à l'institution du bien de famille parce qu'elle froisse son amour-propre, qu'elle blesse sa dignité : le petit propriétaire s'estime grand garçon et veut être traité comme tel.

Tout cela démontre amplement que la loi ne sera pas appliquée. Il en sera ainsi parce que l'indifférence que lui témoignent les populations est la preuve qu'elle n'améliore pas sensiblement leur situation. Elle est inefficace et partant inutile ; pour tout dire, le BIEN DE FAMILLE EST UNE RÉFORME ARTIFICIELLE.

Si en présence d'un aussi maigre résultat pratique on se demande pourquoi nous nous sommes consacré à cette étude, nous répondrons : « L'examen détaillé

des projets de loi sur le bien de famille, nous a permis de constater qu'il instituait un droit nouveau en contradiction absolue avec les principes fondamentaux du Code civil. Les dérogations que nous avons soulignées, graves d'abord parce que la justification en est délicate, le deviennent plus encore si la loi demeurant inappliquée, il est constant qu'elles sont inutiles. C'est au point de vue doctrinal que la réforme nous inquiète, elle constitue un précédent d'autant plus dangereux qu'il apparaîtra moins fondé. »

Et maintenant que le Sénat est appelé à se prononcer sur le vote de la Chambre des députés, nous avons cru nécessaire de dire en toute sincérité pourquoi *l'institution française du bien de famille doit être repoussée*

APPENDICE I

PROPOSITION DE LOI AYANT POUR OBJET D'ORGANISER EN FRANCE
LE BIEN DE FAMILLE, PRÉSENTÉE PAR M. L'ABBÉ LEMIRE, DÉ-
PUTÉ.

TITRE PREMIER

De la constitution du bien de famille.

ART. 1^{er}. — Seront considérées comme bien de famille, moyennant les formalités ci-dessous indiquées, toute maison ou portion de maison appartenant en propriété à un chef de famille et occupée par lui à titre d'habitation ordinaire, toute pièce de terre possédée et jouie directement par la famille, à la condition que le tout n'excède pas une valeur de huit mille francs.

ART. 2. — Seront réputés chef de famille tout citoyen français marié, tout veuf avec enfants, toute veuve avec enfants, et plus généralement toute personne française investie de la puissance paternelle dérivant d'une filiation légitime.

ART. 3. — Au cas de divorce ou de séparation de corps, le titre de chef de famille sera donné à celui ou à ceux des conjoints auxquels le tribunal ou la Cour aura confié la garde des enfants.

ART. 4. — Les formalités exigées pour que la maison ou la terre devienne bien de famille sont les suivantes :

Le chef de famille doit faire une déclaration écrite à la mairie du lieu de la situation de l'immeuble. Cette déclaration est transmise dans la huitaine par la mairie au bureau d'enregistrement du canton et au bureau des hypothèques de l'arrondissement. L'enregistrement et la transcription en auront lieu gratuitement.

Equivaldra à la déclaration précédente du chef de famille

toute disposition testamentaire précise portant création de bien de famille, émanée des personnes mentionnées à l'article 2, en faveur de leurs enfants mineurs. Cette disposition devra faire l'objet d'une déclaration à la mairie susdite par les soins du tuteur ou du curateur des enfants bénéficiaires.

ART. 5. — La déclaration écrite doit contenir une description détaillée de l'immeuble, et une estimation de sa valeur faite par trois experts désignés amiablement l'un par l'administration des contributions directes, l'autre par le juge de paix du canton de la situation, et le troisième par le déclarant.

Elle sera signée par le chef de famille et son conjoint, et, à défaut de celui-ci, par le représentant du conseil de famille.

ART. 6. — Elle sera accompagnée :

1° De l'extrait de mariage du chef de famille et de l'extrait de naissance des enfants, s'il y a lieu ;

2° Du procès-verbal d'expertise, rédigé sur papier libre et enregistré gratis ;

3° D'un certificat d'occupation effective de la maison ou de jouissance directe de la terre, délivré par le maire du lieu.

Les mineurs, au cas de l'article 4, paragraphe dernier, seront exemptés de cette dernière obligation.

ART. 7. — La constitution du bien de famille sera portée à la connaissance du public par un avis inséré, à la diligence et aux frais du déclarant, dans deux journaux de l'arrondissement.

Les avantages du bien de famille ne courront que quinze jours francs après cette publication ayant reçu date certaine.

ART. 8. — Si la terre ou la maison, séparément ou réunis, suivant les cas, ont une valeur excédant huit mille francs, et qu'elles ne puissent pas être divisées, il pourra en être distrait, pour jouir du privilège accordé au bien de famille, une portion correspondante à la valeur de 8.000 francs. Cette indication est faite par le déclarant.

ART. 9. — Dans aucun cas et sous aucun prétexte, il ne

pourra être introduit, par constitution directe ou transmission héréditaire, dans un même ménage, plus d'un bien de famille.

TITRE II

Des avantages du bien de famille.

ART. 10. — Tout bien de famille est exempt de tout impôt direct.

ART. 11. — Le bien de famille ne peut pas être saisi quant au capital par les créanciers futurs du chef de famille. Il peut l'être pour les dettes grevant son patrimoine qui résulteraient d'un acte authentique antérieur à l'expiration du délai de quinzaine qui suivra la publicité par la voie de la presse donnée à la constitution du bien de famille, comme il est dit à l'article 7, ou qui auraient reçu, avant la même époque, une date certaine, conformément à l'article 1328 du Code civil.

Il n'est, dans les mêmes termes, soumis à aucune hypothèque légale ou judiciaire.

L'insaisissabilité ne peut toutefois être opposée au vendeur de l'immeuble, aux ouvriers, entrepreneurs, et généralement à tous créanciers pour travaux d'amélioration, et aux tiers prêteurs subrogés dans leurs droits (art. 2103, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o).

ART. 12. — En cas de destruction totale ou partielle du bien de famille, l'indemnité d'assurance est subrogée réellement à l'immeuble, et jouit, dans les termes de l'article précédent, du privilège de l'insaisissabilité pendant un an.

TITRE III

De l'acquisition du bien de famille.

ART. 13. — En faveur de tout chef de famille, l'acquisition du bien de famille se fera sans charges fiscales jusqu'à concurrence de la valeur de huit mille francs.

ART. 14. — En faveur de tout chef de famille et pour faciliter la même acquisition, seront exempts de charges fiscales

tous actes de vente, donation, cession avec paiement par annuités, que feront avec lui les sociétés commerciales, aussi bien que les sociétés de bienfaisance ou d'utilité publique, lui transférant un bien de famille.

ART. 15. — Dans le même cas et pour le même but, les sociétés d'utilité publique et tous les établissements de crédit reconnus et contrôlés par l'État, tels que caisses d'épargne et de retraites, sociétés de secours mutuels, pourront employer un quart de leur fonds de réserve.

TITRE IV

De la conservation du bien de famille.

ART. 16. — Le chef de famille ne peut renoncer uniquement à l'insaisissabilité du bien de famille. Il ne peut ni l'hypothéquer, ni le vendre à réméré.

ART. 17. — Le chef de famille peut aliéner le bien, ou constituer sur lui une servitude réelle, mais seulement avec le consentement exprès de son conjoint, du vivant de celui-ci, et, après sa mort, avec l'autorisation du conseil de famille, durant la minorité des enfants.

Le conseil de famille a le même droit que le chef de famille en cas de décès des deux conjoints, mais il devra suivre, pour cette aliénation ou cette constitution de servitude, les règles ordinaires prescrites par le Code civil au titre de la *Tutelle*.

ART. 18. — Le vendeur du bien de famille n'a aucun des privilèges fiscaux dont il jouissait comme acquéreur.

ART. 19. — Le veuf ou la veuve sans enfants, agés de moins de cinquante ans, devront, pour conserver les avantages du bien de famille acquis avant leur veuvage, se remarier dans le délai de deux ans, faute de quoi ces avantages leur seront rétroactivement retirés, à compter du jour du décès de leur conjoint.

ART. 20. — Le bien de famille perd tous les avantages et obligations de la présente loi par une renonciation faite dans

la même forme et aux mêmes conditions que la déclaration de constitution.

L'abandon effectif de la terre ou de la maison, constaté, à la requête du fisc ou des créanciers sur simple requête, par le tribunal civil, équivaut à cette renonciation expresse.

ART. 21. — En cas de décès des parents, les enfants mineurs qui, pour une cause quelconque, ne pourront habiter la maison ou exploiter la terre, conserveront néanmoins le bien de famille comme tel, jusqu'à la majorité du plus jeune d'entre eux.

TITRE V

De la transmission héréditaire du bien de famille.

ART. 22. — Dans le cas où le chef de famille laisse à son décès un conjoint ou des héritiers en ligne directe, il est dérogé à l'article 732 et aux règles concernant le partage contenues dans la section I, chapitre VI, titre I, livre III du Code civil, de la manière suivante :

ART. 23. — Le bien de famille n'est pas soumis au partage forcé en nature.

ART. 24. — S'il y a des enfants mineurs, il n'est pas soumis à la licitation, et l'indivision subsiste, quant à ce bien de famille jusqu'à la majorité du plus jeune.

ART. 25. — Le bien de famille peut être repris sur une estimation faite comme il est dit à l'article 5, par l'enfant que désigne le chef de famille, ou, à défaut, par celui qui est resté en dernier lieu avec ses parents, à charge d'indemniser les autres, s'il y a lieu, par des soultes garanties par le privilège de l'article 2103-3° du Code civil.

A défaut de la désignation expresse ou tacite du successible au bien de famille mentionnée au paragraphe précédent, le successeur a ce bien pourra être désigné par ses cohéritiers à la majorité des suffrages. A défaut de majorité, il sera procédé par voie de tirage au sort.

Si, au moment de cette reprise sur estimation, le bien de

mille vaut plus que 8.000 francs, il y aura lieu à une nouvelle déclaration conforme à l'article 8.

Il sera d'ailleurs toujours loisible aux héritiers tous majeurs de considérer le bien de famille, au cas de non-désignation expresse ou tacite d'un successible à ce bien conformément au paragraphe 1^{er} du présent article, comme un bien ordinaire soumis aux règles usuelles du partage, et de faire abstraction des avantages stipulés dans la présente loi ; cette renonciation sera faite dans la forme mentionnée à l'article 20, § 1^{er}.

ART. 26. — Si, dans le délai de cinq ans, à compter du décès du *de cujus*, au cas où les héritiers sont tous majeurs, et à compter de la majorité du mineur le plus jeune, s'il y a des mineurs, les soultes dues par le détenteur du bien de famille ne sont pas remboursées, le privilège des copartageants, jusque-là paralysé dans son exercice, pourra donner lieu à exécution forcée.

ART. 27. — De même, dans le cas où, la valeur du bien de famille excédant la réserve des enfants, le chef de famille aurait légué la quotité disponible, ainsi que dans le cas où le conjoint aurait un droit de copropriété sur le bien de famille ainsi légué, il ne pourra être procédé au partage forcé en nature pour l'exécution du legs, mais il sera fait une estimation de la valeur de ces legs, que les héritiers ou le conjoint auront la faculté d'acquitter en argent.

L'hypothèque du légataire grevant le bien de famille ne pourra d'ailleurs donner lieu à l'exécution forcée que passé un délai de cinq années comptées comme il est dit à l'article précédent.

ART. 28. — La transmission du bien de famille par succession a lieu sans charges fiscales en faveur des héritiers qui n'en sont pas déjà pourvus personnellement.

ART. 29. — La continuation du privilège du bien de famille n'est assurée au successeur majeur que s'il est marié, ou si, étant célibataire, il se marie dans un délai n'excédant pas deux ans.

Dans ce cas, comme dans celui de l'article 18, les créanciers pourront conserver leurs droits respectifs éventuels par une inscription hypothécaire, laquelle demeurera de nul effet si la condition du mariage est réalisée par le titulaire dans le délai à lui imparti.

ART. 30. — Un règlement d'administration publique déterminera de quelle manière seront tenus les livres fonciers où seront inscrites, dans chaque arrondissement, les déclarations concernant les biens de famille.

APPENDICE II

PROPOSITION DE LOI DE M. LÉVEILLÉ.

I. — Établissement du bien de famille.

ART. 1^{er}. — Le Français (ou la Française) qui veut fonder une terre insaisissable de famille doit en faire la déclaration précise, écrite et signée, d'après une formule imprimée dont il remplit les blancs, à la mairie du lieu où est situé l'immeuble. La déclaration est rédigée en trois exemplaires, remis ; l'un au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques de l'arrondissement.

ART. 2. — Le bien objet de la fondation devra comprendre une maison ou fraction de maison destinée à l'habitation de la famille : il pourra comprendre, de plus, un enclos situé auprès de la maison. Le bien ne devra pas, lors de la fondation, dépasser une valeur de 10.000 francs pour l'immeuble construit et, de plus, une valeur de 2.000 francs pour les meubles et outils professionnels.

ART. 3. — Le bien de famille n'est constitué comme tel que si le fondateur l'occupe et l'exploite.

ART. 4. — Un même individu ne peut avoir deux biens insaisissables de famille fondés par lui.

II. — Régime spécial du bien de famille.

ART. 5. — Le bien de famille, institué par un fondateur solvable, ne peut plus être saisi, ni quant au capital, ni quant aux fruits, par les créanciers futurs du propriétaire. Le bien peut être saisi par le vendeur du terrain ou des matériaux par les ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds (construction, mise en valeur, entretien). Il peut être saisi

pour le payement des impôts et pour le payements des dettes nées des délits et quasi-délits du propriétaire. Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille.

ART. 6. — L'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs.

ART. 7. — Le propriétaire peut aliéner le bien de famille. Toutefois, si le propriétaire est marié, ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation est subordonnée, dans le premier cas au consentement de la femme donné en chambre du conseil, dans le second cas à l'autorisation de justice.

ART. 8. — Le propriétaire ne peut hypothéquer ni vendre à réméré le bien de famille.

ART. 9. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de la présente loi.

APPENDICE III

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT DU 31 JANVIER 1905.

TITRE PREMIER

Constitution du bien.

ART. 1^{er}. — Peut être constitué bien de famille insaisissable tout immeuble d'une valeur de 8.000 francs au plus, consistant soit exclusivement dans la maison habitée par la famille, soit à la fois dans la maison et dans des terres attenantes ou simplement voisines.

ART. 2. — La constitution est faite :

Par le mari sur ses biens personnels, sur ceux de la communauté ou avec le consentement de la femme, sur les biens qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration ;

Par la femme, sans autorisation du mari ou de justice, sur les biens dont l'administration lui a été réservée ;

Par le survivant des époux, s'il existe des enfants mineurs sur ses biens personnels ;

Par l'aïeul ou l'aïeule, suivant les distinctions ci-dessus, qui recueille ses petits-enfants, orphelins de père et de mère ou moralement abandonnés ;

Par le père ou la mère, sans descendants légitimes, d'un enfant naturel reconnu ou d'un enfant adoptif.

ART. 3. — Le bien de famille ne peut-être établi que sur un immeuble non indivis.

Il ne peut en être constitué plus d'un par famille.

Toutefois, lorsque la maison d'habitation déjà placée sous ce régime est d'une valeur inférieure au maximum fixé à l'article premier, le bien peut être porté à cette valeur au moyen d'améliorations ou d'acquisitions de terres situées à proxi-

mité. Les acquisitions sont soumises aux mêmes conditions et formalités que dans la fondation.

Le régime résultant de la présente loi cesse d'être applicable sitôt que l'immeuble acquiert une plus-value élevant sa valeur ou delà de 12.000 francs. Quand cette valeur est dépassée, le maintien du bénéfice de la constitution en bien de famille est subordonné à une réduction correspondante de l'immeuble.

ART. 4. — La constitution du bien ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 6 ci-après.

Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent tous leurs effets.

Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice des droits de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

Dans le même délai fixé à l'article 6, les créanciers chirographaires sont admis à former opposition à la constitution.

ART. 5. — L'acte de constitution est reçu par un notaire en l'étude duquel sont formées les oppositions.

ART. 6. — Cet acte contient la désignation de l'immeuble, l'estimation de sa valeur et les nom, prénoms, profession et domicile du constituant.

Il est affiché pendant deux mois par extrait sommaire et au moyen de placards manuscrits apposés sans procès-verbal d'huissier dans l'auditoire de la justice de paix et à la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est en outre inséré par deux fois, à un mois d'intervalle, dans un journal du département recevant les publications légales.

ART. 7. — A l'expiration du délai de deux mois, le notaire

soumet l'acte à l'homologation du juge de paix. Il y joint toutes les pièces justificatives et, soit un certificat attestant qu'il n'a été formé ou qu'il n'existe plus aucune opposition, soit les originaux de celles qui ont été maintenues.

ART. 8. — Le juge de paix ne donne son homologation qu'après s'être assuré : 1^o par les pièces produites et, s'il les estime insuffisantes, par un rapport d'expert commis d'office, que le maximum de valeur fixé à l'article 1^{er} n'est pas dépassé ; 2^o que le bien satisfait à la condition exigée au paragraphe premier de l'article 4 ; 3^o que mainlevée a été donnée de toutes les oppositions.

ART. 9. — Expédition de cette homologation est transmise sans retard par le greffier de la justice de paix au notaire. Celui-ci doit de suite requérir la transcription de cette décision ou sa mention en marge de la transcription préexistante, au moyen d'un extrait rédigé en conformité du paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1884.

Le fondateur ou son conjoint peut, en outre, remplir cette formalité si elle est omise par le notaire. La femme y fait procéder sans autorisation, même lorsque la constitution porte sur les biens de la communauté ou sur les biens personnels de son mari.

Dans tous les cas, la transcription doit, à peine de nullité de la constitution du bien, être opérée dans le mois qui suit l'homologation.

TITRE II

Conservation et régime du bien.

ART. 10. — A partir de la transcription, aucune saisie ne peut être pratiquée que par les créanciers qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent pour conserver l'exercice de leurs droits, même au cas où le constituant est mis en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

ART. 11. — Le bien de famille demeure néanmoins saisissable pour les causes ci-après :

1° Fournitures de subsistances faites au constituant et à sa famille pendant les six derniers mois par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres ;

2° Condamnations en principal et accessoires pour délits et quasi délits civils, condamnations en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, pour le payement des amendes, l'acquittement des restitutions, dommages-intérêts et frais prononcés au profit de l'État ; indemnités et dépens alloués pour les mêmes faits aux parties, soit par les tribunaux de répression, soit par les tribunaux civils saisis séparément de l'action en réparation, quel qu'ait été le constituant du bien de famille, et sans que, dans aucun cas, le droit de jouissance du mari puisse réduire l'effet de la saisie ;

3° Mémoires d'entrepreneurs et salaires d'ouvriers employés à reconstruire ou à réparer les bâtiments, dans la mesure et sous les conditions prévues à l'article 2104, n° 4, du Code civil.

Le juge de paix désigne d'office l'expert unique qui dressera les deux procès-verbaux, et, sur le rapport de cet expert, fixe la somme pour laquelle la saisie aura lieu.

4° Sommes dues pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de bétail, de machines et d'instruments servant à la culture, ou de métiers et outils en usage dans la profession du constituant.

ART. 12. — Le bien de famille ne peut être grevé de privilège ou d'hypothèque que pour l'une des causes énoncées aux numéros 3 et 4 de l'article précédent.

Il ne peut être vendu à réméré.

ART. 13. — Le mari, qu'il ait fait la constitution sur les biens de la communauté ou sur ses biens personnels, ne peut, sans le consentement de la femme résultant d'un acte antérieur ou de sa participation au contrat, aliéner tout ou partie du bien ou renoncer à la constitution.

Aucune permission de justice n'est nécessaire à la femme pour poursuivre soit l'annulation de la renonciation ou de la

vente effectuée contre son gré, soit le remploi, si elle a mis cette condition à son adhésion. Dans ce dernier cas, le prix demeure insaisissable jusqu'à ce qu'il ait servi, dans la limite de la valeur fixée à l'article premier, à désintéresser le vendeur de l'immeuble acquis en remplacement, sans toutefois que l'insaisissabilité puisse durer plus d'une année.

Les tiers ne sont pas responsables du remploi.

ART. 14. — Ne peuvent, s'il existe des mineurs, renoncer à la constitution, soit en cas de prédécès de l'un des conjoints, soit en cas de divorce, de séparation de corps, ou de séparation de biens :

1° Le mari ou la femme qui a fondé le bien de famille sur un bien personnel ou dans le lot duquel ce bien, constitué sur un immeuble de la communauté, a été mis à la suite du partage de celle-ci ;

2° La femme, si le bien a été constitué sur l'un de ses propres par le mari ;

3° L'aïeul ou l'aïeule qui ont fait la constitution dans les conditions prévues par l'article 2.

Dans les mêmes cas, même s'il y a eu divorce ou séparation de corps, l'aliénation ne peut avoir lieu qu'avec la permission du juge de paix. Ce magistrat n'accorde cette autorisation que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs. Sa décision est sans appel.

ART. 15. — En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, le juge de paix ordonne les mesures de conservation et de remploi qu'il estime nécessaires jusqu'à concurrence de la valeur fixée à l'article premier.

ART. 16. — Dans le cas de substitution volontaire d'un bien de famille à un autre, la constitution du premier bien est maintenue jusqu'à ce que le juge de paix ait homologué la constitution du second.

ART. 17. — En cas de destruction partielle ou totale du bien, l'indemnité d'assurance est versée à la Caisse des dépôts et

consignations pour demeurer affectée à la reconstitution de ce bien, et, pendant un an à dater du paiement de l'indemnité, elle ne peut être l'objet d'aucune saisie, sans préjudice pourtant des dispositions de l'article 11 ci-dessus.

Les compagnies d'assurances ne sont, en aucun cas, garantes du défaut de emploi.

ART. 18. — Le tribunal civil statue dans les formes ci-après, sur les demandes tendant à faire déclarer que l'immeuble a cessé d'être bien de famille, en tout ou en partie.

Si la demande est introduite par les créanciers, elle est jugée comme en matière sommaire, le constituant et son conjoint assignés par exploit séparé, ou, si l'un d'eux est prédécédé et s'il y a des mineurs, le représentant légal de ceux-ci dûment appelé.

Si l'instance est formée par le fondateur, il est statué en la chambre du conseil, en présence de l'autre conjoint, ou, si ce conjoint est mort et s'il existe des mineurs, le représentant de ceux-ci mis en cause.

Extrait de ce jugement est mentionné au bureau des hypothèques en marge de la décision homologuant l'acte de constitution.

ART. 19. — L'insaisissabilité peut subsister même après la dissolution du mariage sans enfant au profit du survivant des époux, s'il est propriétaire du bien.

Elle est conservée au moyen d'une déclaration reçue par notaire et mentionnée en marge de la transcription ou à la suite de l'inscription préexistante.

ART. 20. — Elle peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcé dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur à défaut de ce conjoint ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la

majorité du plus jeune, et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

ART. 21. — Le survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien pour moitié au moins et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à l'exclusion de tous héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Ce droit s'ouvre à son profit, soit au décès de son conjoint si tous les descendants sont majeurs ou, même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivision a été rejetée, soit à la majorité du plus jeune des enfants lorsque l'indivision a été maintenue.

ART. 22. — Lorsque figure dans une succession une maison d'habitation construite dans les conditions de la loi du 30 novembre 1894 ou visée par l'article 3 de la loi du 31 mars 1896 et constituée ensuite bien de famille, les dispositions de l'article 20 qui précède sont appliquées aux lieu et place de l'article 8 de la loi du 30 novembre 1894.

ART. 23. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application de la présente loi.

Fait à Paris, le 31 janvier 1905.

Signé : ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Agriculture,

Signé : JOSEPH RUAU.

APPENDICE IV (1)

PROJET DE LOI SUR LA CONSTITUTION D'UN BIEN DE FAMILLE
INSAISSISSABLE, ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 13
AVRIL 1906.

§ 1^{er}. — *Établissement du bien de famille.*

ART. 1^{er}. — Le Français qui veut fonder un bien insaisissable de famille doit en faire la déclaration écrite, d'après une formule imprimée dont il remplit les blancs, à la mairie du lieu où est situé l'immeuble.

La déclaration est rédigée en trois exemplaires : l'un destiné au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques de l'arrondissement.

ART. 2. — Le bien, objet de la convention, pourra comprendre soit une maison ou fraction de maison destinée à l'habitation de la famille, soit à la fois une maison et des terres voisines, soit seulement des terres, à la condition qu'elles soient cultivées personnellement par le fondateur. La valeur dudit bien ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser 8.000 francs. La valeur des meubles et outils professionnels ne devra pas dépasser 2.000 francs.

L'estimation de la valeur de l'immeuble ou des différentes parcelles constituant le bien de famille sera faite par le juge de paix du canton ou par un expert qu'il désignera.

Le bien de famille ne peut être établi que sur un immeuble non indivis et libre de toute inscription hypothécaire.

ART. 3. — Le bien de famille n'est considéré comme tel que si le fondateur l'occupe et l'exploite.

ART. 4. — Un même individu ne peut avoir plus d'un bien de famille.

(1) Projet de la Commission de l'Agriculture.

§ 2. — *Régime du bien de famille.*

ART. 5. — Le bien de famille ne peut être saisi ni quant au capital ni quant aux fruits par les créanciers postérieurs à sa constitution définitive. Il ne peut plus être hypothéqué ni vendu à réméré.

Il ne peut plus être saisi que par le vendeur du terrain ou des matériaux, par les ouvriers qui ont concouru à l'amélioration du fonds (construction, mise en valeur, entretien). Les fruits peuvent être saisis pour le payement des impôts et pour le payement des dettes nées des délits et quasi-délits du propriétaire.

Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille.

ART. 6. — L'insaisissabilité subsiste tant que l'immeuble reste aux mains du fondateur, de son conjoint survivant et de ses enfants mineurs.

ART. 7. — Le propriétaire peut aliéner le bien de famille. Toutefois, si le propriétaire est marié ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation sera subordonnée, dans le premier cas, au consentement de la femme donné en chambre du conseil et, dans le second cas, à l'autorisation de justice.

ART. 8. — A la mort du constituant, le bien de famille reste dans l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants.

ART. 9. — En cas de destruction totale ou partielle du bien de famille, l'indemnité d'expropriation ou d'assurance demeure affectée à la reconstitution d'un bien de famille et jouit, pendant un an, à partir de la liquidation de la créance, du privilège de l'insaisissabilité.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 avril 1906.

Le Président,

Signé : PAUL DOUMER.

Les Secrétaires, Signé : ROGER BALLU. — F. MAROT.

PAUL MEUNIER.

BIBLIOGRAPHIE

- Bureau (Paul).** — Le homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière (Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Rossi, 1894).
- Vacher.** — Le homestead aux Etats-Unis.
- Corniquet.** — Le homestead, 1895 ; l'insaisissabilité du foyer de famille.
- Petiet.** — Le foyer stable ou bien de famille insaisissable.
- Saieilles.** — Le homestead aux Etats-Unis.
- Souchon.** — La propriété paysanne. Paris, 1899.
- De Foville.** — Le morcellement.
- Jannet (Claudio).** — Le Code civil et les réformes indispensables à la liberté des familles. *Le Correspondant*, 15 juillet 1890.
- Serre.** — Le bien de famille. Paris, 1900.
- Tirman, Grunebaum, Cahen et Tirard.** — Série d'études sur le bien de famille. Etat de la question dans les législations française et étrangères. *Conseil d'Etat*.
- Donnat.** — Article « homestead » du nouveau dictionnaire d'économie politique de Léon Say et Chailley-Bert.
- De Loynes.** — Le foyer de famille, sa conservation, sa transmission héréditaire.
- Levasseur.** — Le homestead en Amérique, *Revue d'économie politique*, 1894, t. VIII, p. 701.
- Léveillé.** — Le homestead en France et en Algérie, *Revue d'économie politique*, 1902, t. XVI, p. 473.
- Joliot.** — *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1878, t. VII, p. 27.
- Saturnin Vidal.** — L'institution du homestead, *Recueil académique de législation*. Toulouse. 1888.
- De la Bouillierie.** — *Le Correspondant*, 1896, t. I, p. 979.
- Revue critique de législation.* — 1895, p. 140 et 351.
- Journal des Economistes*, mars 1887.

Réforme sociale. — 15 juin 1884 ; 1^{er} décembre 1886 ; 5 août 1887 ; 16 décembre 1891 ; 1892, t. I, p. 450, 613, 698 ; t. II, p. 703 ; 5 août 1897

Bulletin de la Société des Agriculteurs de France. — Compte rendu des travaux des commissions et des assemblées générales, 1887-1907 ; plus spécialement années 1887, 1891, 1895, 1896 et 1906.

Bulletin de la Ligue du coin de terre et du foyer, juin 1898.

Chambre des députés. — Session de 1905, n° 2214, annexe au procès-verbal de la séance du 31 janvier 1905. Session de 1906, n° 2967, annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 7 février 1906.

Rufus Waple. — A treatise on the Homestead and Exemption. Chicago, 1893.

Rüdolf Meyer. — Heimstätten, 1883.

Lefébure. — La réforme agraire en Prusse, 1902.

Verdelot. — Du bien de famille en Allemagne, 1899.

Devas. — Further reports from her Majesty's minister of Washington, on the homestead exemption laws of the United States, 1887.

Santangele Spoto (Ippolito). — La legislazione civile ed i beni difamiglia in rapporto all'Homestead ed all' Höferecht.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — But et définition du bien de famille. — Etat de la question en France : étude, projets et propositions de loi.	1
CHAPITRE II. — Examen particulier des projets de loi sur le bien de famille. — Composition. — Destination et valeur.	28
I. — Eléments essentiels : Maison, Terres	31
II. — Destination. Occupation et exploitation ; dépendances	37
III. — Valeur du bien de famille	46
IV. — Exemption mobilière.	63
CHAPITRE III. — Examen particulier des projets de loi sur le bien de famille (Suite). — Constitution.	67
I. — Conditions relatives au constituant.	67
a) Qualité de Français	67
b) Chef de famille	70
c) Droits du fondateur sur l'immeuble	74
d) Capacité du constituant.	77
II. — Conditions relatives à l'immeuble.	78
III. — Formalités	81
CHAPITRE IV. — Examen particulier des projets de loi sur le bien de famille (Suite). — Insaisissabilité	89
I. — Insaisissabilité	89
a) Insaisissabilité dans le projet de la commission. .	90
b) Insaisissabilité dans le projet du gouvernement. .	95
c) Comparaison et appréciation	99
II. — Hypothèque	107

CHAPITRE V. — Examen particulier des projets de loi	
sur le bien de famille (<i>fin</i>). — Aliénabilité. — Renon-	
ciation. — Mort du constituant. — Appréciation des	
deux projets de loi	122
I. — Aliénabilité.	122
II. — Renonciation	135
III. — Sort du bien de famille après la mort du constituant.	139
IV. — Dispositions particulières	150
V. — Appréciation générale des projets de loi.	152
CHAPITRE VI. — Critique générale de l'institution du	
bien de famille.	
	158
APPENDICES :	
I. — Proposition de loi de M. l'abbé Lemire.	187
II. — Proposition de loi de M. Léveillé.	194
III. — Projet de loi du gouvernement.	196
IV. — Projet de loi de la commission (texte adopté par la	
Chambre)	203
BIBLIOGRAPHIE.	205

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
